

TWITTER
ELON MUSK FAIT SA LOI

***INDONÉSIE* — LES MOTOS-TAXIS SE REBIFFENT *FRANCE* — UNE PREMIÈRE MINISTRE BIEN PÂLICHONNE**

Courrier international

N° 1646 du 19 au 25 mai 2022
courrierinternational.com
France : 4,50 €

Algérie 530 DA, **Allemagne** 5,70 €, **Andorre** 5,30 €, **Canada** 7,95 $CAN, **DOM** 5,10 €, **Espagne** 5,40 €, **Grande-Bretagne** 4,70 £, **Grèce** 5,40 €, **Italie** 5,40 €, **Japon** 850 Y, **Maroc** 43 DH, **Pays Bas** 5,40 €, **Portugal** cont. 5,40 €, **Sénégal** 3400 F CFA, **Suisse** 6,80 CHF, **TOM** 850 XPF, **Tunisie** 7,70 DT, **Afrique CFA autres** 3500 F CFA.



UKRAINE

LA PAIX EST-ELLE ENCORE POSSIBLE ?



Comment renouer le dialogue diplomatique ?
Qui est prêt à faire des concessions, et lesquelles ?
Les analyses de la presse étrangère.

M 03183 - 1646 - F: 4,50 €


BIENVENUE
DANS UNE AUTRE
GRANDE-BRETAGNE
HOT DRINKS
CAKES
ICE CREAMS
PIMM'S &
COLD DRINKS
GIN & TONIC
BEERS
CHAMPAGNE
GREAT
BRITAIN
visitbritain.com
©VisitBritain/Anastasia Usenkova



LES CHOIX DE "COURRIER"

VIRGINIE LEPETIT

La paix est-elle encore possible ?

p.10

Le 24 février, Vladimir Poutine déclenchait une guerre contre l'Ukraine. Un conflit déjà terriblement meurtrier et qui menace de durer. Faut-il se préparer à une nouvelle guerre froide, voire à une troisième guerre mondiale ? Ou, au contraire, choisir dès aujourd'hui de tenter de reconstruire la paix ? Nous avons voulu étudier à travers la presse étrangère cette paix peut-être atteignable. Et ce n'est ni des États-Unis ni de la Russie, qui jouent la surenchère, comme nous l'avons abondamment décrit dans nos précédents numéros, que viendra la solution.

Mais de l'Europe, seul acteur à même de faire revenir la diplomatie dans le jeu. *"Vouloir ouvrir la voie à la diplomatie, c'est éviter la chute – pour dire les choses avec pathos. Il ne faut pas que l'atavisme, le barbare gagne. Les retours aux temps anciens sont à chaque fois plus dangereux, à cause des progrès techniques"*, affirme avec force le journaliste allemand Stephan-Andreas Casdorff dans le quotidien berlinois **Der Tagesspiegel.** Et qui mieux que les Allemands, rompus aux négociations, pourvus d'un président diplomate, Frank-Walter Steinmeier, l'inventeur du "format Normandie", pourraient proposer une médiation ? avance-t-il. Mais ouvrir le dialogue ne suffira pas. Il faudra aussi que les parties prenantes se préparent à des concessions. Des concessions sans doute douloureuses, voire risquées, prévient quant à lui le journaliste Neal Ascherson dans l'hebdomadaire britannique **The Observer**: *"Les négociations de paix vont se concentrer immanquablement sur le tracé de nouvelles frontières. Et c'est là qu'est le danger. La courageuse gestion de la guerre par Volodymyr Zelensky constitue une rupture avec le règne des oligarques et des démagogues corrompus qui ont longtemps occupé le devant de la scène à Kiev. Mais si Zelensky prend la responsabilité de mettre fin à la guerre en acceptant un marché dans lequel, par exemple, la Crimée serait cédée à la Russie, cela pourrait inciter quelques ambitieux à le poignarder dans le dos en l'accusant d'avoir trahi l'indépendance ukrainienne."* Pourtant, le dialogue est toujours possible, comme le montre l'incroyable récit, paru dans le magazine américain **The Atlantic,** de la cohabitation entre une famille ukrainienne et cinq soldats russes réfugiés dans une cave pendant trois semaines. Trois semaines de peur, d'hésitation, habitées peu à peu par des échanges de plus en plus profonds sur le sens même de cette guerre. Un récit sidérant qui montre tout à la fois l'endoctrinement des soldats russes et leur désillusion, voire leur désespoir face à la réalité. Leurs motivations aussi, plus pécuniaires que patriotiques. Un récit à lire absolument. Je pourrais m'arrêter là, mais cet article ne serait pas complet si nous faisions l'impasse sur l'autre actualité de la semaine, celle dictée par Elon Musk. Car, en réalité, ce numéro de *Courrier international* a connu une histoire mouvementée. Une histoire parallèle à celle du rachat – pour l'instant suspendu – de Twitter par le multimilliardaire américain. Jusqu'au vendredi 13 mai, c'est lui qui trônait, en cow-boy domptant un oiseau bleu, à la une de ce numéro. Ses dernières sorties sur les faux comptes du réseau social et les échanges qui se sont ensuivis laissent planer le doute sur la concrétisation de cette transaction record, de 44 milliards de dollars. Notre une a donc changé, mais pas le fond du dossier que nous lui consacrons, qui décrit un homme impulsif, imprévisible, un accro aux tweets qui prend de court adversaires et partenaires avec des décisions à l'emporte-pièce. Un homme qui croit savoir mieux que tout le monde ce qu'est la liberté d'expression et qui l'applique d'abord à lui-même. C'est ce que décrit le formidable portrait que lui consacre le **New York Times,** à découvrir dans notre dossier. Bonne lecture !

En couverture :
Dessin de **Rob Dobi,** *États-Unis.*
Elon Musk : *Photo Jefferson Siegel/The New York Times.*
Erratum :
Le dessin de la p. 28 est de :
Tony Bell *paru dans* **The Sunday Times,** *Londres.*

Sommaire



© NEWS LICENSING

DOSSIER p.28

Elon Musk fait sa loi

Depuis qu'il a annoncé vouloir s'offrir Twitter, l'impulsif et très controversé milliardaire américain joue avec les nerfs des investisseurs. Sa volonté de faire main basse sur la conversation mondiale en imposant sa vision d'une liberté d'expression totale inquiète la presse étrangère.

FRANCE p.6

Une Première ministre dénuée de charisme

En nommant Élisabeth Borne au poste de Premier ministre, Emmanuel Macron a certes choisi une femme mais surtout quelqu'un qui ne lui fera pas d'ombre, raille l'hebdomadaire britannique **The Spectator.**

AMÉRIQUE p.20

En Amazonie, les bienfaiteurs de la coca

Au Pérou, les trafiquants pallient l'abandon de l'État en finançant la culture de la coca, plus lucrative pour les communautés amérindiennes, racontent **La República** et **Connectas.**

360°



EDEL RODRIGUEZ

Les motos-taxis contre-attaquent

À Jakarta, les chauffeurs du géant du VTC Gojek utilisent des réseaux informels d'entraide pour contourner l'algorithme de la plateforme. Reportage de la **MIT Technology Review.**

LES SOURCES

Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

The Atlantic Washington, mensuel. **Cicero** Berlin, mensuel. Connectas (connectas.org) Bogota, en ligne. **The Continent** Johannesburg, hebdomadaire. **The Economist** Londres, hebdomadaire. **Frankfurter** Allgemeine Zeitung Francfort, quotidien. **The Guardian** Londres, quotidien. **Los Angeles Times** Los Angeles, quotidien. **MIT Technology Review** Cambridge (Massachusetts), bimestriel. **The New York Times** New York, quotidien. **Nikkei Asia** Tokyo, hebdomadaire. **The Observer** Londres, hebdomadaire. **L'Orient-Le Jour** Beyrouth, quotidien. **El País** Madrid, quotidien. **Reasons to Be Cheerful** (reasonstobecheerful.world) New York, en ligne. **La República** Lima, quotidien. **Rukhshana Media** (rukhshana.com/en) Kaboul, en ligne. **The Spectator** Londres, hebdomadaire. **Stern** Hambourg, hebdomadaire. **Der Tagesspiegel** Berlin, quotidien. **UnHerd** (unherd.com) Londres, en ligne. **The Wire** New Delhi, quotidien.

SOMMAIRE

7 jours dans le monde

6. France. Une Première ministre dénuée de charisme

D'un continent à l'autre

10. Ukraine. La paix est-elle encore possible ?

16. France. Une fronde bien française

18. États-Unis. Le monde entier se presse à la frontière

20. Pérou. Les "narcobienfaiteurs" de l'Amazonie

22. Palestine. Mort d'une icône

23. Liban. En finir avec le "zaïm"

24. Philippines. Marcos Jr., dans la ligne de Rodrigo Duterte

25. Afghanistan. La police religieuse a repris du service

26. Sri Lanka. La fin du système Rajapaksa ?

27. Afrique. Fonds de tension

À la une

28. Elon Musk fait sa loi

Transversales

34. Économie. Reconstruire l'Ukraine, à quel prix ?

36. Environnement. Le rhinocéros noir est de retour

37. Signaux. Vingt ans de rivalités

360°

46. Reportage. Les motos-taxis contre-attaquent

50. Culture. Serhiy Jadan, le gardien de Kharkiv

52. Voyage. Sant'Elena, petit paradis vénitien

54. Histoire. La folie des reliques

SUR NOTRE SITE

États-Unis. Margaret Atwood défend le droit à l'avortement

En exclusivité sur notre site, l'autrice de *La Servante écarlate* réagit aux menaces qui pèsent sur le droit à l'avortement dans un texte paru dans **The Atlantic** traduit en français par *Courrier international*. Son roman dystopique a été rattrapé par la réalité, estime-t-elle.

Guerre en Ukraine. L'Otan à un tournant

La Finlande et la Suède ont annoncé être officiellement candidates pour intégrer l'Alliance atlantique. Un coup de tonnerre diplomatico-militaire qui va tendre encore un peu plus les relations avec la Russie. Retrouvez les analyses et les décryptages de la presse étrangère sur notre site.

La pilule philosophique. Éloge du chewing-gum

Irriguer le cerveau, atténuer l'anxiété, stimuler la concentration… mâcher du chewing-gum a de nombreux bienfaits. Et lorsqu'il est terminé, on peut encore se perdre dans la contemplation de cette gomme devenue une sorte de mastic malmené. Une déclaration d'amour signée d'un chroniqueur de **The Atlantic.**

L'horoscope de Rob Brezsny *Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.*

Télécharger dans l'App Store **Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.**



NOTRE HORS-SÉRIE

Qu'est-ce qui nous rassemble, en tant qu'individus, société et nation ? Qu'est-ce qui nous divise ? La France racontée par la presse étrangère.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX Courrier international

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : *Courrier international* Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour : RCO22BAO001A

☐ **1 AN** (52 numéros) au prix de **129 €** au lieu de ~~218,80~~ €*

☐ **1 AN** (52 numéros) **+ 6 hors-séries** au prix de **159 €** au lieu de ~~269,80~~ €*

☐ Monsieur ☐ Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de *Courrier international*

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site : https://abo.courrierinternational.com/ours2022 ou téléphonez au 03.21.13.04.31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

* Prix de vente au numéro. Etranger nous consulter. Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet : boutique.courrierinternational.com/cgv-co

En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI – 67/69 avenue Pierre Mendès France – 75013 paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr .

Courrier international

Avantages abonnés :

Rendez-vous sur courrierinternational.com

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Androïd
- Réveil Courrier

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique :
(32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com

USA-Canada :
(1) 800 363 1310 - expressmag@expressmag.com

Suisse :
(41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch

Courrier international

Édité par Courrier international SA, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €
Actionnaire : La Société éditrice du Monde
Président du directoire, directeur de la publication : François-Xavier Devaux
Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard
Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président
Dépôt légal mai 2022. Commission paritaire nº 0722c82101.
ISSN nº 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. **Accueil** 33 (0) 1 46 46 16 00 **Fax général** 33 (0) 1 46 46 16 01 **Fax rédaction** 33 (0) 1 46 46 16 02 **Site web** www.courrierinternational.com **Courriel** lecteurs@courrierinternational.com **Directrice de la rédaction** Claire Carrard (16 58) **Rédactrice en chef** Virginie Lepetit (16 12) **Rédacteurs en chef adjoints** Raymond Clarinard (16 77), Claire Pomarès (web), Matthieu Recarte **Responsable du numérique** Joffrey Ricome **Direction artistique** Sophie-Anne Delhomme (16 31), **Conception graphique** Javier Errea Comunicación

Édition Anouk Delport (16 98), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (17 30) **7 jours dans le monde** François Gerles (chef de rubrique, 17 48) **Europe** Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Catherine Guichard (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Beniamino Morante (Italie, 19 72), Hélène Bienvenu (Pologne), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) **France** Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 1693) **Amériques** Bérangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) **Asie** Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 1639), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corées) **Moyen-Orient** Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abiramia (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) **Afrique** Hassina Mechaï (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) **Transversales** Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 1615), Annick Rivoire (Économie) **Magazine 360°** Marie Béloeil (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74), Delphine Veaudor (16 76) **Histoire** Mélanie Liffschitz (16 96)

Site Internet Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (éditeur web), Gabriel Hassan (éditeur web, 1632), Carole Lyon (éditrice web, 1736), Hoda Saliby (éditrice web, 1635), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 16 65), Louise Dugeai (développement web) **Courrier Expat** Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

Traduction Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan), Leslie Talaga (anglais, espagnol) **Révision** Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Françoise Hérold, Julie Martin, Anne Romefort

Pôle visuel Sophie-Anne Delhomme (responsable), **Web design et animation** Alexandre Errichiello (chef de service, 1617), Benjamin Fernandez, Jonnathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé **Iconographie** Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (1610), Stéphanie Saindon (1653), Céline Merrien (colorisation) **Maquette** Alice Andersen (chef de service, 1637), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia **Cartographie** Thierry Gauthé (16 70) **Infographie** Catherine Doutey (16 66)

Agence courrier Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 1737), Jessica Robineau (16 08), Alizée Marchal (17 38)

Directrice de la fabrication Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45 35) **Impression, brochage, routage :** Maury, 45330 Malesherbes

Ont participé à ce numéro Lionel Blot, Jean-Baptiste Bor, Emmanuelle Bour, Emma Collet, Marie-Ange Costantini, Antoine Cuny-Le Callet, Camille Dalicieux, Marie Daoudal, Lucie Droulers, Jeanne Fournier, Sophie Laurent Lefevre, Valentine Morizot, Florent Normand, Isabelle Talès, Isabelle Taudière, Rachel Teyssandier, Léo Thomas, Maddalena de Vio, Yuta Yagishita, Chenxi Zhang, Corinne Duqueyroix

Publicité MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75707 Paris Cedex13, tél. : 0157282000 **Présidente** Laurence Bonicalzi Bridier, **Directrice générale adjointe, Marketing & Études** Élisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), **Directeur délégué, directeur de Marque Courrier international** David Eskenazy (david.eskezany@mpublicite.fr, 38 63) **Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation** Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) **Directeur délégué, pôle Agences** François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21) **Directeur délégué, pôle Opérations spéciales** Steeve Dablin (steeve.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

Responsable administrative et financière Carine de Castellan (16 06) Lucie Madalena (gestion) **Droits** Blandine Mosnat **Comptabilité** 0148884551 **Directeur de la diffusion et de la production** Xavier Loth **Directrice des vente** Sabine Gude **Responsable commerciale international** Saveria Colosimo Morin (0157283220) **Chef de produits** Valentin Moreau (0157283399) **Communication et promotion** Brigitte Billiard, Christiane Montillet **Marketing** Sophie Gerbaud (directrice, 1618), Véronique Lallemand (16 91), Véronique Saudemont (17 39), Kevin Jolivet (16 89), Martine Prévot (16 49), Mynn-May Vang, Anthony Pittavino

Modifications de services ventes au numéro, réassorts 0805 05 0147 Service clients Abonnements Courrier international, Service abonnements, A2100 — 62066 Arras Cedex 9 **Tél. 03 21 13 04 31 Fax** 0157674496 (du lundi au vendredi de 9 h à 18 h) **Courriel** abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 119 €. Autres destinations : https://boutique.courrierinternational.com Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur https://www.courrierinternational.com/page/cgu

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in Aug and in Dec), by Courrier International SA c/o Distribution Grid. at 900 Castle Rd Secaucus, NJ07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ. and at additional mailing Offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o Express Mag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.

Certifié PEFC
Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.
PEFC 10-31-1282
pefc-france.org

Origine du papier : UK, Allemagne. 100 % de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. **Eutrophisations :** Ptot = 0,0083 kg/tonne de papier. Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Ouvrage imprimé à 100 % avec des encres conformes à la norme Blue Angel.

GOUVERNEMENT

Liberté
Égalité
Fraternité



Savez-vous que votre enfant peut profiter du pass Culture dès 15 ans ?

Le pass Culture lui permet d'accéder à de nombreuses activités culturelles. Il lui suffit de télécharger l'application et il pourra bénéficier de 20 € à 15 ans, 30 € à 16 et 17 ans, et 300 € à 18 ans. Plus d'informations sur pass.culture.fr

Application à télécharger sur Télécharger dans l'App Store · DISPONIBLE SUR Google Play · ou sur passculture.app

pass Culture

France. Une Première ministre dénuée de charisme

Élisabeth Borne a été nommée le 16 mai à Matignon. Elle a été choisie pour ne faire aucune ombre au président Macron, insiste ce journal conservateur dans un billet mordant.



↙ *Élisabeth Borne. Dessin de* **Sondron** *paru dans* **L'Avenir,** *Namur.*

—The Spectator *Londres*

Voici donc Élisabeth Borne, la nouvelle Première ministre de la France. Elle n'a jamais travaillé dans le privé. C'est une technocrate pur jus. Elle n'a jamais été élue à aucun mandat. Et jamais, jamais elle ne représentera la moindre menace pour le président Emmanuel Macron. *"Elle est aussi rasoir que Jean Castex, le côté comique en moins"*, soupire un observateur parisien.

Ce poste en France est généralement un calvaire, le Premier ministre est par nature un souffre-douleur, et Élisabeth Borne a devant elle moult dossiers épineux. Tout en haut de la pile, la crise liée à la flambée du coût de la vie, sur laquelle elle n'aura sans doute guère de prise. Elle va aussi écoper de la réforme des retraites, et donc être accusée des émeutes qui ne manqueront pas d'éclater. C'est qu'elle est plus douée pour gérer des wagons que l'économie.

Sa toute première mission sera cependant de mener le bataillon des candidats macronistes aux législatives de juin. Elle n'a pour l'heure donné aucune preuve d'un quelconque talent pour enthousiasmer les électeurs, mais de toute façon Macron ne devrait pas avoir de mal à décrocher sa majorité présidentielle à l'Assemblée nationale.

Née d'un père juif, réfugié russe, Élisabeth Borne, 61 ans, n'est certes pas une énième énarque, mais elle est loin d'être passée au travers de l'endoctrinement propre aux élites françaises : elle a fait l'X, autrement dit Polytechnique, cette prestigieuse *"grande école"* publique dont les futurs ingénieurs sont assimilés à des militaires et paradent en uniforme, épée comprise.

Sortie de Polytechnique, elle a glané d'autres diplômes, notamment de l'École des ponts et chaussées, autre grande école, puis du Collège des ingénieurs, une école de commerce – elle ne fraiera cependant guère avec le monde interlope du business et préférera devenir haute fonctionnaire. J'ai beau chercher, quel que soit le sujet, elle semble n'avoir jamais exprimé aucune opinion un peu tranchée.

Elle affiche un CV long comme le bras, mais étonnamment n'aura fait à ces nombreuses sinécures que des passages pour la plupart brefs. Elle est ainsi passée chez Eiffage, grand groupe de travaux publics dont l'activité repose sur les commandes de l'État, mais pour le reste toute la carrière d'Élisabeth Borne s'est déroulée dans le public.

Directrice de cabinet de Ségolène Royal (ministre socialiste dans plusieurs gouvernements de gauche et mère des quatre enfants de l'ancien président François Hollande), fonctionnaire [directrice générale de l'urbanisme] à la mairie de Paris, préfète [de Poitou-Charentes] – ce qui lui a permis d'arborer encore un bel uniforme –, ou encore présidente de la RATP. Elle est ensuite devenue ministre des Transports dans le gouvernement d'Édouard Philippe, puis ministre de la Transition écologique, avant de prendre la tête du ministère du Travail, le tout sans faire la moindre vague.

Élisabeth Borne a fait toute sa carrière politique sans jamais avoir à affronter le verdict des urnes, même si elle a été parachutée dans une circonscription favorable pour les prochaines élections législatives. Je ne m'avance donc pas trop en disant que la plupart des Français n'avaient jamais entendu parler d'elle avant son arrivée à Matignon.

Gage à la gauche. Socialiste de nom, mais pas forcément de cœur, la nouvelle chef du gouvernement permet à Macron de donner des gages à la gauche, même si ce choix repose surtout sur son manque de charisme plutôt que sur sa capacité à vendre du rêve aux électeurs.

Elle est seulement la deuxième femme à occuper le poste de Premier ministre en France. Sa prédécesseur, Édith Cresson, était restée à peine un an à Matignon, de 1991 à 1992, sous François Mitterrand. Il est peu probable qu'elle reste en poste aussi longtemps que dans ses précédentes sinécures mais, en France, le Premier ministre joue surtout un rôle de fusible, facile à faire sauter quand le président a besoin d'un bouc émissaire.

Divorcée avec un enfant, elle a toutes les qualités d'un éteignoir; un peu comme ces bûcheuses acharnées du lycée qui ne se séparaient jamais de leurs fiches. Si sa nomination ne va pas faire vibrer les électeurs, elle ne risque pas non plus de faire de l'ombre à Macron.

Élisabeth Borne a déclaré qu'elle espérait donner envie à toutes les petites filles de France de devenir Première ministre. "Qui vivra verra", comme on dit en France. Je me trompe peut-être, mais j'ai bien l'impression que c'est surtout parce que ça arrange Macron qu'elle se retrouve à Matignon. Borne n'a pas une once de talent politique, et c'est sans doute pour cela qu'il l'a choisie. Il lui suffira de tenir un an pour devenir la première femme Premier ministre de l'histoire de France à pouvoir se targuer d'une telle longévité.

—Jonathan Miller
Publié le 16 mai

"MBZ" président



ÉMIRATS ARABES UNIS — *"Nous avons fait allégeance"*, titre le quotidien **Emarat Al-Youm,** au lendemain de la désignation, le 14 mai, de Mohammed ben Zayed, dit "MBZ", comme nouveau président des Émirats arabes unis. Il prend la succession de son demi-frère Khalifa ben Zayed, mort la veille, qui, ayant des problèmes de santé, avait déjà laissé la réalité du pouvoir à MBZ depuis une dizaine d'années. Le 14 mai, il a donc été formellement *"élu"* par le Conseil suprême de la fédération des Émirats, qui regroupe sept émirats. En réalité, il s'agit d'une succession dynastique qui ne devrait pas changer la politique du pays.

"Coquille vide"

SAHEL — Le Mali a annoncé le 15 mai se retirer du G5 Sahel. Il reproche notamment au Niger de l'empêcher de prendre les rênes de cette force conjointe antiterroriste créée en 2014. Et condamne aussi *"les manœuvres d'un État extrarégional visant désespérément à isoler le Mali"*. En l'occurrence, la France. Sur fond de dégradation continue des relations entre les deux pays, **L'Essor** (progouvernemental) estime que, dès que Paris *"a toqué à la porte du G5 Sahel"*, l'institution *"est allée de sommet en sommet sans pouvoir déployer ses ailes sur le Sahel"*. Et conclut : *"Le G5 Sahel sans le Mali n'est plus qu'une coquille vide. Un peu comme l'Union européenne sans l'Allemagne."*

Le sacre de l'Ukraine

EUROVISION — Dans la soirée du 14 mai, grâce au vote massif du public, le groupe Kalush Orchestra a remporté le concours européen de la chanson à l'issue d'une finale à suspense et après avoir pris le risque d'être disqualifié en lançant un appel à la solidarité

internationale. La presse ukrainienne n'en est que plus fière, à l'image de l'agence de presse indépendante **Unian,** qui parle de victoire *"grandiose"*. C'est donc l'Ukraine qui organisera l'édition 2023. Et le président Zelensky a fait une promesse : *"Nous ferons tout pour qu'un jour les participants et les invités de l'Eurovision soient accueillis dans un Marioupol ukrainien. Libre, en paix, reconstruit."*

Un congé menstruel?

ESPAGNE — Le Conseil des ministres a validé le 17 mai un avant-projet de loi qui place le pays *"à l'avant-garde des pays occidentaux en matière de santé menstruelle"*, se félicite le site de gauche **Publico,** qui parle de *"révolution dans le bloc européen"*. Si le texte est adopté, les femmes souffrant de règles douloureuses pourront prétendre à un congé menstruel de trois jours, extensible à cinq jours dans certains cas. Pour cela, il devra encore franchir de nombreuses étapes, si bien que son adoption interviendra au mieux en 2023. À ce jour, reprend *Publico*, *"aucun autre pays européen ne dispose d'une loi similaire"*. À la différence de *"plusieurs pays d'Asie, comme le Japon et la Corée du Sud"*.

239

BARRAGES OU DÉVERSOIRS ONT ÉTÉ DÉTRUITS dans dix-sept pays européens en 2021, rapporte le 16 mai **The Guardian,** pour qui il s'agit d'un nombre record. *"L'Espagne est en tête de cette tendance avec 108 ouvrages retirés de ses rivières."* Selon les écologistes, ces initiatives aident à restaurer les voies de migration des poissons et renforcent la biodiversité. Plus de 1 million de telles infrastructures existent sur les cours d'eau européens, dont au moins 150 000, souvent vieux, n'auraient plus aucun intérêt économique.

ALLIANCE

En renonçant à la neutralité, "la Suède devient un pays normal"

Le royaume scandinave a officialisé sa demande d'adhésion à l'Otan le 16 mai. Une décision qui suscite la nostalgie d'une période désormais révolue, relève la presse suédoise.

Dimanche historique dans le nord de l'Europe. Le 15 mai, les plus hauts responsables politiques finlandais ont formellement décidé de poser la candidature de leur pays à l'Otan. En Suède, le Parti social-démocrate de la Première ministre, Magdalena Andersson, a approuvé le ralliement du royaume à l'Alliance atlantique. Dès le lendemain, le gouvernement suédois a officialisé sa demande d'adhésion, avec l'approbation du Parlement.

Un revirement géopolitique majeur pour la région, provoqué par les agissements du président russe, insiste le quotidien suédois **Aftonbladet.** *"Si Vladimir Poutine n'avait pas envahi l'Ukraine, rien de tout cela ne serait arrivé"*, rappelle l'éditorialiste de ce journal de sensibilité sociale-démocrate. Selon lui, *"un air de nostalgie flottait"* sur le QG du parti de Magdalena Andersson, le 15 mai, lorsque sa direction a enterré pour de bon la politique de neutralité, puis de non-alignement, qui était la marque de fabrique suédoise depuis deux siècles.

Cette volte-face représente *"une défaite"* pour ce parti et ses idéaux de *"passerelle entre l'Est et l'Ouest"*, souligne le journal conservateur **Svenska Dagbladet.** Mais ce qui se joue actuellement n'est pas propre à ce courant politique, admet-il. *"L'idée de rester les bras croisés pendant que les grands éléphants dansent sur la carte du monde n'est pas sociale-démocrate, elle est suédoise"*, estime le journal, en rappelant qu'en 1949 cinq partis avaient dit non à l'entrée du pays dans la toute nouvelle Otan.

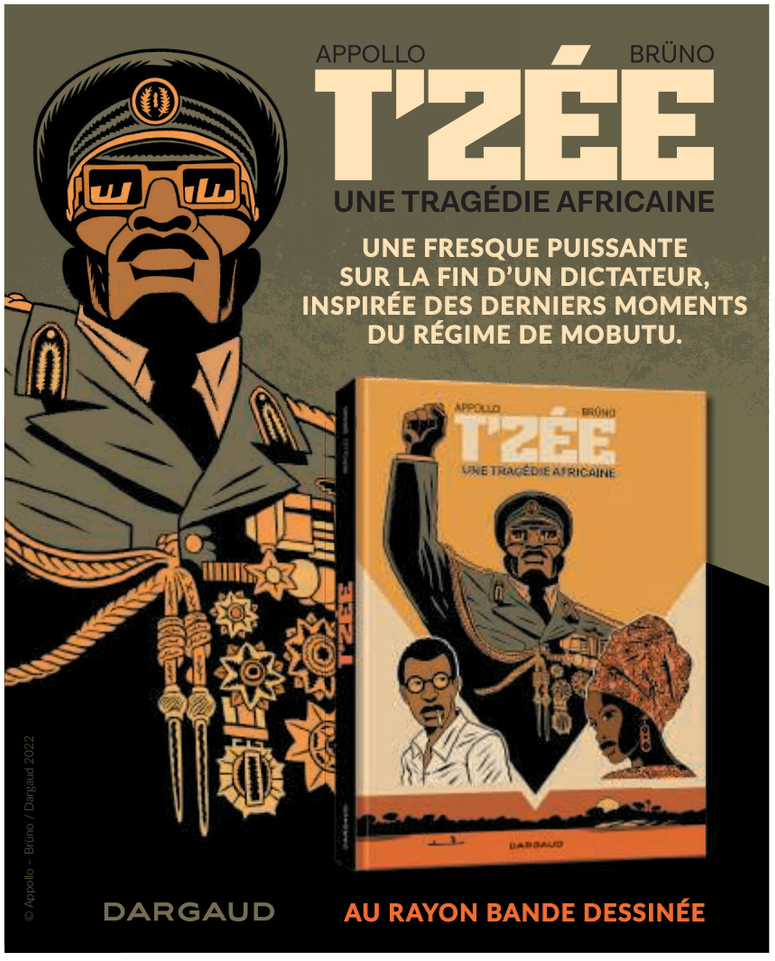
"Nous ne sommes pas la Finlande", constate le même journal, avec un brin d'autodérision, en référence au rôle moteur joué par ce voisin nordique dans le processus de rapprochement avec l'Otan observé depuis l'invasion de l'Ukraine, le 24 février. Il n'empêche, le gouvernement suédois a officialisé, le 16 mai, sa demande d'adhésion à l'organisation militaire, emboîtant le pas à Helsinki. Une démarche que le président finlandais, Sauli Niinistö, et le roi de Suède, Carl XVI Gustaf, ont soutenu de manière formelle, lors de la visite officielle du premier à Stockholm les 17 et 18 mai.

De tendance libérale, **Dagens Nyheter** tient pour sa part à rappeler que le rapprochement de la Suède avec l'Alliance atlantique ne date pas d'hier. *"En réalité, il s'agit de l'aboutissement d'un changement politique qui s'est opéré à petits pas pendant plus de trente ans"*, souligne Mikael Holmström, son journaliste spécialiste des questions de défense. Or, *"après l'invasion russe, il n'était pratiquement plus possible de rester en dehors de l'Otan"*, insiste le journal dans un éditorial.

REVUE DE PRESSE

Autre quotidien libéral, **Expressen,** le premier journal national à avoir plaidé en faveur de l'adhésion à l'Otan en 1995, ne peut lui aussi qu'applaudir ce qui est en train de se passer. *"Tout d'un coup, même les forces armées du pays peuvent arrêter de faire semblant. Il est évident depuis longtemps que le haut commandement n'a pas d'autre idée que de défendre la Suède avec l'Otan"*, affirmait son éditorialiste dès le 14 mai, sous le titre : *"Enfin la Suède devient un pays normal"*. La cause étant entendue depuis le 15 mai, ce journal appelle depuis ses lectrices et lecteurs à être vigilants : *"Attendez-vous à des réactions russes lorsque la Suède et la Finlande soumettront leur candidature à l'Otan. N'ayez pas peur, mais soyez prêts."* Pour la presse suédoise dans son ensemble, il faut désormais espérer que le processus de ratification de ces candidatures aille au plus vite dans chacun des trente États membres, pour pouvoir bénéficier pleinement des mêmes garanties de sécurité qu'eux.

—Courrier international



ÉTATS-UNIS

Le spectre de la théorie du “grand remplacement”

L’auteur de la fusillade de Buffalo, Payton Gendron, fait partie d’un écosystème d’extrême droite aux racines et ramifications profondes, explique le quotidien californien.

—Los Angeles Times *(extraits)*
Los Angeles

Dans les jours à venir, après la tragique fusillade terroriste à Buffalo dans l’État de New York [qui a fait 10 morts et 3 blessés le 14 mai], nous allons sûrement entendre dire que le tueur était *“un loup solitaire”*. Mais si l’auteur de la tuerie, Payton Gendron, un jeune homme blanc de 18 ans, a peut-être agi seul, nul ne peut nier qu’il faisait partie d’un écosystème d’extrême droite dont les ramifications sont plus profondes et pernicieuses que la plupart des Américains ne veulent l’admettre.

Dans son sinistre manifeste posté en ligne, Payton Gendron explique qu’il s’est radicalisé dans les premiers mois de la pandémie de Covid-19, quand il a commencé à surfer sur des forums comme 4chan et autres repaires en ligne de l’extrême droite violente et suprémaciste. Cette fusillade a visé [le supermarché] d’un quartier majoritairement afro-américain, où le tueur savait qu’il pourrait faire un maximum de victimes. Onze des 13 personnes touchées sont noires. Cette tuerie affiche de nombreuses ressemblances avec d’autres attentats perpétrés par l’extrême droite, notamment le massacre de 2019 à El Paso, au Texas, ou celui de Christchurch, en Nouvelle-Zélande. Ce mimétisme est délibéré.

Le manifeste de Buffalo contenait de nombreux paragraphes copiés sur celui du tueur de Christchurch, Brenton Tarrant. Et comme la tuerie de Christchurch et celle d’octobre 2019 dans une synagogue de Halle, en Allemagne, par un extrémiste d’extrême droite, Stephan Balliet, la fusillade de Buffalo a été diffusée en direct sur les réseaux sociaux [la plateforme Twitch, en l’occurrence].

Les terroristes d’extrême droite ont toujours été attentifs à la mise en scène de leurs tueries, conscients de l’effet produit sur leurs partisans en ligne et soucieux d’impressionner d’autres terroristes. Payton Gendron a même effectué une mission de reconnaissance dans le supermarché la veille de la fusillade et – comme le suprémaciste blanc auteur de la tuerie à El Paso – il a parcouru des centaines de kilomètres pour choisir la communauté à abattre.

Banalisation et déni. Le manifeste de Buffalo se fait l’écho des mêmes théories du complot que celles qui ont motivé d’autres suprémacistes blancs. Outre la haine à l’égard des Noirs, ce document est rempli de clichés antisémites sur les juifs, jugés responsables d’une vaste cabale à l’origine de l’immigration, du multiculturalisme et d’autres politiques publiques qui, selon ces extrémistes, conduiraient à un *“génocide des Blancs”*.

Ces manifestes d’extrême droite ont pour pilier central la notion de *“grand remplacement”*, une théorie complotiste selon laquelle l’évolution démographique et l’immigration conduiraient au remplacement des populations blanches par des populations non blanches, notamment des Afro-Américains, des Latinos et autres groupes ethniques considérés comme des *“envahisseurs”* par les militants extrémistes. Cette idée de “grand remplacement” ne se cantonne pas aux bas-fonds complotistes d’Internet. Elle est relayée sur les grandes chaînes du câble, notamment [sur Fox News] par le présentateur Tucker Carlson, et dénonce la supposée menace constituée par l’immigration contre le pouvoir blanc et le *“remplacement”* des électeurs.

Cet écosystème – nourri par plusieurs siècles de suprématie blanche dans l’histoire et la société américaines – ne cessera de produire des terroristes de plus en plus violents.

Pourtant, nombre de responsables politiques conservateurs, à commencer par les républicains du Congrès, refusent de reconnaître la dangerosité de cette menace. La plupart cherchent encore à éviter tout débat constructif sur la question des suprémacistes blancs, des idéologies racistes et du terrorisme de l’intérieur.

Pour les forces de l’ordre, le massacre de Buffalo est une nouvelle preuve du danger contre lequel certains responsables, comme le directeur du FBI, Christopher Wray, nous avaient mis en garde. Pendant la pandémie, les Américains ont acheté un nombre record d’armes à feu et de munitions et ont passé un nombre incalculable d’heures sur Internet, submergés par des théories du complot et la propagande extrémiste.

Après deux années de pandémie, les Américains sont angoissés, surarmés et en colère. Ce mélange explosif, encore aggravé par la virulence des discours racistes, commence tout juste à montrer son potentiel de destruction. Pour le moment, nous pleurons les victimes en attendant, sans rien pouvoir faire, le prochain massacre.

—Colin P. Clarke
Publié le 15 mai



CAGLE CARTOONS

↙ *Dessin de* **Dario Castillejos,** *Mexique.*

SANTÉ

Le Covid-19 frappe une Corée du Nord démunie

Le régime de Kim Jong-un ne semble pas prêt à accepter une quelconque aide malgré près de 1,5 million de cas.

Pendant plus de deux ans, la Corée du Nord s’est targuée d’avoir réussi à empêcher le Covid-19 d’entrer sur son territoire. Ce n’est plus le cas. Le 12 mai, les médias d’État ont annoncé une première infection liée au variant Omicron. Quelques jours plus tard, les autorités faisaient état de 1,48 million de cas de *“fièvre”* et de 56 morts.

“L’augmentation semble très rapide, le nombre de cas se trouvant parfois décuplé en un jour, s’alarme depuis Séoul le journal **Hankyoreh.** *Compte tenu des faibles capacités d’action des autorités nord-coréennes en la matière, on peut supposer que la situation est encore plus grave que ne le laissent penser ces chiffres. Kim Jong-un lui-même a évoqué, le 13 mai,* ‘une des plus grandes crises sanitaires depuis la fondation de la nation’, *qu’il promet malgré tout de vaincre.”* L’armée a en outre été mobilisée pour réguler la distribution des médicaments dans la capitale.

Mais, s’interroge *Hankyoreh, “dans quelle mesure le gouvernement nord-coréen est-il capable de protéger son peuple de la pandémie ?”* D’autant que les Nord-Coréens ne sont pas vaccinés et que le système de santé du pays est l’un des plus déficients du monde. Selon le docteur Shin Yong-jon, de l’université sud-coréenne Hanyang, interrogé par *Hankyoreh, “ce dont les Nord-Coréens ont le plus grand besoin à l’heure actuelle, ce sont de vaccins, de kits de test et de masques de haute protection”*. Or *“il semblerait qu’ils détectent le Covid-19 essentiellement à l’aide de thermomètres”*.

> **“Le pays n’avait pas réagi en 2021 à la proposition de Covax de lui fournir 1,9 million de doses.”**
> **Shin Yong-jon,** MÉDECIN

La Chine, la Russie et la Corée du Sud leur ont proposé de l’aide. Washington a également promis de prendre en charge les vaccins que l’Organisation mondiale de la santé, à travers son dispositif Covax, fournirait à la Corée du Nord. *“Si toutefois elle accepte une telle aide, sachant qu’elle n’a pas réagi, au début de 2021, à la proposition du Covax de lui fournir 1,9 million de doses du vaccin d’AstraZeneca”,* rappelle *Hankyoreh.*—

VERS LA MOBILITÉ DE DEMAIN

Un tour du monde des expatriés et de leurs déplacements à l'étranger

LES PREMIERS VÉHICULES À HYDROGÈNE ARRIVENT À OSLO

D'ici à 2025, tous les véhicules devront être "zéro émission" à Oslo. Eva Ince, expatriée depuis cette année dans la capitale norvégienne, raconte la multiplication des ventes de véhicules électriques et l'arrivée des voitures à hydrogène.

UNE VILLE. UN EXPAT.
Eva Ince, expatriée à Oslo

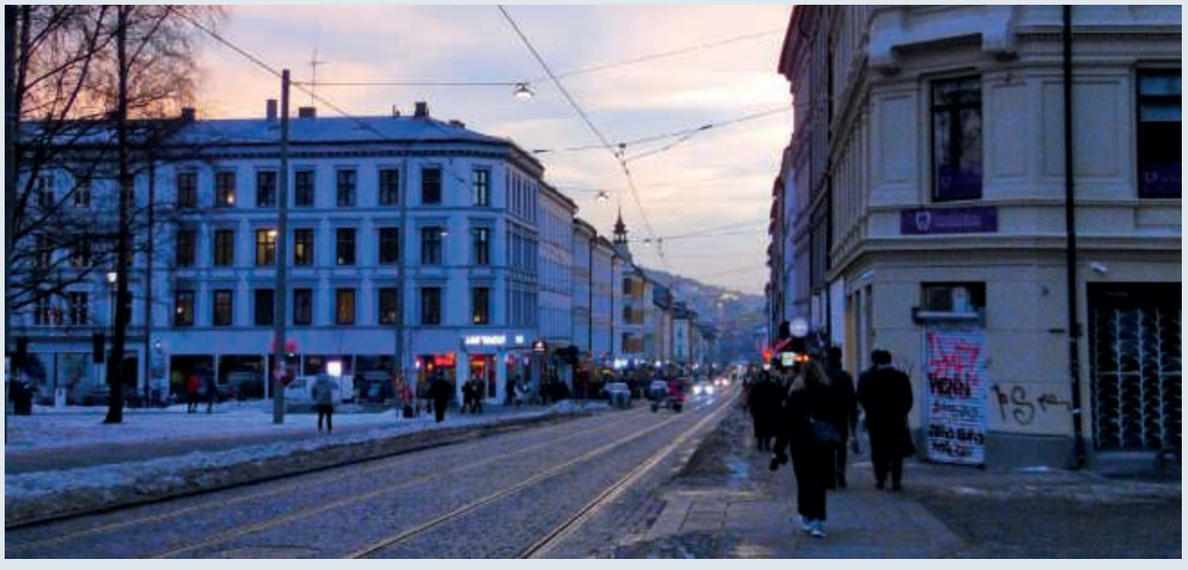


Près de 66 % des voitures particulières neuves vendues en Norvège en 2021 étaient électriques, dont un tiers d'hybrides rechargeables. Autrement dit, seulement 14 % des voitures neuves ont été vendues sans batterie. "*La plupart des transports norvégiens sont électriques. Que ce soient les voitures des particuliers, les bus ou les bateaux, la mobilité est pratiquement toute électrique*", explique Eva Ince, installée dans la capitale norvégienne en 2022. "*L'arrivée des véhicules à hydrogène est récente et devrait se faire en parallèle. Pour les voitures à batterie, le gouvernement a mis en place des avantages fiscaux et la gratuité des parkings de la ville*", ajoute l'expatriée.

Le gouvernement a décidé de fortement taxer les ventes de voitures neuves polluantes, mais pas les voitures électriques (VE), plus chères en raison de leurs coûts de production, faisant du véhicule électrique une option compétitive et attractive. Ainsi, il n'aura fallu que dix ans à la Norvège pour passer de 1 % à 65 % de VE, et l'année prochaine, le pays pourrait passer la barre des 80 %. Aujourd'hui, la plupart des ventes se font sur le marché de l'occasion. "*La pollution de l'air et les nuisances sonores sont plus faibles du fait de la circulation de véhicules électriques, mais également parce que la plupart des routes à Oslo sont souterraines*", explique Eva Ince. "*Les habitants utilisent principalement les transports en commun car l'ensemble de la ville est bien desservi, et ceux qui achètent un véhicule personnel optent pour l'électrique et peut-être bientôt pour l'hydrogène.*"

MISE EN SERVICE DE TROIS TAXIS À HYDROGÈNE

Les trois premiers taxis à hydrogène de la société danoise Viggo circulent dans la capitale norvégienne depuis l'an dernier. L'entreprise souhaite mettre en service au total 100 taxis à batterie et à hydrogène d'ici à cet été. Avec une autonomie de 650 kilomètres et un réservoir qui peut être rempli en trois à cinq minutes, l'hydrogène convient parfaitement aux taxis qui souhaitent parcourir de longues distances et se déplacer le plus possible. Pour l'instant, la région d'Oslo ne compte que deux stations-services d'hydrogène, à Lillestrom et à Hovik. Quinze sites de ravitaillement devraient être construits d'ici à 2023, pour recharger en hydrogène les voitures, les bus et les camions. ●



© EVA INCE

Des robotaxis Toyota au Texas

Après l'emballement médiatique, le calme est revenu sur le sujet des véhicules autonomes. Les constructeurs en profitent pour affiner leurs technologies et multiplier les expérimentations. Pour Toyota, ces développements prennent la forme d'une collaboration avec deux des acteurs les plus avancés du marché : la startup Aurora et le fabricant de composants automobiles Denso. Les trois partenaires ont choisi le Texas comme terrain de jeu, et des "robotaxis" autonomes basés sur le minivan Toyota Sienna sillonneront bientôt les routes de Dallas et de ses environs.

d'un continent à l'autre.
europe

France 16
Amériques 18
Moyen-Orient ...22
Asie 24
Afrique 27



Ukraine : la paix est-elle encore possible ?

FOCUS

Alors que le ton continue de monter entre les États-Unis et la Russie, la solution, selon la presse étrangère, passe par l'Europe, la seule à même de faire revenir la diplomatie dans le jeu. Car le dialogue est toujours possible, comme le montre l'incroyable récit, paru dans *The Atlantic*, de la cohabitation entre une famille ukrainienne et des soldats russes dans une cave pendant trois semaines.

N'oublions pas la diplomatie !

Berlin doit user de son savoir-faire diplomatique, acquis lors de la réunification allemande, pour aider à la sortie de la guerre, suggère ce rédacteur allemand.

—Der Tagesspiegel *Berlin*

Tout le monde parle de guerre, de guerre nucléaire même, de l'inquiétude de la société. Mais qui parle de diplomatie ? De ces conversations qui visent à apporter la paix à notre époque, le plus vite possible ? Il est plus que temps d'explorer la question.

Et qui est appelé à cela, sinon nous, les Allemands ? En raison de notre histoire avec l'Ukraine, la Russie et l'Union soviétique, mais aussi parce qu'au fil des décennies nous avons acquis une connaissance sans équivalent de la politique de détente, du désarmement, de la limitation des armes et des transformations pacifiques – grâce à un service diplomatique exceptionnel et des ministres parfois extraordinaires.

Si le processus de réunification de l'Allemagne a fonctionné – une idée et une réalisation de maître [rassemblant les deux Allemagnes et les quatre pays vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale] –, c'est en grande partie grâce à Hans-Dietrich Genscher, le chef de la diplomatie allemande de l'époque. Osons donc davantage de Genscher ! De même que si la CSCE, la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, est devenue l'OSCE, une organisation permanente, c'est assurément grâce à ce ministre libéral très expérimenté. Il a souvent dû surmonter les critiques.

Or nécessité fait loi, dit-on. Ce qui nous rappelle aujourd'hui et maintenant que c'est justement parce que l'Europe se trouve actuellement dans une situation difficile qu'il importe d'inventer des formats ou d'utiliser les cadres existants. Et ce pour que les différentes parties, qui se regardent fixement en silence et avec hostilité, puissent discuter.

Point de naïveté là-dedans ! Premièrement, on peut tout imaginer, même si on ne peut pas tout faire. Deuxièmement, qui ne tente rien n'a rien. Vouloir ouvrir la voie à la diplomatie, c'est éviter la chute – pour dire les choses avec pathos. Il ne faut pas que l'atavisme, le barbare, gagne. Les retours aux temps anciens sont à chaque fois plus dangereux, à cause des progrès techniques [comme dans le domaine des armes nucléaires].

Cessez-le-feu. Mais l'homme est un être doué de raison, non ? Espérons-le. C'est pour cela qu'il ne s'agit pas seulement d'armes, mais de cessez-le-feu. Quelles sont les idées du gouvernement allemand, de la ministre des Affaires étrangères à cet égard ? Poser la question, c'est déjà y répondre. La première mission d'Annalena Baerbock n'est pas d'exiger toujours plus d'équipement militaire [pour soutenir l'Ukraine]. La ministre de la Défense, Christine Lambrecht, peut s'en charger.

Comment notre diplomatie peut-elle procéder si elle veut avoir au moins quelques perspectives de réussite ? Une idée : les deux professionnels de la politique étrangère que sont le président de la République fédérale, Frank-Walter Steinmeier, connu dans le monde entier pour avoir été deux fois ministre des Affaires étrangères [d'Angela Merkel], et Annalena Baerbock pourraient constituer un tandem de conciliateurs.

Ils pourraient se lancer dans une "shuttle diplomatie" [c'est-à-dire jouer les médiateurs entre les différents belligérants] avec, bien entendu, l'approbation du gouvernement allemand et de la communauté internationale. Genscher serait dans l'air en permanence. Car les conversations téléphoniques à deux sont une chose, les conversations directes en sont une autre. Toutes deux doivent se compléter, interagir. Goutte à goutte, l'eau creuse la pierre. Du moins, espérons-le.



↙ *Sur la valise : "Pourparlers de paix." Dessin de* **Del Rosso,** *Italie.*

Céder du territoire ne serait pas forcément une défaite

Ce journaliste britannique appelle à dissocier les notions d'indépendance et d'intégrité territoriale. Le point de départ, peut-être, de négociations décisives en vue de la paix.

Le "format Normandie", inventé notamment par Frank-Walter Steinmeier, était l'un de ces cadres de discussion [depuis 2014, il permet de rassembler autour de la table la Russie et l'Ukraine, accompagnées des médiateurs français et allemands]. Peut-être peut-on encore l'utiliser ? Ou faire appel à l'OSCE pour inciter la Russie à discuter plus largement de la sécurité de l'Atlantique à l'Oural ? Ou doit-on, selon la situation, demander à Kiev et à Moscou quelles sont leurs exigences minimales, et les aligner avec l'aide des membres du Conseil de sécurité de l'ONU ?

Ou alors, ou alors, ou alors : le plus important, c'est que le débat se poursuive. On pourrait aussi continuer à l'alimenter par des discussions au château de Bellevue [la résidence berlinoise officielle de Steinmeier], avec le président de la République fédérale comme modérateur. Pas pour expier publiquement les péchés de chacun, mais parce que la paix est plus qu'une simple idée.

—Stephan-Andreas Casdorff
Publié le 10 mai

SOURCE

DER TAGESSPIEGEL
Berlin, Allemagne
Quotidien, 107 000 ex.
tagesspiegel.de
Fondé en 1945 et cantonné à Berlin-Ouest durant la partition de l'Allemagne, c'est un titre régional respecté pour son sérieux et sa qualité. De tendance centriste et libérale, il appartient comme *Die Zeit* et *Handelsblatt* au groupe DvH Medien.

—The Observer *Londres*

D'aucuns affirment que la guerre en Ukraine nous ramène dans les années 1930. Par conséquent, voici un instantané du passé. Voyez donc l'ambassadeur britannique à Berlin, en grande tenue diplomatique, son bicorne sous le bras, alors qu'il monte les marches du ministère des Affaires étrangères sur la Wilhelmstrasse. Il apporte avec lui un ultimatum de Londres. Confirmez la cessation des hostilités contre la Pologne avant 11 heures ou nous serons en état de guerre. Mais il n'est que 9 heures. Il n'y a presque personne. Aussi Sir Neville se tient-il seul et lit-il l'ultimatum à voix haute. Nous sommes le 3 septembre 1939.

Vieux casse-tête. L'agression déclenchée par Vladimir Poutine implique-t-elle de devoir revivre de pareils moments ? Certes, de nos jours, les États ne s'embarrassent plus de déclarations de guerre. Hitler et Staline ont montré à Poutine comment faire fi de toutes ces idioties. Mais quelques-uns de ces vieux casse-tête continuent de nous hanter. Comme la différence entre "indépendance" et "intégrité territoriale".

La ministre des Affaires étrangères britannique Liz Truss compte parmi les voix les plus belliqueuses au sujet de l'Ukraine. Selon elle, pour défendre son indépendance, il faut non seulement l'aider à repousser les Russes, mais aussi restaurer "l'intégrité" de l'Ukraine – les frontières d'avant 2014, qui incluaient la Crimée et toute la région du Donbass. Or c'est une confusion dangereuse, qui mélange deux choses très différentes. Et qui nous ramène en outre à cet ambassadeur avec son bicorne.

Six mois plus tôt, en mars 1939, le Premier ministre britannique Neville Chamberlain avait stupéfié le monde entier en revenant sur sa politique d'"apaisement" ; il avait "garanti" à Varsovie que la Grande-Bretagne entrerait en guerre si l'Allemagne nazie violait l'indépendance de la Pologne. Six mois plus tard, Hitler attaquait effectivement la Pologne. Ce qui activait la garantie britannique. Vraiment ? Alors que ses espoirs de paix s'écroulaient, Chamberlain a fait une ultime proposition :



ce qui était menacé par l'invasion nazie, ce n'était pas tant l'"indépendance" de la Pologne que son "intégrité territoriale" (Hitler revendiquait la région de Dantzig). Par conséquent, peut-être cette guerre n'était-elle pas inévitable. L'idée ne lui a valu que du mépris.

N'appartenant pas à l'Otan, l'Ukraine ne bénéficie de "garantie" d'aucune sorte. Cette guerre pourrait prendre fin de trois façons : la Russie est repoussée jusqu'aux frontières d'avant 2014 ; l'Ukraine vaincue est morcelée ; on en arrive à une impasse le long d'une fragile ligne de cessez-le-feu. La Russie occuperait donc des territoires revendiqués par l'Ukraine tandis que des pourparlers de paix traîneraient en longueur. Les arbitres internationaux seront tentés de pousser à certains compromis évidents : la Russie garderait la Crimée, tandis que le Donbass serait partagé sous l'égide de l'ONU.

Compromis. Trop beau pour marcher ? Tout d'abord, les partisans de la paix doivent répondre à une question brutale : Poutine est-il comme Hitler ? Autrement dit, tout compromis ne risque-t-il pas de l'encourager à continuer ? Souvenons-nous de Munich, en 1938. En matière d'autodétermination, la cause des Allemands des Sudètes, qui souhaitaient quitter la Tchécoslovaquie et rejoindre l'Allemagne, paraissait plutôt justifiée. Mais cela aurait dû être contrebalancé par la reconnaissance du fait qu'Hitler était un monstre qui avait l'intention d'engloutir toute l'Europe. On pourrait plus ou moins en dire autant de la Crimée. Sa population se sent russe et considérait le rattachement de la presqu'île à l'Ukraine comme une erreur datant de l'époque soviétique. Mais en acceptant son annexion, on ne fait qu'encourager Poutine à annexer d'autres fragments de l'ancien Empire soviétique.

L'ennui, c'est que les buts de guerre de Liz Truss partent du principe qu'indépendance et intégrité territoriale sont indissociables. Ce n'est pas le cas. Prenons l'exemple de la Pologne. Le pays a été dépouillé de nombre de ses villes ancestrales et d'un tiers de son territoire en 1945. Mais une fois débarrassé de la tutelle impériale soviétique, son indépendance est restée intacte. En 1920, le traité du Trianon a réduit la Hongrie à un tiers de sa taille d'avant la Première Guerre mondiale,

Les partisans de la paix doivent répondre à une question brutale : Poutine est-il comme Hitler ?

mais ce qui reste est un "noyau" hongrois farouchement indépendant. La Géorgie affirme toujours que l'Abkhazie fait partie de son territoire, bien qu'elle refuse d'être absorbée. Or personne ne dirait qu'en "perdant" l'Abkhazie, la Géorgie a perdu son indépendance.

Les négociations de paix se concentreront immanquablement sur le tracé de nouvelles frontières. Et c'est là qu'est le danger. La courageuse gestion de la guerre par Volodymyr Zelensky constitue une rupture avec le règne des oligarques et des démagogues corrompus qui ont longtemps occupé le devant de la scène à Kiev. Mais si Zelensky prend la responsabilité de mettre fin à la guerre en acceptant un marché qui, par exemple, céderait la Crimée à la Russie, cela pourrait inciter quelques ambitieux à le poignarder dans le dos en l'accusant d'avoir trahi l'indépendance ukrainienne.

Ce sont les nouvelles générations qui se battent aujourd'hui pour leur pays qui incarnent l'espoir. Elles ont une vision du monde tournée vers l'Occident : une Ukraine européenne et libérale. Certains viennent de l'ouest du pays, leur identité solidement implantée dans leur langue et leur culture ukrainiennes. Mais ceux qui comptent vraiment, ce sont les millions de personnes qui parlent russe, qui se considèrent comme ethniquement russes, mais qui se sentent dorénavant pleinement ukrainiennes, par mépris pour le régime de Poutine et l'invasion de ce qui est leur mère patrie. Leur pays est en ruine, mais c'est désormais leur pays.

—Neal Ascherson
Publié le 8 mai

↓ *Dessin de* **Peter M. Hoffmann,** *Allemagne, pour* **Courrier international.**



—The Atlantic *(extraits)*
Washington

À Loukachivka, une étonnante cohabitation entre frères ennemis

Dans ce village du nord de l'Ukraine, la famille Horbonos a partagé son quotidien avec cinq soldats russes venus se réfugier dans leur cave. Au son des explosions d'obus et des tirs d'artillerie, ils ont réussi à nouer un dialogue.

Quand l'armée russe a commencé à pilonner Loukachivka, un village situé dans le nord de l'Ukraine, des dizaines d'habitants sont venus se réfugier dans la cave des Horbonos, dissimulée sous les pêchers et le jardin potager de la famille. Des enfants, des femmes enceintes, des retraités grabataires et les Horbonos eux-mêmes s'y sont abrités, et ils ont attendu.

Dix jours durant, ils ont écouté les obus qui sifflaient et tombaient au-dessus d'eux, plusieurs fois par heure. Les tirs ont laissé d'énormes cratères dans le jardin, incinéré la voiture des Horbonos et détruit le toit de leur maison. Enfin, le 9 mars, ils ont entendu le bruit d'armes lourdes et de chars qui entraient dans le village : les Russes avaient pris Loukachivka.

Les soldats ont ordonné aux habitants terrorisés de sortir, puis ils ont jeté une grenade dans la cave, au cas où des combattants ukrainiens s'y seraient dissimulés. Les Horbonos – Iryna, 55 ans, Serhiy, 59 ans, et leur fils de 25 ans, Mykyta – ont passé la nuit suivante dans la cave d'un voisin, mais elle était si humide et il y faisait si froid qu'ils sont revenus dans la leur. À leur arrivée, ils ont trouvé cinq soldats russes qui s'y étaient installés.

"Et on va vivre où? a demandé Iryna. *C'est chez nous."* Les soldats ont dit aux Horbonos qu'ils pouvaient rentrer chez eux – qu'ils pouvaient tous y vivre ensemble. Alors, les Horbonos sont revenus.

Microcosme. Ils ont passé près de trois semaines avec ces cinq militaires russes, à manger, marcher, parler ensemble. Les soldats russes leur faisaient des déclarations absurdes sur leur mission, et leur posaient des questions d'une simplicité effarante sur l'Ukraine, tout en leur en apprenant davantage sur leur motivation et leur moral. Les Horbonos démentaient leurs affirmations, s'emportaient contre eux avec véhémence, mais buvaient aussi avec eux, tirant parti de cette confiance relative pour chercher à comprendre ce que ces hommes pensaient de la guerre de Vladimir Poutine.

Au fil de ces semaines, que les Horbonos nous ont racontées, à mon collègue Andriy Bachtoviy et à moi-même, la cave de Loukachivka est devenue un microcosme de la guerre de propagande.

D'un côté se trouvaient les Russes, qui répétaient la litanie de mensonges qu'on leur avait dits au sujet de leur offensive ; de l'autre, les Ukrainiens, qui se demandaient comment leur patrie pouvait être ainsi ravagée par des agresseurs mus par une fiction.

Après avoir rencontré les Horbonos et, la même semaine, le dirigeant de leur nation, le président Volodymyr Zelensky, j'ai été frappé par le fait que l'expérience qu'ils avaient vécue répondait précisément à la question qui hante tant de politiques, de journalistes et d'activistes en Ukraine et à l'étranger qui s'efforcent désespérément de mettre fin à cette guerre : comment convaincre des Russes qui ont subi une succession incessante de mensonges de ne plus soutenir l'invasion de l'Ukraine déclenchée par Poutine?

Au début, les Horbonos avaient trop peur pour s'entretenir avec leurs occupants russes. Les soldats, quant à eux, ne lâchaient

jamais leurs armes. Ils ne quittaient la cave que quand ils étaient en service, redoutant, comme leurs hôtes, les barrages d'artillerie au-dessus d'eux, tandis que les armées ukrainienne et russe s'affrontaient pour le contrôle des environs de la ville voisine de Tchernihiv.

La mécanique de l'occupant. Au bout de plusieurs jours, cependant, les deux groupes ont commencé à mieux se connaître, abordant au début des sujets de discussion qu'ils jugeaient neutres, comme la nourriture et les recettes ukrainiennes populaires.

La famille Horbonos a découvert que les cinq hommes étaient des mécaniciens. L'un d'entre eux, le plus jeune du groupe, âgé de 31 ans, avait le grade de capitaine. Trois avaient la quarantaine – deux avaient servi en Syrie. L'un d'eux avait le visage brûlé depuis que son véhicule avait sauté sur une mine sur la route de Loukachivka, et il traitait ses brûlures avec du baume tout en poussant des jurons.

Tous les quatre venaient de Sibérie. Le cinquième était tatar, lui aussi âgé d'une quarantaine d'années. Il chantait tout le temps des chansons tatares, ce qui avait le don d'exaspérer les autres, qui se moquaient en outre de son apparente lâcheté, car il était toujours le premier à filer dans la cave quand les tirs d'artillerie commençaient.

Les premiers temps, le capitaine ressassait avec ferveur la propagande du Kremlin : ses compatriotes et lui étaient en Ukraine pour sauver les Horbonos, disait-il ; les soldats ne se battaient pas contre des Ukrainiens, mais contre des Américains ; ce n'était pas une guerre, mais plutôt une "opération spéciale". Une fois qu'elle serait terminée, ils pourraient tous vivre heureux sous le régime de Poutine, assurait-il.

Iryna ripostait. Elle n'avait pas besoin d'être sauvée, rétorquait-elle. Il n'y avait ni bases ni soldats américains à Loukachivka ou ailleurs en Ukraine. Elle ne voulait pas vivre sous le régime de Poutine. Quand le capitaine lui a dit qu'on lui avait expliqué que les Ukrainiens n'avaient pas le droit de parler russe, elle a répondu qu'ils pouvaient parler dans la langue qu'ils voulaient.

Peu à peu, le capitaine a fini par baisser pavillon, confronté non seulement aux dénégations d'Iryna, mais à la sinistre réalité de la guerre. Pendant les premiers jours du conflit, il était enthousiaste, persuadé que la victoire était proche. Il faisait irruption dans le cellier pour clamer : *"Kiev est encerclé ! Tchernihiv est sur le point de tomber !"*

Mais, au fur et à mesure des semaines, son humeur s'est assombrie, tandis que ni Kiev ni Tchernihiv ne tombaient. À un moment donné, Serhiy, m'a-t-il raconté, a dû montrer au capitaine où se trouvait Kiev sur une carte, et l'officier russe a été stupéfait en se rendant compte que la capitale ne se trouvait pas du tout dans les environs, comme il le pensait, mais à quelque 150 kilomètres plus à l'ouest.

Les autres soldats étaient moins convaincus que leur capitaine. Deux d'entre eux se sont retranchés derrière leur cynisme, refusant de croire rapports et informations, tant russes qu'ukrainiens. Celui dont le visage était brûlé était aussi furieusement contre Poutine que le capitaine était pour. Il maudissait ouvertement le président, le traitait de chèvre. Jamais il n'avait voté pour le parti de Poutine.

La propagande russe, qui répand le doute, n'insuffle pas l'élan féroce nécessaire pour une guerre.

Progressivement, une sorte de relation de confiance s'est établie. Une nuit, un sergent-major russe, s'est mis à errer, ivre, dans les rues de Loukachivka, vêtu d'une veste de cuir ornée d'un badge honorant l'URSS. Il a menacé les habitants de les tuer pour venger les hommes qu'il avait perdus. Il était trop soûl pour mettre sa menace à exécution, mais cet incident n'a rien eu d'une exception : les soldats les plus jeunes buvaient et se droguaient, hurlaient aux Ukrainiens qu'ils devaient tous être *"punis"*. Les Horbonos s'aventuraient rarement hors de leur verger. Ils se sentaient plus en sécurité dans leur cave, avec leurs cinq Russes.

Quand ces derniers quittaient la cave pour aller boire ou fumer, ils invitaient Serhiy à venir avec eux. Le groupe diluait de l'alcool pur dans un peu d'eau et Serhiy roulait du tabac dans du papier journal. Leurs conversations se sont faites plus profondes. *"Qu'est-ce que vous faites ici ?* leur demandait Serhiy. *À quoi bon cette guerre ?"* D'un air abattu, les Russes répondaient qu'ils ne s'attendaient pas à se battre, à leur arrivée, mais à être accueillis en héros. Ils étaient venus, a concédé l'un d'eux, *"pour un défilé de la victoire à Kiev"*.

Le moral au plus bas des soldats russes, leur cynisme et leur méfiance n'ont rien de surprenant, d'une certaine façon. Le système de propagande, tant vanté, de Poutine a toujours cherché non à susciter l'enthousiasme, mais à répandre le doute et l'incertitude, à faire proliférer tant de versions de la "vérité" que les gens, perdus, se tournent vers leurs dirigeants autoritaires dans l'espoir qu'ils les guident au milieu de cette confusion.

RÉCIT

Dans un contexte politique national, cette tactique peut paraître logique : elle maintient les gens, qui ignorent ce qui se passe vraiment, dans la passivité. Mais elle montre ses limites quand il s'agit d'insuffler au pays l'enthousiasme féroce nécessaire pour une guerre.

J'ai vécu et travaillé en Russie en tant que producteur de télévision et réalisateur de documentaires durant les deux premiers mandats présidentiels de Poutine, de 2000 à 2008. Comme me l'avait alors dit un des spécialistes de la communication de Poutine, le Kremlin a toujours eu du mal à motiver les gens.

Chaque fois qu'elles avaient besoin d'orchestrer un rassemblement progouvernemental, les autorités étaient contraintes d'affréter des bus remplis de fonctionnaires et de payer des figurants. Il est remarquable qu'en dépit de la censure omniprésente des milliers de personnes aient [osé] manifester contre la guerre en Ukraine. Le Kremlin a beau prétendre que la population soutient massivement l'invasion, il n'y a pas eu de grands défilés en faveur des actions du gouvernement dans les rues des villes russes.

Même pour les cohortes de Russes qui croient aux théories du complot – que leur pays serait menacé par les États-Unis, que le destin impérial de la Russie serait légitime –, la question se pose de savoir si le Kremlin est assez compétent pour poursuivre de pareilles ambitions. Et plus la guerre durera, plus les gens se demanderont si le Kremlin sait ce qu'il fait.

Pour la paie. Dans une dictature, les sondages sont au mieux une entreprise douteuse. Quelle honnêteté attendre des personnes interrogées quand le mot "guerre" lui-même peut vous valoir quinze ans de prison ? Or tout porte à croire que les militaires russes, comme ceux qui ont séjourné chez les Horbonos, ne sont pas les seuls à ne pas avoir le moral, mais que cela vaut également pour les Russes lambda.

Juste après le début de l'invasion, une étude a circulé au sein d'un petit groupe d'universitaires russes. Elle montrait que si près de la moitié des personnes interrogées lors d'un sondage représentatif à l'échelle nationale soutenaient "l'opération spéciale" de Poutine,



Situation avant le 24 février 2022.

COURRIER INTERNATIONAL

Les cinq soldats ont demandé pardon aux Horbonos, et ont même utilisé le mot "guerre".

elles affichaient des sentiments superficiels – l'espoir et la fierté.

En comparaison, à peu près 20 % s'opposaient à la guerre, avec des sentiments beaucoup plus profonds, citant la honte, la culpabilité, la colère et l'indignation. Près d'un quart disait ne pas avoir d'avis tranché, ou soutenir la guerre, mais avec des réserves, tout en reconnaissant éprouver du chagrin.

La stratégie de Poutine dans le domaine de la propagande est, semble-t-il, plus vulnérable qu'il n'y paraît à première vue. Alors que les semaines passaient, les Horbonos ont compris que les soldats russes commençaient à prendre la mesure des dégâts inutiles qu'ils avaient causés. La maison familiale était totalement détruite. Parfois, c'était trop pour Iryna, qui se mettait à pleurer et à hurler sur les soldats dans l'obscurité du cellier : *"Nous avions tout ! Qu'est-ce que vous faites là ?"* Dans le noir, les Russes restaient muets.

Un matin, elle les a emmenés avec elle en quête d'herbes sauvages pour faire de la tisane. Tandis qu'ils marchaient dans ce qu'il restait de la vie des Horbonos, les soldats lui ont présenté leurs excuses pour toutes les destructions dont ils étaient responsables.

Ça serait tellement mieux, a dit l'un d'eux, s'ils pouvaient un jour revenir en tant qu'invités. Serhiy était furieux. *"Vous venez ici pour me tuer et détruire ma maison*, a-t-il lâché, *et on est censés être amis ? On ne peut être qu'ennemis."* Les Russes ont de nouveau demandé pardon et, bientôt, tous ont commencé à dire que cette guerre était absurde. Et même à utiliser le mot "guerre".

Les Horbonos ont aussi pu avoir un aperçu inhabituel des motivations de ces hommes. Quand j'ai interrogé Serhiy à ce propos, sa réponse a été sans équivoque. Les soldats, m'a-t-il affirmé, n'étaient pas animés par la fierté nationale ou le désir expansionniste, ils étaient venus pour l'argent.

Tous ont expliqué qu'ils avaient des dettes – des hypothèques, des →14

↙ *Dessin de* **Peter M. Hoffmann,** *Allemagne, pour* **Courrier international.**



13 ← frais médicaux – et avaient besoin de leur solde. Laquelle était loin de suffire. En tant que mécaniciens, ils avaient pour mission de réparer des chars, mais grâce à leurs compétences ils étaient tout aussi capables de les démonter. Lors de pauses dans les bombardements, ils repéraient des véhicules russes endommagés ou détruits, pour récupérer l'or des circuits imprimés. En Russie, chaque circuit pouvait leur rapporter 15 000 roubles, environ 190 euros.

Une inventivité dont d'autres soldats n'ont pas fait preuve. Le jour où l'armée russe a abandonné le village, beaucoup se sont saisis de tout ce qu'ils ont pu. Ils ont entassé des matelas et des valises sur leurs chars ; leurs véhicules blindés étaient pleins à craquer de draps, de jouets, de machines à laver. (Quand le soldat tatar est venu dire au revoir au Horbonos, il a assuré à Serhiy qu'il comptait bientôt prendre sa retraite et a promis de leur envoyer de l'argent.)

Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, ne rêve que d'une chose : pouvoir s'adresser au peuple russe. Susciter l'empathie, trouver un terrain d'entente avec son auditoire, c'est son domaine. C'est ce qu'il faisait quand il était acteur et humoriste. Je l'ai rencontré pour l'interviewer, et quand je lui ai dit que j'étais né à Kiev, il m'a parlé sans que ses yeux ne quittent jamais les miens – il avait trouvé un terrain d'entente avec moi.

Dès le début de l'invasion, il a tenté de parler directement aux Russes, pour leur rappeler que parmi eux se trouvaient des gens bien. Certes, il y a toujours eu des Russes pour considérer que l'Ukraine n'est pas vraiment un pays, mais ce n'est pas le cas de beaucoup d'autres, qui aiment venir en Ukraine. L'ennui, a-t-il continué, c'est que ces derniers ne lui répondaient plus désormais. À l'exception d'un cercle restreint de démocrates russes en exil, personne ne semblait recevoir ses appels et ceux d'autres Ukrainiens. La Russie s'est enfermée dans un *"bunker de l'information"*, nous a-t-il déclaré, un bunker autant psychologique que technologique.

Dans la cave, ils ont dû faire face à la réalité et à leurs victimes. Une rareté pour les Russes.

"Les Russes, nous a expliqué Zelensky, *ont peur de reconnaître leur culpabilité. Que peut-on y faire? Il faut qu'ils apprennent à accepter la vérité."* Il nous a décrit les trois étapes nécessaires, selon lui, pour y parvenir : un changement dans l'environnement informationnel ; une élite politique capable de reconnaître sa culpabilité dans l'agression ; et enfin, l'acceptation par les gens de la rue de leurs propres responsabilités.

Sur le front du quotidien. La situation vécue dans la cave des Horbonos a quelque chose d'unique. Il est rare que les Russes soient confrontés aussi directement à la réalité ou à leurs victimes. Toutefois, l'expérience des Horbonos laisse entrevoir la possibilité d'une stratégie qui permettrait de nouer un dialogue avec le peuple russe – et de précipiter la fin des guerres de Poutine.

Paradoxalement, ce n'est peut-être pas la guerre qu'il faut évoquer en priorité. Au lieu de cela, ce sont les questions qui touchent le quotidien des Russes et influencent leur comportement qui importent vraiment – les hypothèques, les médicaments, l'école, l'avenir de leurs enfants, et leur désir de faire partie de la communauté internationale.

Pour que son système fonctionne, Poutine a besoin que des millions de gens, dont des médecins, des militaires, des universitaires et des policiers, soient tous motivés afin de lui emboîter le pas. Cette motivation est en train de s'évaporer. On ne sait pas si Poutine dispose des mécanismes de répression nécessaires pour régner uniquement par la peur : les prisons sont déjà bondées. En Russie, l'affaire ne se terminera pas nécessairement par quelque chose d'aussi dramatique qu'un changement de régime, ni même une révolution.

Tout ce qu'il faut, c'est que les gens arrêtent de le soutenir car ils se seront rendu compte que le gouvernement n'est plus compétent ou qu'il n'agit plus dans leur intérêt. (C'est à peu près ce qui s'est passé en Union soviétique vers le milieu des années 1980 : le système s'est grippé quand les gens ont cessé d'y croire, ce qui a obligé les élites à changer de cap.)

Les médias et les propos favorables à la démocratie – émanant de sources russes indépendantes, de l'Occident ou de l'Ukraine – peuvent accélérer ce processus. En dépit des interdictions qui frappent les sites Internet et certains réseaux sociaux, les moyens de s'adresser au peuple russe existent : la radio, les chaînes Telegram, la télévision par satellite, les groupes de messagerie sécurisée, les sites miroirs, et les réseaux privés virtuels (VPN).

À Loukachivka, Iryna Horbonos m'a avoué qu'il lui arrivait parfois de penser, curieusement, qu'elle a eu de la chance. Son village a échappé aux pires atrocités qui ont été perpétrées quand les forces de Poutine se sont repliées des environs de Kiev et Tchernihiv. C'est vrai, convient-elle, sa maison est en ruine, et Serhiy et elle ont perdu le fruit des efforts de toute une vie, mais cela aurait pu être encore plus terrible.

Sur la route du retour vers Kiev, j'ai réfléchi à son histoire et à ce que Volodymyr Zelensky nous avait dit quelques jours plus tôt. Iryna a l'air de croire qu'elle s'est contentée de survivre, mais en réalité sa famille et elle ont fait bien plus. Zelensky, par son inlassable quête d'empathie, et les Horbonos, par leur remarquable dialogue avec leurs ennemis russes, nous ont montré comment cette guerre pourrait effectivement se terminer.

—Peter Pomerantsev
Publié le 1er mai

L'auteur



PETER POMERANTSEV
Né à Kiev dans la République socialiste soviétique d'Ukraine en 1977, Peter Pomerantsev a émigré en Allemagne de l'Ouest en 1978, puis à Londres. Après ses études, il est parti vivre en Russie de 2001 à 2010, où il a notamment travaillé pour la télévision. À son retour, il a écrit de nombreux ouvrages sur son expérience dans ce qu'il appelle la *"dictature postmoderne de Poutine"*, notamment *Rien n'est vrai tout est possible* (éd. Saint-Simon, 2015) et *This Is Not Propaganda* ("Ceci n'est pas de la propagande", 2019, non traduit). Il est aujourd'hui chercheur à l'université américaine Johns-Hopkins, où il dirige l'Arena Initiative contre la désinformation.

SOURCE

THE ATLANTIC
Washington, États-Unis
Mensuel, 462 000 ex.
theatlantic.com
L'anticipation est l'un des points forts de *The Atlantic* depuis sa création, en 1857. Cette vénérable publication, où écrivent les plumes les plus prestigieuses du moment, a su mieux que tout autre magazine américain prendre le tournant Internet, en faisant de son site un dynamique lieu de réflexion et de débat. *Theatlantic.com* revendique 4,3 millions d'utilisateurs mensuels.



CONTROVERSE

Face à Poutine, peut-on rester pacifiste ?

Le soutien aux Ukrainiens est largement débattu en Allemagne. Dans un pays où le pacifisme est traditionnellement très ancré, l'envoi d'armes dans un pays en guerre avec la Russie crée des réactions antagonistes.

NON

Le conflit ukrainien concerne toutes les démocraties

—Stern *(extraits) Hambourg*

En Allemagne, le soutien populaire à l'aide militaire à l'Ukraine est en net recul. C'est ce qui ressort d'un sondage de l'Institut Forsa [publié le 3 mai]. Si, au début du mois d'avril, 55 % des Allemands étaient favorables aux livraisons d'armes à l'Ukraine, ils ne sont plus que 46 % aujourd'hui.

Les raisons peuvent en être multiples. Pour commencer, cela exprime évidemment la peur de se retrouver de nouveau au beau milieu d'un conflit. Ensuite, par les temps qui courent, il peut paraître imprudent de se défaire de nos dernières armes en état de fonctionner. Enfin, le pacifisme aussi joue un rôle, cette école de pensée qui rejette toute forme de guerre, de réarmement et de préparation militaire.

Au lieu d'obusiers et d'avions de combat, c'est par la désobéissance civile et la non-violence que l'adversaire est censé être contraint de déposer les armes. Quand on considère la situation en Ukraine, cette approche a quelque chose de presque utopique – et pourtant, aucun parti ne l'a autant inscrite dans ses gènes que les Verts.

Parti de la paix. Traditionnellement, leurs partisans se considèrent comme l'incarnation même du parti de la paix. Leurs origines remontent aux mouvements pour la paix et l'environnement des années 1970. Ces groupes se sont fédérés par peur de la course aux armements nucléaires et de la catastrophe meurtrière qu'elle pourrait déclencher. On protestait à l'époque contre l'armement nucléaire de l'Otan, contre les centrales atomiques, voire contre les deux. La "lutte" se résumait surtout à des manifestations, des débats enflammés, et du tricot.

Mais face à des dictateurs autocratiques et déterminés qui semblent tout à fait disposés à appuyer sur le bouton, une telle chose est aujourd'hui impensable. La situation a certes changé, mais la volte-face des Verts sur le sujet n'en est pas moins étonnante.

Ainsi, il y a peu, la députée au Bundestag Marieluise Beck a-t-elle lancé : *"Dans l'idéal, il faut que l'Ukraine soit assez bien équipée pour pouvoir fermer son espace aérien. Nous devons empêcher que ce pays devienne une seconde Syrie."* Selon elle, il faut *"au besoin avoir recours à la force militaire"* pour *"vaincre un régime totalitaire"*.

Les ténors de son parti appellent eux aussi à soutenir militairement l'Ukraine et mettent du même coup sous pression le SPD, leur partenaire social-démocrate. Au lieu d'être les apôtres moralisateurs au sein du gouvernement, qui traînent des pieds et hésitent, ils s'expriment ouvertement dans le sens contraire.

Or les Verts ont raison. En rejetant tous les appels, toutes les demandes d'armes de l'Ukraine, on aurait pu offrir une victoire éclair à la Russie. À court terme, les sanctions économiques ne suffisent pas, comme le montre la liste interminable des crimes de guerre et des souffrances de la population civile.

Prôner le pacifisme revient peu ou prou à appliquer la politique de l'autruche.

Ces temps-ci, prôner le pacifisme revient peu ou prou à appliquer la politique de l'autruche : enfouir sa tête dans le sable, faire comme si tout n'allait pas si mal uniquement parce que les bombes russes n'ont pas encore réduit en décombres et en cendres sa propre existence, c'est désastreux.

Car cette guerre n'est pas qu'une affaire de destins individuels qui peuvent sembler lointains à nombre d'Allemands. L'Ukraine se bat actuellement pour des valeurs telles que la démocratie, la liberté, la souveraineté et les droits de l'homme. Des valeurs que nous partageons nous aussi. Par sa réticence, l'Occident ne ferait donc qu'accorder à Poutine un blanc-seing tacite afin qu'il continue de fouler aux pieds la souveraineté d'un État et commette d'autres crimes de guerre.

Ce n'est pas par la désobéissance civile et en tricotant pour la paix que les troupes ukrainiennes auraient réussi à chasser l'occupant russe.

—Christine Leitner
Publié le 10 mai

OUI

La défense de grands idéaux ne justifie pas la guerre

—Cicero *(extraits) Berlin*

Au Bundestag, jeudi 17 mars, les choses se sont passées comme prévu. Non, en fait, encore plus mal que prévu. Car, après que le président ukrainien Zelensky a fini son discours devant les députés, il ne s'est rien passé du tout. On a enchaîné sur l'ordre du jour. Un gâchis historique.

Enivrés par les récits sur l'héroïsme des Ukrainiens, nous préférons éviter la question centrale du conflit en Ukraine : le prolongement de la guerre, notamment grâce à la livraison d'armes par l'Allemagne, était-il moralement défendable ?

Le journaliste Theo Koll l'a toutefois posée à l'ambassadeur ukrainien Andrij Melnyk lors de l'émission de ZDF Maybrit Illner : *"Existe-t-il une limite au nombre de victimes civiles que vous êtes prêts à accepter ?"* Melnyk s'est indigné. La question est cynique, a-t-il répondu, ce sont Poutine et la Russie qui sont responsables de ces morts.

Ce qui est vrai, évidemment. Mais sa réponse est trop facile. Un gouvernement qui envoie ses citoyens à la guerre, même s'il s'agit d'une guerre de défense, est aussi responsable des morts, des souffrances et des destructions qu'elle engendre. Peut-être cette désolation est-elle plus facile à supporter pour les personnes car elle résulte d'un combat pour une bonne cause. Toujours est-il que la désolation reste la désolation. Une mort pour une cause juste reste une mort. Et ceux qui ne se laissent pas berner par les discours poussiéreux sur l'héroïsme et la guerre de libération doivent se demander si cette désolation est justifiée.

Une des rares personnes à l'avoir clairement formulé en Allemagne est [le journaliste et philosophe] Richard David Precht. Pour lui, les livraisons d'armes occidentales ne font que prolonger cette guerre, et semer mort et misère. L'indignation et tout ce que nous savons sur les exactions de la Russie ne devraient pas nous dispenser de *"faire tout ce qui est possible pour éviter le pire, dans une démarche de Realpolitik"* ["politique réaliste", la Realpolitik est une politique internationale fondée sur les rapports de force plutôt que sur des considérations idéologiques].

Dans le fond, il s'agit du vieux conflit entre l'éthique de conviction et l'éthique de responsabilité. Faut-il s'entêter dogmatiquement à défendre de grands idéaux, comme la démocratie et l'indépendance, au prix de milliers de morts, de destructions et d'une escalade extrêmement dangereuse d'une guerre ? Ou bien choisir d'endosser sa responsabilité de protéger la vie et le bien-être de ses citoyens ?

Terreur sans fin. On peut aussi aborder le problème d'un point de vue utilitaire et se demander comment faire le plus grand bonheur possible du plus grand nombre possible de personnes. La réponse est relativement simple. Mieux vaut une fin terrible qu'une terreur sans fin, pourrait-on dire. Même les causes les plus nobles ne justifient pas des milliers de morts et la destruction de régions entières. Se battre jusqu'à la dernière balle est inhumain. Qu'importe la cause que l'on défend.

Le pathos douteux qu'a tenté d'insuffler Zelensky au Bundestag (et qu'il exhibe dans les vidéos qu'il poste) ne peut nous le faire oublier. Les Ukrainiens meurent aussi pour nous ? Pour la démocratie ? Pour la liberté ? Malheureusement, ce n'est même pas vrai. Mais ceci est plus important : le noyau des sociétés libérales n'est pas le collectif, mais l'individu. C'est la vie de l'individu qui y est sacrée. Une société libérale ne sacrifie personne – même pour une bonne cause. Car rien ne justifie une mort.

Dans ce tourbillon d'émotions, beaucoup l'ont oublié, même en Allemagne. Pourtant, mourir pour la démocratie et la liberté n'est pas mieux que mourir pour la Russie. Le résultat est le même : la mort. Tous ces hommes jeunes, qu'ils soient russes ou ukrainiens, meurent, un point c'est tout. Ils meurent dans la douleur, dans la misère, seuls.

Ceux qui contribuent à ce que cette guerre se poursuive en agitant de beaux idéaux et en envoyant des armes ne font que contribuer à entretenir la douleur, la misère et la mort. Si le Bundestag avait vraiment eu du courage [en mars], il aurait exigé l'arrêt immédiat des hostilités – des deux côtés. Osons le pacifisme.

—Alexander Grau
Publié le 19 mars

france



↙ *Dessin de* **Hachfeld,** *Allemagne.*

Politique. Une fronde bien française

En s'alliant, les gauches espèrent constituer un contre-pouvoir parlementaire au président Emmanuel Macron. Mais ce correspondant britannique ne croit pas du tout à une cohabitation après les élections législatives.

—UnHerd *Londres*

De temps à autre, les Français jouent à se faire peur. Ils se persuadent que le consensus politique de ces six dernières décennies est sur le point de voler en éclats. C'est ce qui se passe cette année.

Voilà un mois, les sondages portaient à croire que Marine Le Pen et l'extrême droite avaient une chance de prendre le pouvoir. Ou bien les sondages se fourvoyaient, ou bien les électeurs français s'offraient une petite frayeur avant de se rétracter : Emmanuel Macron, apôtre réformiste du statu quo franco-européen, a remporté le scrutin présidentiel avec 17 points d'avance. Désormais, certains laissent entendre que Jean-Luc Mélenchon, chef de file de la gauche dure – eurosceptique, anti-Otan, antimarché, défenseur de longue date de Vladimir Poutine, admirateur de Maximilien de Robespierre –, pourrait devenir Premier ministre à l'issue des législatives des 12 et 19 juin prochains.

Le pourrait-il ? En théorie, oui. Y parviendra-t-il ? Le plus probable, et de loin, c'est que les électeurs français feront ce qu'ils ont toujours fait depuis l'entrée en vigueur du système électoral actuel, en 1965. Ils donneront au président élu – ou réélu – une majorité suffisante à l'Assemblée, ou en tout cas une majorité.

Exploit inédit. Or, il est indéniable qu'un phénomène étrange et nouveau est en train de naître sur l'échiquier politique français. Mélenchon l'antisystème s'est hissé en position de force, un mois après l'ascension et la chute d'une autre antisystème, Marine Le Pen. Il ne faut voir là aucune anomalie, mais la conséquence logique d'une redéfinition des frontières politiques qui a commencé avec la dernière élection, en 2017.

Après sept décennies qui ont vu les blocs de droite et de gauche se succéder au pouvoir pour gouverner peu ou prou de la même manière, la France a éclaté en trois camps politiques, chacun sujet aux querelles intestines. Il y a d'abord le centre, consensuel, réformiste, promarché, europhile, pro-Otan, cornaqué par Emmanuel Macron, mais rejoint par les franges modérées des vieux partis de centre droit et de centre gauche habitués du pouvoir. Vient ensuite la droite nationaliste et populiste, eurosceptique et islamophobe, partagée entre les partisans de Marine Le Pen, son rival défait Éric Zemmour, et l'aile dure des Républicains, parti gaulliste de centre droit en pleine décrépitude. Et aujourd'hui, à gauche, quatre clans qui se déchirent de longue date viennent d'être réunis par Mélenchon sous une même bannière radicale pour livrer la bataille des législatives et – martèle-t-il – former le prochain gouvernement.

Cette alliance a pour nom la Nouvelle Union populaire économique et sociale, ou Nupes. Elle réunit le mouvement de la gauche dure de Mélenchon, La France insoumise, les écologistes, les communistes et ce qui reste d'un autre parti en déshérence qui gouverna jadis, les socialistes. Plutôt que l'idéalisme ou la certitude partagée qu'ils seront en mesure de former un gouvernement dans un mois, le ciment qui tient ces groupes qui se font mutuellement horreur est le cynisme et l'impécuniosité. Les partis politiques français sont en effet financés par le contribuable à hauteur de 66 millions d'euros par an environ. Ces subsides publics sont distribués au compte-gouttes en fonction du nombre de voix et de sièges remportés aux législatives (1,42 euro par an pour chaque voix et 37 280 euros pour chaque député).

Au premier tour de la présidentielle, les socialistes au pouvoir il y a encore cinq ans ont remporté moins de 2 % des suffrages – autant dire qu'ils se trouvent aujourd'hui au bord de l'extinction financière et parlementaire. Mélenchon s'est classé troisième avec 22 % des voix, ce qui le met en position d'accomplir un exploit inédit dans l'histoire politique française : unir la gauche derrière un radical plutôt que derrière un centriste modéré favorable au marché comme l'étaient François Mitterrand ou François Hollande.

Au grand dam de beaucoup de leurs "éléphants", dont François Hollande, ancien président, les socialistes europhiles ont décidé la semaine dernière d'adhérer à la Nupes, une alliance *"rouge et verte"*, radicale, eurosceptique et franchement incohérente. Son programme parle de *"désobéir"*

Le ciment qui tient ces quatre clans qui se font mutuellement horreur est le cynisme et l'impécuniosité.

ou encore de *"déroger"* aux règles de l'Union européenne encadrant l'économie, tout en insistant sur le fait qu'un futur gouvernement Nupes n'enfreindrait jamais le droit national ou européen.

Comment ces deux affirmations pourraient-elles être vraies ? C'est impossible. Le programme de Mélenchon, comme celui de Marine Le Pen, implique de quitter l'Union ou de la détruire par la désobéissance : un Frexit qui ne dit pas son nom.

Mission survie. Le reste du programme – dont le rétablissement à 60 ans de l'âge de départ à la retraite et le gel du prix des carburants et des denrées alimentaires – est à l'avenant. Les Verts, qui s'inquiètent du dérèglement climatique, ont ainsi accepté le gel des prix sur les combustibles fossiles ; les communistes, farouchement pronucléaire, ont accepté la sortie de l'atome, qui fournit 80 % de l'électricité française. Communistes comme écologistes partent donc forcément du principe que Mélenchon ne sera jamais Premier ministre et que son programme ne sera jamais mis en œuvre. Les uns comme les autres savent en revanche qu'une alliance avec lui est leur unique chance de conserver quelques sièges à l'Assemblée (pour les communistes) ou d'en grappiller quelques autres (pour les Verts). Comme les socialistes, ils ont rejoint la Nupes pour toucher des subsides de l'État et assurer leur survie politique.

Théoriquement, Mélenchon pourrait se hisser au pouvoir sans remporter la présidentielle. Si le système politique français est présidentiel dans la forme et dans la pratique, le vrai pouvoir n'en réside pas moins entre les mains du Parlement. Si la gauche décroche 289 sièges ou plus à l'Assemblée, Mélenchon pourrait obliger Macron à le nommer à la tête du gouvernement. La nouvelle Assemblée pourrait alors rejeter tous les autres choix de Macron jusqu'à ce qu'il cède. Ce qui ne laisserait à Macron qu'une marge de manœuvre limitée sur les fronts de la politique étrangère et de la défense. Il pourrait bien convoquer une nouvelle élection (ou plusieurs) mais, à tous autres égards, les rênes de la France reviendraient en réalité à Mélenchon, comme ce fut le cas avec le socialiste Lionel Jospin entre 1997 et 2002.

Si la gauche avait un programme plus modéré et un chef de file moins clivant, une telle cohabitation* serait possible. Dans un sondage récent, 56 % des personnes interrogées s'y disent favorables. Seulement voilà, avec Mélenchon à sa tête, la gauche

n'a aucune chance de réunir une majorité parlementaire. La France insoumise a d'ores et déjà distribué des affiches barrées du slogan "Mélenchon Premier ministre*". Elles sont un outil de campagne efficace – mais pour Emmanuel Macron. Comme le fait remarquer Chloé Morin, politologue et écrivaine : *"Jean-Luc Mélenchon est l'atout principal de La France insoumise. Il est aussi son plus gros handicap. C'est un très bon orateur et un tacticien hors pair, mais aussi une figure profondément clivante."*

Concrètement, cela veut dire que les législatives pourraient bien être le négatif de la présidentielle du mois dernier. Si Macron y a triomphé, c'est parce que beaucoup sinon tous les électeurs de gauche l'ont soutenu au second tour pour faire barrage à Marine Le Pen et à l'extrême droite. Et si son alliance parlementaire rafle beaucoup de sièges le mois prochain, c'est parce que beaucoup sinon tous les électeurs de droite la soutiendront au second tour pour faire barrage à Mélenchon et à la gauche dure.

Peur pour rien. Il existe un certain nombre de complications possibles. Après tout, il ne s'agit pas d'une mais de 577 élections, avec des enjeux locaux et des personnalités locales. Et, contrairement à l'élection présidentielle, plus de deux candidats peuvent, en théorie, se retrouver au second tour. Pour se qualifier pour la troisième (voire la quatrième) place, un candidat doit recueillir un nombre de voix au moins égal à 12,5 % des électeurs inscrits dans sa circonscription au premier tour. Comme le taux de participation devrait descendre une fois de plus sous les 50 %, la barre pour se qualifier à la troisième place se situera autour de 25 % des gens qui auront pris la peine d'aller voter.

Voilà cinq ans, il n'y avait eu qu'une seule triangulaire. Si cette situation devait se représenter, l'avalanche de duels au second tour serait favorable à Macron, comme alors.

Un récent sondage Harris Interactive porte à croire que la Nupes pourrait remporter un peu plus d'un tiers des voix au premier tour des législatives. L'alliance de quatre ou cinq partis centristes derrière Emmanuel Macron – baptisée "Ensemble" – serait un peu derrière. La droite recueillerait pour sa part environ un tiers des voix, mais partagées dans chaque circonscription entre lepénistes, zemmouriens et Républicains – qui ont refusé une alliance nationale. Au second tour, le sondage en question calcule que l'alliance de Macron remporterait largement plus de 300 sièges (la majorité est à 289) tandis que l'alliance de gauche en décrocherait moins d'une centaine.

> **"Mélenchon est l'atout principal et le plus gros handicap de La France insoumise."**
>
> **Chloé Morin,** POLITOLOGUE

Un chiffre sans doute insuffisant. Si Mélenchon parvient à mobiliser les jeunes urbains et les habitants des banlieues multiethniques, comme il l'a fait à la présidentielle, il a une petite chance de priver Macron d'une majorité absolue. Mais il est plus probable que l'alliance de Macron décroche une majorité confortable : une fois de plus, on se sera fait peur pour rien.

Reste que la majorité de Macron à l'Assemblée – comme sa victoire à la présidentielle – aura été remportée pour partie par défaut. Il entamera ce nouveau quinquennat avec le soutien réel d'au mieux un tiers de l'électorat.

Autant dire que le centre ne peut pas se laisser aller à l'auto-satisfaction. Pour ce qui concerne le long terme, les partisans du statu quo franco-européen ont de bonnes raisons d'avoir peur. Instable par nature, la division tripartite de l'Hexagone – gauche radicale, centre modéré, droite nationaliste – est partie pour durer.

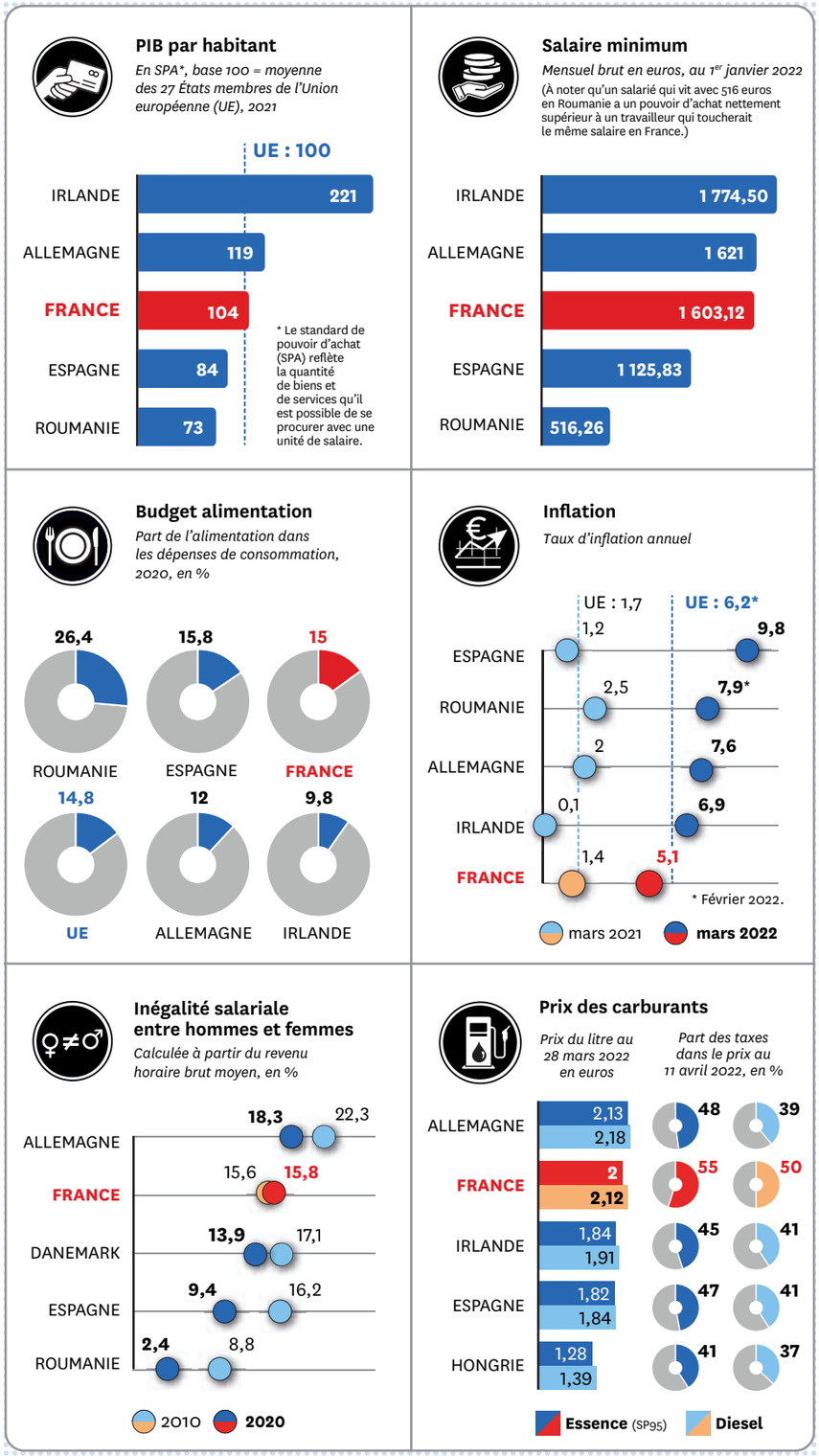
La France est un pays de frondeurs : son instinct est de mettre les dépositaires du pouvoir à la porte à chaque scrutin national. Combien de temps le centre européphile peut-il espérer survivre avec le soutien tactique de ses ennemis, qu'il s'agisse de la gauche pour contrer la droite nationaliste ou de la droite pour contrer la gauche radicale ? Réponse dans cinq ans.

—John Lichfield
Publié le 11 mai

** En français dans le texte.*

ÉTAT DE LA FRANCE

Pouvoir d'achat : la France et ses voisins



SOURCES : TOUTE L'EUROPE, EUROSTAT, COMMISSION EUROPÉENNE

Chaque semaine, jusqu'aux élections législatives, *Courrier international* vous propose un comparatif entre la France et ses voisins européens.
Premier volet : le pouvoir d'achat, une thématique au cœur de la campagne en cours.

amériques



↙ *Dessin de* **Boligan** *paru dans* **El Universal,** *Mexico.*

États-Unis. Le monde entier se presse à la frontière

Chinois, Haïtiens, Russes, Camerounais, Ukrainiens… À chaque nouvelle guerre ou crise, c'est toute la planète qui afflue à la frontière entre le Mexique et les États-Unis, témoigne ce journaliste et humanitaire.

—Los Angeles Times
(*extraits*) *Los Angeles*

Il y a une quinzaine d'années, j'ai suivi un journaliste péruvien qui réalisait un reportage sur un groupe de vingt migrants chinois retrouvés perdus dans le désert du nord du Pérou. Ils étaient arrivés à bord d'un porte-conteneurs et avaient ensuite payé des passeurs pour qu'ils les emmènent jusqu'en Équateur. Une fois arrivés là-bas, ils comptaient prendre un avion jusqu'au Panama puis rejoindre la frontière mexicano-américaine. À l'époque, j'avais été sidéré de voir que des personnes étaient prêtes à traverser un océan en porte-conteneurs, puis de vastes portions de deux continents en bus et à pied. Aujourd'hui, cela ne me surprend plus.

Sécurité et stabilité. Depuis quatre ans, je m'occupe d'un média à vocation humanitaire nommé *El Migrante*. Affiliés à l'ONG Internews, nous informons les migrants de passage au Mexique des ressources à leur disposition. Nous allons chaque jour à leur rencontre pour échanger sur les raisons qui les ont poussés à quitter leur pays et sur leurs objectifs, et pour leur fournir les informations indispensables pour leur sécurité et pour qu'ils trouvent une certaine stabilité.

Nous avons notamment publié des articles indiquant où se faire soigner, pour ceux qui ont perdu un bras ou une jambe en voyageant sur le toit de "la Bête", le train de marchandises qui relie le sud du Mexique à la frontière américaine, tristement célèbre pour les mutilations subies par ceux qui en tombent. D'autres articles détaillent les politiques d'immigration américaines. Chaque mois, notre travail touche environ 40 000 migrants et Mexicains.

Ce projet m'a appris une chose : les États-Unis ne partagent pas leur frontière sud uniquement avec le Mexique. Ils la partagent avec l'ensemble de la planète. Dès qu'une crise survient dans le monde, les victimes affluent à la frontière américaine. Pour ceux qui fuient les violations des droits humains, la pauvreté ou la guerre, les États-Unis incarnent l'espoir de trouver un travail et de vivre relativement en sécurité. C'est aussi un pays accessible. De nombreux migrants prennent l'avion pour rejoindre un pays d'Amérique du Sud délivrant des visas sur-le-champ, comme le Brésil, puis s'acheminent vers la frontière mexicaine.

Durant les quatre mois qui ont précédé l'invasion de l'Ukraine par la Russie, près de 6 400 Russes et plus de 1 000 Ukrainiens ont été interceptés par la police aux frontières américaines.

Il y a peu, un petit campement abritant une trentaine de citoyens russes a vu le jour près du poste-frontière de Tijuana. *"Même en dormant sur le trottoir, je me sens plus en sécurité qu'en Russie"*, témoigne l'un d'eux, qui se fait appeler Mark. Mark craignait de subir des représailles pour s'être opposé à l'invasion de l'Ukraine. Un jour, en rentrant chez lui, il a annoncé à sa femme qu'ils partaient sur-le-champ à l'aéroport.

Ils ont d'abord pris un vol jusqu'en Allemagne mais, redoutant des réactions hostiles de la part des Européens, ils ont poursuivi leur voyage. Ils ont finalement atterri à Cancún, au Mexique, où ils ont obtenu des visas touristiques dès leur arrivée. Mark n'a pas précisé comment ils étaient arrivés à Tijuana, mais un autre Russe a expliqué que des passeurs de Cancún les avaient conduits plus au nord.

Dans un café de Tijuana bien connu des migrants, j'ai rencontré un groupe de huit Camerounais. Nous avons échangé tant bien que mal en espagnol, en anglais et en français, et ils m'ont raconté avoir fui leur pays à cause de la persécution religieuse qu'ils y subissaient. Ils ont pris un avion jusqu'au Brésil puis ont traversé à pied le Darién, une zone de jungle extrêmement dangereuse qui relie la Colombie au Panama, avant de se diriger vers le Mexique.

De nombreux migrants venus d'Amérique centrale arrivent aussi régulièrement près de la frontière dans l'espoir d'obtenir l'asile aux États-Unis ou, de plus en plus souvent, au Mexique. En 2021, les autorités mexicaines ont placé plus de 300 000 migrants dans des centres de rétention et ont reçu 130 000 demandes d'asile, un record.

Déplacés de force. Nous avons aussi rencontré des Haïtiens. L'an dernier, ils ont dû affronter l'assassinat de leur président, un tremblement de terre et des inondations. Plus de 60 000 Haïtiens ont demandé l'asile au Mexique. Beaucoup échouent dans des villes frontalières comme Tijuana et Mexicali, et après une longue attente dans l'espoir d'obtenir l'asile aux États-Unis, certains décident de s'y installer.

Depuis quelque temps, nous croisons également de plus en plus de familles mexicaines ayant décidé de rejoindre des centres d'accueil de migrants près de la frontière pour fuir la violence des cartels. D'après les estimations des Nations unies, il y aurait plus de 82 millions de personnes déplacées de force à travers le monde – et depuis le début de la guerre en Ukraine, leur nombre ne cesse d'augmenter.

El Migrante contribue à recueillir le témoignage de quelques-uns d'entre eux : un Guatémaltèque qui a vu sa maison et ses récoltes emportées par les tempêtes tropicales ; un adolescent haïtien qui, miné par la faim, a fui vers l'Équateur ; une jeune Maya qui a fui son compagnon violent avec ses enfants ; un homme fuyant la guerre qui sévit en République démocratique du Congo ; ou encore une infirmière du Nicaragua qui s'est retrouvée sur la liste des personnes à surveiller dans son pays parce qu'elle avait soigné des opposants politiques.

L'une des premières questions que nous posent ces hommes et ces femmes est : *"Comment sortir de ce labyrinthe ?"* Les services d'immigration américains doivent adopter une approche plus humaine. S'il est évident que toutes les demandes d'asile ne peuvent être acceptées, les dossiers devraient être traités plus rapidement, afin que les migrants ne se soient pas coincés le long de la frontière mexicaine dans des conditions souvent dangereuses.

Trop souvent, les politiques américaines semblent avoir pour seul objectif de bloquer les migrants à la frontière – la mesure Remain in Mexico, notamment. [Entrée en vigueur en 2019 sous Trump, cette mesure contraint les demandeurs d'asile à rester du côté mexicain de la frontière en attendant que l'administration américaine statue sur leur cas. Biden a tenté de l'abroger en 2021, mais a été contraint de l'appliquer à nouveau à la suite d'une décision de justice.] Ce genre de mesures [ainsi que le "Title 42", *voir encadré ci-contre*] ne suffit pas à décourager les migrants.

Si ces hommes et ces femmes traversent le monde au péril de leur vie pour atteindre une frontière qu'ils ne pourront sans doute jamais franchir légalement, ce n'est pas sans raison. C'est parce qu'il s'agit de leur dernier espoir.

—Jesse Hardman
Publié le 11 avril

Fin des restrictions sanitaires à l'entrée du territoire

●●● Mis en place par l'administration Trump en mars 2020 et prolongé à plusieurs reprises par l'administration Biden, le "Title 42" doit être levé le 23 mai. Cet arrêté de santé publique permet aux gardes-frontières américains de renvoyer immédiatement les demandeurs d'asile et les migrants. L'annonce par Washington de la levée de ces expulsions instaurées au nom de la lutte contre le Covid-19 a été saluée par les ONG, mais décriée par les conservateurs, qui craignent un appel d'air migratoire. Le ministre de la Sécurité intérieure américain, Alejandro Mayorkas, assure être prêt à gérer cet afflux, souligne le **Los Angeles Times,** qui cite les propos du ministre : *"Nous savions que le 'Title 42' n'allait pas durer éternellement. Nous nous y préparons depuis longtemps."*

TAHAR **RAHIM**

VIRGINIE **EFIRA**

ALAIN **CHAMFORT**



FESTIVAL DE CANNES
CANNES PREMIÈRE
SÉLECTION OFFICIELLE 2022

DON JUAN

UN FILM DE SERGE BOZON

CINE + Les Inrockuptibles Télérama **LUNDI 23 MAI** Le Monde CAHIERS CINEMA SELECTION

© CORIAMAUD - CARACTÈRES - CRÉDITS NON CONTRACTUELS

↓ **Ronald, 30 ans, a passé près de la moitié de sa vie comme ramasseur de feuilles de coca.** *Photo La República*



↓ **Une jeune mère de famille et son père, tous les deux ramasseurs de feuilles de coca.** *Photo La República*



PÉROU

Les "narcobienfaiteurs" de l'Amazonie

Dans ces zones reculées, les trafiquants financent la culture de la coca, plus lucrative pour les communautés amérindiennes que d'autres produits. Une dépendance économique qui pallie l'abandon de l'État.

—La República et Connectas *(extraits)*
Amérique latine

La lutte contre le narcotrafic se porte mal dans la province péruvienne de Mariscal Ramón Castilla (MRC), à la frontière du Brésil et de la Colombie. Selon le rapport 2020 de la Commission nationale pour le développement et pour une vie sans drogues (Devida), la province concentre 67 % des cultures de coca du département du Loreto, quatrième région du Pérou pour la production de cet arbuste ancestral.

Pour les habitants et les autorités locales, la faute en revient à *"l'absence de l'État"* – une absence que sont venues combler les organisations liées au trafic de drogue, des *"narcobienfaiteurs"* trop heureux de s'impliquer dans la vie publique locale.

Les trafiquants qui transforment la feuille de coca en cocaïne ont trouvé une astuce pour légitimer leurs activités illicites – c'est ce qu'ils appellent le *"droit à la communauté"*. Selon les cas, cette rétribution versée pour l'utilisation de parcelles consacrées à la culture de la coca peut être indexée sur chaque *arroba* [unité de mesure équivalant à 12 kilos environ] de feuilles de coca, ou prendre la forme d'un loyer mensuel négocié avec les représentants communaux. Sans être mirobolantes, ces sommes se révèlent des revenus essentiels dans une province comme la MRC.

Ces contributions financent des travaux modestes mais précieux pour les communes – locaux collectifs, terrains de sport, rénovation d'écoles. Parfois, elles aident aussi des familles mises en difficulté par la maladie ou le décès de l'un des leurs.

La plupart des personnes que nous avons rencontrées exercent ou ont exercé des fonctions municipales ou travaillent comme *raspachines*, les ramasseurs de feuilles de coca. Pour les protéger de représailles, leurs noms et leurs lieux d'habitation ont été changés.

Pour Emilio, ces versements pallient l'abandon dans lequel vivent ces communautés depuis des décennies : *"Il faut voir les besoins qu'il y a dans le village. Le week-end quand il pleuvait, le terrain de foot se transformait en bourbier. Il était dans un sale état, alors qu'il y a de plus en plus de jeunes. Or s'il n'y a pas de sport, ce petit monde va aller descendre des bouteilles d'alcool. Alors qu'est-ce qu'on a fait ? Un terrain de sport."*

> **"Le personnel est insuffisant. Nous ne sommes pas en capacité de mener des opérations."**
> UN AGENT DE POLICE

Emilio, un temps militaire, a fini par quitter l'armée péruvienne parce que sa solde de 120 soles (29,5 euros) ne lui permettait pas de faire vivre sa famille. Il est arrivé il y a quatorze ans dans son village actuel pour y travailler comme *raspachín*, saisonnier spécialisé dans la récolte des feuilles de coca à destination des *"patrons"*, les chefs du narcotrafic. Aujourd'hui, il est à deux doigts de devenir lui-même *"patron"*, mais il a plutôt envie de briguer la mairie, nous dit-il. Pour l'heure, il exerce différentes fonctions dans la représentation communale et gère les ressources apportées par les *"narcobienfaiteurs"*.

Le raisonnement d'Emilio est un son de cloche qu'on entend un peu partout dans la province du MRC, où le délaissement est constamment dénoncé. Selon le ministère du Développement et de l'Inclusion (Midis), moins de 8 % de la population provinciale a accès à l'eau potable courante, plus de 50 % n'ont pas l'électricité, seules trois écoles sur 425 possèdent tous les services de base [eau, électricité, égouts], et le système de santé est extrêmement précaire. Aux administrés qui leur présentent des doléances, bien souvent, les fonctionnaires répondent : *"Il n'y a pas le budget."*

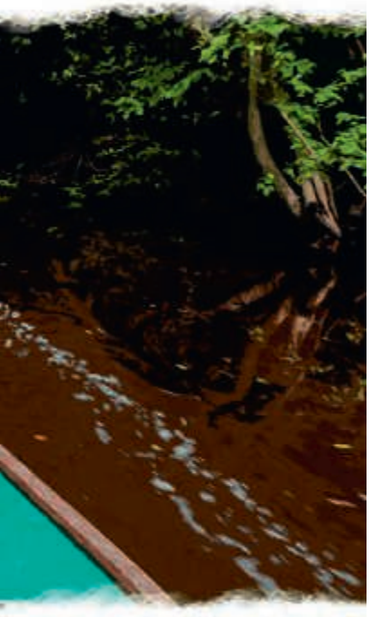
Les narcobienfaiteurs, eux, ne feront jamais une telle réponse : le *"droit à la communauté"* est du pain bénit pour consolider les liens de dépendance économique de la population.

Plantations en hausse. Le système se pare même des vertus de l'État moderne, car ces revenus du narcotrafic font l'objet d'une distribution dans la transparence. La tâche en revient aux assemblées communales, puisque la collectivité peut y rendre des comptes. Les versements peuvent être listés dans un cahier, de façon informelle, mais ils sont parfois inscrits au registre des délibérations. Chaque bienfaiteur n'est répertorié que sous le nom de son patron.

Dans la province de MRC, le paysage du narcotrafic s'est vite élargi : la culture de la coca est passée de 370 hectares en 2015 à 4247 hectares en 2020 – c'est plus de 1000 % d'augmentation, en cinq ans seulement. Pour une bonne partie, ces terres sont situées en territoire amérindien.

Au début des années 2000, se souvient Ronald, est arrivé dans son village un étranger, originaire, disait-il, de Tocache [bien plus dans le sud-est du pays], demandant à rencontrer les représentants municipaux.

Il voulait que soient mises en place des plantations de coca et offrait en échange des maisons dignes de ce nom. *"À l'époque, mon père n'avait pas une maison comme celle-ci. Tout était en feuilles de caraná et de huacrapona [des palmiers]"*, raconte l'homme aujourd'hui tout juste trentenaire



et propriétaire, contrairement à ses aînés, d'une maison en matériaux nobles, toit de tôle ondulée, portes et fenêtres en aluminium.

Il a commencé à 15 ans dans la plantation de coca, en famille, avant de devenir *raspachín* à 18 ans. Au début il récoltait à peine 12 kilos de feuilles par jour – une paille comparée aux 110 kilos quotidiens d'aujourd'hui. Un *raspachín* peut gagner 1000 à 1500 soles par mois [245 à 370 euros environ]. Le kilo de feuilles de coca est payé entre 0,7 et 1 sol [0,17-0,25 euro].

Mais l'investissement n'est jamais sans risque, et ce sont les *raspachines* qui, au bout du circuit, paient les pots cassés. Ronald déplore : *"Nous sommes payés à la livraison, alors si le trafiquant se fait arrêter, c'est mort, on aura travaillé pour rien. À qui on irait se plaindre? Ici, il n'y a jamais un unique perdant, si quelqu'un perd, ce sont tous les travailleurs qui perdent."*

Si personne ne les désigne nommément, il y a plus de vingt ans déjà que les narcobienfaiteurs s'imposent petit à petit dans la province. L'État, lui, n'est guère présent, sinon via les programmes d'activités de production mis en œuvre par Devida.

L'objectif est de promouvoir d'autres cultures, comme celle du cacao, pour réduire l'implantation de la coca – mais de l'aveu même de l'institution, cela ne fonctionne guère dans cette province frontalière.

Selon le président de Devida, Ricardo Soberón Garrido, la lutte contre le trafic de drogue a été considérablement ralentie par la pandémie : *"Le narcotrafic avance dans l'Amazonie péruvienne, c'est l'une des conséquences de deux années de Covid."* Certes, la pandémie a joué, mais elle n'explique pas à elle seule la forte croissance de tous les indicateurs liés au trafic depuis 2015.

Pour Oscar Llapasca, à la tête du Bureau pour le développement forestier et la faune sylvestre (Gerfor) du gouvernement régional du département du Loreto (Gorel), c'est aussi que *"Devida ne fait pas correctement son boulot"*.

Et l'une des conséquences les plus patentes, c'est que MRC est la province du département où les plus grandes surfaces forestières disparaissent. En 2021, 9 181 hectares de forêt ont fait l'objet de coupes dites *"à blanc"*, qui consistent à abattre l'intégralité des arbres d'une surface pour la convertir à une activité de culture ou d'élevage.

Comme le montrent les images satellites du Gorel, ces zones déboisées se trouvent loin des zones habitées, ce qui n'est pas compatible avec une agriculture de subsistance. Oscar Llapasca l'assure : *"Il n'y a pas 36 façons pour que ces surfaces agricoles soient rentables : elles abritent des cultures illicites."*

Le Gorel conteste les chiffres de Devida : selon les estimations du gouvernement du Loreto, MRC compterait quelque 7000 hectares de culture de coca, soit près de 3000 de plus que n'en dénombre l'agence antidrogue. *"Devida cherche à justifier son budget, mais au fond, l'État ne contrôle rien"*, lâche le responsable.

> **"Les communautés indigènes sont menacées et montées contre nous."**
>
> **Rodolfo Díaz Soto,** MAIRE DE CABALLOCOCHA

Même constat du côté des effectifs de la direction antidrogue (Dirandro) de la police nationale du Pérou (PNP) en poste dans la province. Bien que situées dans la zone du Loreto où le narcotrafic est le plus présent, ces trois bases ne comptent chacune que neuf ou dix policiers, pour la plupart des jeunes agents fraîchement sortis de l'école, sans expérience dans la lutte contre la drogue. *"Nous ne sommes pas en capacité de mener des opérations. Le personnel est insuffisant, nos effectifs ne sont pas assez nombreux. La population se sent abandonnée par ici, et nous aussi"*, explique un agent de la PNP affecté à l'une de ces bases de la Dirandro. Pour l'heure, s'indigne-t-il, ils se contentent de survivre : *"On néglige totalement le personnel de cette lutte antidrogue. Vous voulez mon avis? La stratégie consiste à dire aux gens de semer du cacao, ils le font, mais ensuite quoi? Où vendre ce cacao? Il n'y a pas de marché. Alors que font-ils? Ils profitent de ce qu'il y a, ils font du cacao [pour les subventions], mais ce n'est pas pour autant qu'ils arrêtent la coca."*

Pour les trafiquants, un territoire comme MRC, sur une région frontalière, est un site stratégique. La province est traversée par les routes du narcotrafic qui débouchent sur l'Atlantique. La cocaïne, dont la production est assurée pour l'essentiel par des Colombiens, est ensuite reprise par des organisations criminelles brésiliennes, dont la Familia do Norte, le Primeiro Comando da Capital et le Comando Vermelho.

L'État, d'urgence. Depuis la chute du prix de la feuille de coca, lors de la pandémie, le cartel mexicain du Sinaloa aurait également approché certains producteurs de la région.

Pour Emanuele Fabiano, anthropologue et enseignant à la Pontificia Universidad Católica del Perú (PUCP), le trafic de drogue dans les communautés indiennes et rurales d'Amazonie doit être abordé sans criminaliser ceux qui cultivent et récoltent la coca.

En effet, ce serait s'attaquer au maillon le plus faible du réseau, sans tenir compte de la dette qu'a la société envers ces populations qui cherchent un moyen de survie : *"Comment est-il possible, dans un discours de lutte déclarée contre la drogue, que ces zones soient à ce point oubliées? Comme si, là-bas, ne se posait plus le problème de la prospérité économique dont le narcotrafic peut être la source. Peut-être faut-il voir, surtout, que c'est précisément cette économie illicite qui permet aux populations de survivre, d'être opérationnelles face au vide laissé par l'État."*

L'anthropologue estime lui aussi que les stratégies mises en œuvre par Devida n'offrent pas en l'état d'alternatives réalistes à la culture de la coca. *"Les programmes proposés dans ces territoires, à l'image de la culture du cacao, ne garantissent pas à l'exploitant des revenus équivalents à ceux de la coca."*

À Caballococha, la capitale de la province de MRC, le maire, Rodolfo Díaz Soto, ne cache pas son inquiétude. *"Nous ne pouvons pas lutter tant que l'État central n'intervient pas. Le narcotrafic s'est implanté dans la plupart des communautés indigènes : les populations sont menacées, manipulées et montées contre nous."*

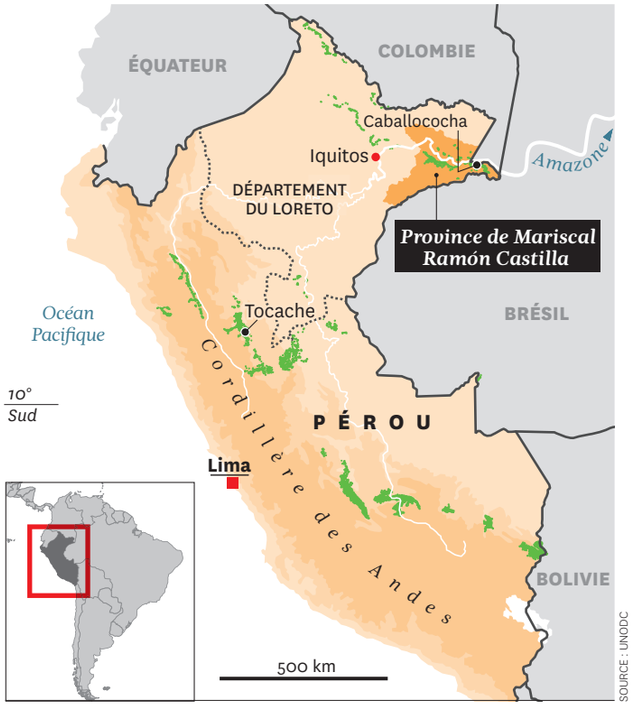
Toutes les personnes que nous avons rencontrées le disent : elles préféreraient que ce soit l'État, et non les *"narcobienfaiteurs"*, qui œuvre à la satisfaction des besoins essentiels dans la province.

La population aimerait avoir d'autres options sur le marché de l'emploi, et que les mains calleuses du *raspachín* ne se transmettent pas de père en fils. Que les enfants et les jeunes puissent étudier sans qu'on ait à solliciter un *"patron"* pour qu'il finance un toit de tôle pour l'école. Qu'une clinique à proximité ait dans ses réserves de l'antivenin, pour qu'on ne voie plus mourir un proche d'une morsure de serpent.

Tant que ce ne sera pas le cas, le narcotrafic continuera de déterminer les trajectoires de vie des habitants de MRC – et tout cela en prétendu *"bienfaiteur"*.

—Pamela Huerta Bustamante
Publié le 6 mars

Principales zones de culture de la coca (2017)



SOURCE : UNODC

Les images publiées ont été fournies et retravaillées par La República.

SOURCE

CONNECTAS
Amérique latine
connectas.org

Cette enquête a été réalisée pour *La República* et *Connectas*, avec le soutien de l'International Center for Journalists (ICFJ), dans le cadre de l'Initiative pour le journalisme d'investigation aux Amériques. *Connectas* fonctionne comme un "hub" transnational qui fédère quelque 150 journaux dans 20 pays. Lancée en 2013, cette plateforme a une reconnaissance internationale liée à la solidité des contenus qu'elle publie et promeut la collaboration entre des journalistes de toute l'Amérique latine.

moyen-orient

Palestine. Mort d'une icône

Shireen Abu Akleh, correspondante d'*Al-Jazeera*, a été tuée d'une balle dans la tête. Sa mort a suscité l'émoi dans les opinions arabes. Et les images de la charge policière israélienne à ses obsèques ont choqué le monde.

Shireen a été délibérément tuée. […] *Le franc-tireur a voulu tuer l'histoire qu'elle s'apprêtait à tourner,* […] *celle d'une occupation et d'une victime.*" Cette affirmation est celle du journal panarabe **Daraj** après la mort choc de la journaliste Shireen Abu Akleh, le 11 mai, en Cisjordanie, alors qu'elle couvrait un raid de l'armée israélienne dans le camp de déplacés de Jénine. Un décès qui a fait couler beaucoup d'encre dans la presse arabe et sur les réseaux sociaux, certains rendant hommage à une "*voix qu'on a voulu faire taire*".

Revue de presse

"*Abu Akleh était une icône palestinienne dont le visage et la voix, familiers, étaient entrés dans les foyers de millions de Palestiniens et d'arabophones du monde entier pendant plus de deux décennies*", a affirmé Yumna Patel dans **Al-Jazeera.**

Tout aussi choquante que sa mort fut la charge policière au début de ses obsèques, à Jérusalem. À la sortie de l'hôpital, on y voit les porteurs du cercueil se faire frapper "*à coups de pied et de poing*" par la police israélienne, faisant presque tomber le cercueil par terre, déplore la **BBC.**

"*Ils n'ont pas honte*", ils ont fait ça "*alors que nous pleurions Shireen*", a fustigé dans le **Guardian** le journaliste indépendant palestinien Jalal Abukhater, qui assistait aux obsèques.

Les évêques de Terre sainte ont accusé Israël d'avoir "*manqué de respect*" à l'Église en pénétrant "*dans un établissement de santé chrétien*", et d'avoir "*manqué de respect à la mémoire des morts*".

Dans une rare déclaration unanime, le Conseil de sécurité de l'ONU a "*fermement condamné*" le meurtre de la journaliste, réclamant "*une enquête immédiate, approfondie, transparente et impartiale*", alors que l'armée israélienne nie avoir tiré Mais le texte ne fait aucune référence aux heurts survenus vendredi lors des funérailles.

"*L'impunité israélienne, jusqu'à quand ?*" s'est interrogé le quotidien libanais **L'Orient-Le Jour,** qui s'est indigné du silence du monde occidental face à la mort d'une journaliste.

"*Le porte-parole du département d'État américain, Ned Price, s'est fendu d'un tweet* […] *et a invoqué quelques principes généraux relatifs à la liberté de la presse.* […] *Par contraste, Ned Price n'avait pas attendu pour dénoncer le meurtre en Ukraine du réalisateur américain Brent Renaud, 'un exemple macabre des actions sans discrimination du Kremlin'.*"

La mort de Shireen Abu Akleh a également été commentée dans la presse israélienne. "*Née en 1971 à Jérusalem-Est, dans une famille arabe chrétienne de Bethléem* [*Cisjordanie*], *et ensuite élevée et scolarisée à Irbid* (*Jordanie*), *la journaliste avait d'abord travaillé pour la PBC, la radiotélévision officielle palestinienne, avant de rejoindre la rédaction du média panarabe* Al-Jazeera, *en 1997*", écrit Sheren Falah Saab, éditorialiste arabe israélienne du quotidien libéral **Ha'Aretz.**

Le Conseil de sécurité de l'ONU a condamné le meurtre de la journaliste et réclamé une enquête.

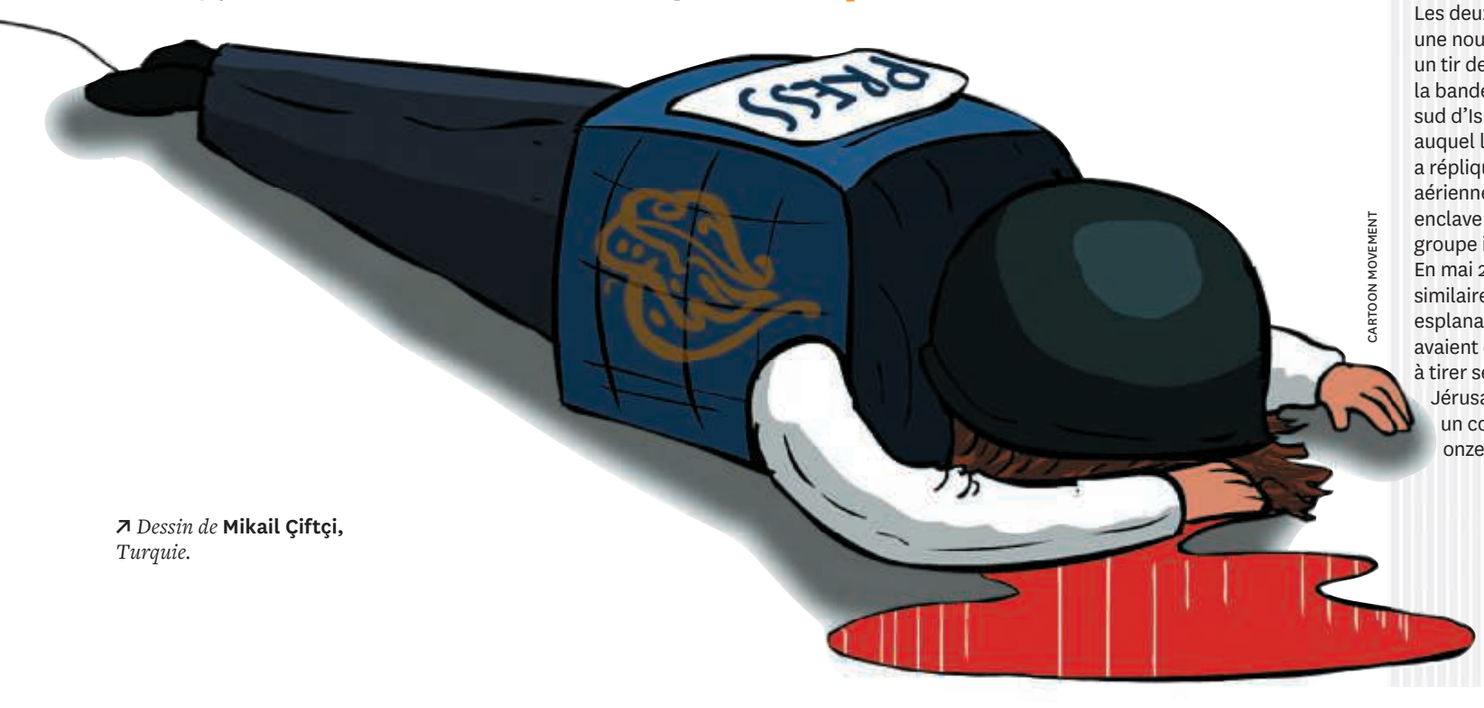
Ses reportages sur le terrain, entre autres durant l'opération Homat Magen ("Rempart"), lancée par l'armée israélienne contre l'Autorité palestinienne en pleine deuxième Intifada, en 2002, "*lui avaient valu l'admiration et le respect des opinions arabes*". Pour Sheren Falah Saab, "*Shireen Abu Akleh, par-dessus tout, incarnait l'identité, la culture, la cause, la résistance et la résilience des Palestiniens face à l'occupation et à la colonisation israéliennes en Palestine*".

C'est un peu ce que lui reproche le journaliste Liad Osmo dans **Yediot Aharonot.** "*Elle était depuis longtemps devenue une sorte d'égérie violemment anti-israélienne et dénuée de tout recul, autrement dit davantage une pasionaria qu'une professionnelle, pour le plus grand bonheur des opinions arabes, ce qui, évidemment, explique l'émoi qui agite aujourd'hui le monde arabe dans son ensemble.*"

—*Courrier international*

Un contexte de fortes tensions

●●● Le meurtre de la journaliste palestinienne intervient dans un contexte de regain de tensions entre Israël et les Palestiniens depuis plusieurs semaines. En plus de six attaques terroristes perpétrées en Israël et en Cisjordanie entre le 22 mars et le 5 mai – dont l'une revendiquée par l'organisation État islamique – ayant fait au moins 18 morts du côté israélien, c'est l'esplanade des Mosquées qui s'est de nouveau enflammée. Des heurts le mois dernier sur ce troisième lieu saint de l'islam et premier lieu saint du judaïsme (connu sous le nom de "mont du Temple") ont fait plus de 300 blessés. Et des centaines de Palestiniens ont été arrêtés lors d'une rare incursion des forces de sécurité israéliennes à l'intérieur de la mosquée Al-Aqsa ; une intervention largement critiquée par la rue et la presse palestiniennes. Les deux camps ont frôlé une nouvelle guerre après un tir de roquette depuis la bande de Gaza sur le sud d'Israël le 18 avril, tir auquel l'armée israélienne a répliqué par des frappes aériennes contre cette enclave dominée par le groupe islamiste Hamas. En mai 2021, des heurts similaires sur cette même esplanade des Mosquées avaient décidé le Hamas à tirer sept roquettes sur Jérusalem, provoquant un conflit meurtrier de onze jours avec Tsahal.



CARTOON MOVEMENT

↗ *Dessin de* **Mikail Çiftçi,** *Turquie.*

LIBAN

En finir avec le “zaïm”

Beaucoup votent encore pour leur *zaïm*, leur chef communautaire, malgré la crise imputée à la vieille classe dirigeante. Une allégeance discutée par la jeune génération.



↙ *Dessin de* **Haddad,** *Londres.*

—L’Orient-Le Jour
Beyrouth

Au Liban, la politique est une affaire de famille. L’allégeance que l’on porte au *zaïm* [chef communautaire] est le plus souvent le fruit d’un héritage, au même titre que la maison à la montagne ou le vieux meuble qui appartenait à une tante éloignée. On est ainsi aouniste [partisan de Michel Aoun, leader chrétien et chef de l’État], berryste [de Nabih Berry, leader chiite et chef du Parlement depuis 1992], joumblattiste [de Walid Joumblatt, leader druze], geageaïste [de Samir Geagea, leader de la droite chrétienne] de père en fils (ou en fille) sur plusieurs générations.

Mais, depuis le soulèvement du 17 octobre 2019 [mouvement de protestation prodémocratique et prolaïque], quelque chose a changé. Une nouvelle génération, née après la guerre, s’est réapproprié la politique, quitte à parfois entrer en opposition avec les convictions de leurs parents.

“Fille de rue”, *“mal éduquée”* et *“dévergondée”*, Sarah n’a pas été épargnée par sa mère durant le soulèvement du 17 octobre. *“C’est une fan inconditionnelle de Michel Aoun”*, ironise la jeune fille de 22 ans. Durant le soulèvement, les deux femmes se tiraient dessus à boulets rouges. Une nuit, sa mère utilise des mots durs à son endroit. Sarah lui répond que, si elle descend dans la rue, *“c’est parce qu’[elle] ne [s’est] jamais sentie aussi libre!”*, avant de claquer la porte de la maison.

Malgré le fossé qui s’est creusé entre elles, Sarah comprend l’attachement de sa mère. *“Le lien est émotionnel, complètement dénué de logique. Les partisans vivent dans une bulle et considèrent Aoun comme le chef de famille.”* Toutes leurs conversations ne mènent alors *“nulle part”*, affirme la jeune femme, qui tente malgré tout de *“fissurer la bulle”* de sa mère en lui envoyant des contenus de médias alternatifs, mais *“elle est bornée”*. Dans la Bekaa orientale [l’est du Liban], elle a voté pour le CPL (Courant patriotique libre, du président Aoun).

“C’est tellement égoïste de la part de votre génération de continuer à voter pour les mêmes, en sachant que c’est leur faute si le pays ne fonctionne plus. Vous n’avez pas le droit de ruiner les meilleures années de notre vie”, lui avait lancé Sarah.

> **“La représentation politique touche à la communauté, nous sommes dans la politique identitaire.”**
> **Karim Mufti,** CHERCHEUR

Pour Tony, impossible d’imaginer son père voter contre les Forces libanaises (FL, droite chrétienne). *“C’est un style de vie d’être FL, c’est une raison de sortir du lit le matin. Tout est entremêlé : la communauté, le lien avec le pays et la protection du territoire…”* Ce jeune homme de 25 ans a attendu la *thaoura* (“révolution”) pour *“hurler sur tous les toits”* son rejet des FL. Lui non plus n’échappe pas aux disputes : *“J’ai dit à mon père que Samir Geagea était un boucher…”* [allusion à son rôle durant la guerre civile (1975-1990)], raconte Tony. S’est ensuivie une longue minute de silence, dans un foyer où insulter le leader des FL relève quasiment du blasphème. Pendant quelques mois, *“j’étais une déception pour mon père”*. Le jeune homme défiait les croyances et les récits qui lui avaient été narrés durant son enfance. *“Ç’a été tout un processus de reconstruire le lien entre nous malgré nos divergences politiques”*, raconte Tony.

Nerfs de famille. Si les disputes font rage au sein des familles, c’est parce que l’attachement des parents au *zaïm* est lié à son statut de représentant de l’identité confessionnelle. *“Au Liban, la représentation politique touche à la communauté, nous sommes donc dans la politique identitaire. C’est un emblème que l’on porte fièrement et une armure qui nous défend et nous protège”*, explique Karim Mufti, professeur et chercheur en sciences politiques. Et c’est à ces dynamiques auxquelles les jeunes pro-*thaoura* font face au sein de leur famille.

Alors que son frère jumeau reste ancré au sein du mouvement Amal [mouvement chiite allié du Hezbollah], Hassan a conscience d’être *“une déception pour sa famille”*. *“Ma famille pense que ce sont mes ‘mauvaises fréquentations’ qui m’ont corrompu et poussé à rejeter le mouvement Amal, contrairement à mon frère jumeau, qui est membre des secours populaires du mouvement”*, raconte le jeune homme de 22 ans. Depuis le soulèvement [de 2019], Hassan a rejoint le club laïc de Tyr, une activité politique qu’il cache à sa mère, grande fidèle de Nabih Berry. Cette dernière l’a fait baigner dans cet environnement dès son plus jeune âge : *“Je faisais partie des scouts du parti de l’âge de 8 à 12 ans, mais j’avais l’impression que c’était un mouvement arriéré. J’ai toujours été plus ouvert et progressiste.”* Durant la *thaoura*, il se retrouve en confrontation directe avec sa mère. Si celle-ci admet que Nabih Berry est *“corrompu”*, elle considère qu’*“il a reconstruit le Liban-Sud, grand bien lui fasse”*.

Même son de cloche du côté des parents de Ramzi, qui voient en Rafic Hariri l’homme qui a *“reconstruit Beyrouth”*. Cet étudiant en master à Toulouse a, lui aussi, des opinions politiques divergentes de celles de sa famille. Son père a été scolarisé grâce à une bourse accordée par Rafic Hariri, comme de nombreux Libanais qui se sont vu octroyer des aides pour compléter leurs études au Liban ou à l’étranger. Résultat, *“il n’arrive pas à avoir assez de recul quand il s’agit du Courant de l’avenir [mouvement politique fondé par Rafic Hariri et dirigé aujourd’hui par son fils]”*, explique Ramzi. Son père reconnaît cependant que Saad Hariri n’a pas nécessairement les qualités de son père. *“Il qualifie souvent Saad d’idiot ou d’incapable, mais il dit qu’il votait pour lui par respect pour la mémoire de son père.”*

—Lyana Alameddine, Salah Hijazi
Publié le 10 mai

Législatives : le Hezbollah sans majorité

●●● *“Une nouvelle page de l’histoire politique libanaise”*, s’ouvre à l’issue des élections législatives qui ont eu lieu les 6 et 8 mai à l’étranger et le 15 mai sur le territoire national, sur fond d’effondrement économique inédit, qu’une grande partie de la population impute au pouvoir, écrit le quotidien francophone libanais **L’Orient-Le Jour.** Pour le site libanais **Al-Modon,** c’est même *“une révolution”* qui s’est déroulée dans les urnes. La coalition autour du Hezbollah a perdu de peu la majorité parlementaire en raison des revers essuyés par plusieurs députés prosyriens, mais reste incontournable. *“Un tsunami renverse la majorité”*, titre le journal libanais **An-Nahar.** Face au Hezbollah, une autre coalition contituée autour des Forces libanaises, opposée au puissant parti chiite pro-iranien, dispute au Courant patriotique libre, parti fondé par le président Michel Aoun et allié du Hezbollah, le leadership de la population chrétienne. Ces *“deux grands blocs communautaires”* renforcent les clivages sur l’échiquier politique, résume le site libanais indépendant **Daraj.** Troisième fait majeur, la *“percée importante des forces de la contestation”* se revendiquant du mouvement populaire d’octobre 2019, note *L’Orient-Le Jour*, qui se félicite qu’au moins 13 de ces candidats, tous issus de la société civile, *“s’invitent en force au Parlement”*. En outre, le vote a été marqué par de nombreuses infractions mais aussi par un faible taux de participation, de 41 % (8 points de moins par rapport au scrutin de 2018). Cette abstention est en partie attribuée à la démobilisation de l’électorat sunnite de l’ex-Premier ministre Saad Hariri.

SOURCE

L’ORIENT-LE JOUR
Beyrouth, Liban
Quotidien
lorientlejour.com

Né en 1970 d’une fusion entre *L’Orient* et *Le Jour*, le quotidien francophone de Beyrouth a longtemps été l’illustration du “Liban de papa” francophone et chrétien que la guerre civile allait tourner en dérision. Il est aujourd’hui le plus intéressant quotidien libanais et l’un des meilleurs du monde arabe.

asie

Philippines.
Marcos Jr., dans la ligne de Rodrigo Duterte

Fraîchement élu président, Ferdinand Marcos Jr. risque de perpétuer l'alarmante dérive engagée par son prédécesseur. Cet analyste s'inquiète du caractère flou des projets du fils de l'ex-dictateur.



CARTOON MOVEMENT

↙ *Les Marcos. Le palais Malacanang. Dessin de* **DengCoy Miel,** *Singapour.*

—Nikkei Asia *(extraits) Tokyo*

Il est déjà assez difficile d'identifier les points d'inflexion dans les économies très développées, alors songez à ce que cela peut être dans un pays cacophonique comme les Philippines. Pourtant, les électeurs viennent d'esquisser ce tournant en reconduisant au palais présidentiel de Manille le clan Marcos, longtemps frappé de disgrâce.

On serait tenté de croire que ce pays d'Asie du Sud-Est, d'une importance centrale sur le plan géopolitique, ne peut se permettre aucun retour vers le passé.

C'est oublier le bond en arrière sous la présidence de Rodrigo Duterte (2016-2020). Ce dernier a marché dans les pas de Ferdinand Marcos père, qui avait mis le pays à genoux sous sa dictature, entre 1965 et 1986 (*voir encadré*).

Sous la présidence de Duterte, les exécutions sommaires ont fait leur retour, les médias ont été malmenés, et les institutions gouvernementales ont été neutralisées. Les politiques engagées durant ce mandat ont également mené à une recrudescence de la corruption.

Auparavant, entre 2010 et 2016, Benigno Aquino avait œuvré au démantèlement des derniers vestiges de la "Marcos Inc." [le réseau d'intérêts du clan Marcos]. Il avait amélioré la transparence, assaini les finances et embauché les personnes compétentes pour permettre au pays d'être inclus, pour la première fois de son histoire, par les agences de notation internationales, dans la catégorie des États où l'on peut investir. En 2016, Duterte avait hérité d'une économie aux performances saluées à l'étranger, et où les capitaux affluaient.

Plutôt que de poursuivre sur cette lancée, Duterte a préféré se laisser bercer par la nostalgie du clan Marcos. Au point d'accorder au défunt dictateur des funérailles de héros national, en novembre 2016 [soit vingt-sept ans après sa mort].

Duterte a précipité les Philippines dans les profondeurs des classements évaluant la corruption et la liberté de la presse. Autrement dit, la victoire de Ferdinand Marcos Jr. le 9 mai est moins un retour en arrière que la poursuite d'une dérive alarmante du pays. Ce pays naguère qualifié d'"*enfant malade de l'Asie*" est bien parti pour faire une rechute.

"Bongbong", tel que Marcos Jr. est surnommé, n'a à peu près rien dévoilé de ses projets pour les Philippines depuis qu'il a été déclaré vainqueur. Ce n'est pas de bon augure.

Jeff Kingston, directeur des études asiatiques à l'université Temple de Tokyo, au Japon, lance : "*L'élection de Bongbong illustre bien la faculté des réseaux sociaux à colporter la désinformation, en l'occurrence en toilettant le bilan désastreux du père de Bongbong et en lui permettant d'éviter toute question sur ses très vagues idées politiques ou sur sa probité.*"

Reste à espérer, reprend-il, "*que les gens ne souffriront pas autant qu'ils ont souffert sous la dictature kleptocratique de son père. C'est là une énième illustration du virage autoritaire de l'Asie du Sud-Est et de la montée de la gouvernance antilibérale, de mauvais augure pour les droits de l'homme et la probité des dirigeants.*"

La victoire de Duterte en 2016 était le signe avant-coureur de coups plus rudes portés à l'ordre mondial, comme le Brexit, en Europe, ou l'élection de Donald Trump, aux États-Unis, six mois plus tard.

Dépendance chinoise. À l'heure où l'on s'inquiète des dégâts que Marcos risque d'infliger au pays, n'oublions pas que c'est Duterte qui a planté ce décor délétère. La période de bonne gouvernance d'Aquino avait permis d'améliorer le classement des Philippines quant à l'indice de perception de la corruption de Transparency International, le pays étant remonté de la 139e à la 95e place sous son mandat. Aujourd'hui, le pays a dégringolé à la 117e place.

Le nouveau Marcos pourrait-il surprendre et faire passer des réformes avec succès ? Le suspense est limité. Bien sûr, Duterte a réduit les impôts sur les sociétés et a agi pour accroître les investissements étrangers dans des secteurs comme les télécoms et les compagnies aériennes. Mais son héritage ouvre en fait la voie à une Marcos Inc. nouvelle mouture.

Certains s'enthousiasment, aujourd'hui, à l'idée que Marcos poursuive la frénésie de projets d'infrastructure de Duterte. C'est pourtant une des causes de la recrudescence de la corruption. Benigno Aquino avait renforcé la transparence des procédures d'appel d'offres. Il avait notamment imposé la publication sur Internet des passations de marché, instauré des garde-fous réglementaires pour supprimer des intermédiaires et porté un modèle de financement fondé sur le partenariat public-privé. Duterte a rétabli en la matière les normes d'avant 2010.

Se posent également des questions sur l'indépendance de Marcos vis-à-vis de la Chine. N'oublions pas à cet égard l'obséquiosité passée de Duterte vis-à-vis de Pékin – et de Moscou également. La logique voudrait donc que Marcos continue de se rapprocher de la Chine.

L'histoire se penchera sans aucun doute sur le rôle de Facebook, Instagram et YouTube dans le retour d'une dynastie politique frappée de disgrâce, sous une nouvelle forme. On peut résumer le clan Marcos à un croisement entre les Kardashian [célébrités américaines] version Asie du Sud-Est et la famille Trump. Avec eux, on baigne dans la télé-réalité. Les magazines de mode se répandront sur les adresses où Imelda Marcos, la mère du président, va faire ses emplettes pour reconstituer sa fameuse collection de chaussures.

Corruption. Certaines des œuvres inestimables que le clan Marcos affirme n'avoir jamais subtilisées – des Michel-Ange, des Picasso ou des Gauguin – regarniront-elles comme par magie les murs du palais ?

J'espère sincèrement me tromper sur "Bongbong". Comme Peter Mumford, du [cabinet de conseil] Eurasia Group, le rappelle, "*les points clés à surveiller sous son mandat seront la corruption et le favoritisme, déjà notables aux Philippines et qui risquent de s'intensifier*". Le choix des ministres donnera déjà une première idée. Marcos choisira-t-il des loyalistes invétérés et des membres de sa famille ou bien des politiciens compétents ?

Si l'on en juge par le spectacle que nous a offert Duterte, à bien des égards une variation de la Marcos Inc., les investisseurs qui espèrent le meilleur seraient sans doute bien inspirés de se préparer également au pire.

—William Pesek
Publié le 12 mai

Marcos père et fils

●●● Ferdinand Marcos Jr., fils de l'ex-dictateur Ferdinand Marcos Sr., a été élu le 9 mai avec plus de 30 millions de voix, le double de celles obtenues par Leni Robredo, sa principale concurrente. Ferdinand Marcos Sr., au pouvoir entre 1965 et 1986, a imposé la loi martiale en 1972. Renversé en 1986 par un mouvement populaire, son régime a été marqué par des assassinats, une répression féroce des opposants et la censure des médias. Ferdinand Marcos Sr. est mort le 28 septembre 1989 à Hawaï, où il s'était exilé après sa chute, avec le soutien des États-Unis dont il était l'allié. Sous son régime, la famille est accusée d'avoir cumulé 4 à 9 milliards d'euros de biens mal acquis.

SOURCE

NIKKEI ASIA
Tokyo, Japon
Hebdomadaire, NC
asia.nikkei.com

Ce magazine, connu sous le nom de *Nikkei Asian Review* jusqu'en septembre 2020, conserve la même ligne éditoriale. Reportages, analyses, enquêtes en font une source précieuse pour suivre l'actualité de toute l'Asie.

AFGHANISTAN

La police religieuse a repris du service

Il n'aura pas fallu bien longtemps aux talibans pour instaurer à nouveau un régime de contrôle du comportement de chacun, en particulier des femmes. Témoignages.



↙ *Dessin de* **Kazanevsky,** *Ukraine.*

—Rukhshana Media *Kaboul*

La police religieuse des talibans soumet les femmes à des interrogatoires, des mauvais traitements et du harcèlement quand elles ne portent pas le voile intégral dans l'espace public, témoignent des femmes, à Kaboul. Cette police, qui est rattachée au ministère du Vice et de la Vertu taliban, cherche des prétextes pour arrêter, insulter, voire passer à tabac des femmes dans la rue.

Porter une robe de couleur vive, une jupe courte, un jean, mais aussi prendre place sur le siège avant d'un taxi ou se déplacer sans être accompagnée d'un homme sont autant de motifs susceptibles d'insupporter les combattants talibans au point qu'ils brutalisent des femmes.

Coups de fouet. Nazanin*, étudiante à l'université publique, raconte qu'elle a été battue par des talibans car elle était à la place passager avant d'un taxi, au début de mai, à Kaboul. *"J'ai reçu deux coups de fouet dans le dos,* confie-t-elle. *J'ai eu l'impression qu'on me brisait les os. Mon dos était comme engourdi."* Nazanin explique que ses agresseurs ont emmené le chauffeur de taxi au poste de police.

À leur retour au pouvoir, en août 2021, les talibans ont dissous le ministère des Droits des femmes, remplacé par la tristement célèbre police religieuse, qui patrouille aujourd'hui dans les rues pour imposer des restrictions sévères aux femmes, à Kaboul comme dans le reste du pays.

Cette police des mœurs est intraitable avec tous les Afghans. Ses agents encouragent et parfois forcent les hommes à se faire pousser la barbe et à aller à la mosquée pour la prière collective, intiment aux gens l'ordre de ne pas écouter de musique dans leur voiture ou de ne pas regarder de films chez eux.

Les femmes sont toutefois les premières victimes des restrictions, notamment de celles de cette police morale.

Shabnam, une femme de 23 ans qui vit à Kaboul, affirme qu'elle ne se sent plus en sécurité dans la rue depuis qu'elle a entendu les récits terribles de mauvais traitements infligés à des femmes. Elle précise qu'ils ont coupé en public les cheveux de sa cousine de 12 ans car ces derniers n'étaient pas complètement cachés sous son voile ; c'est arrivé à la fin d'avril, la famille de cette cousine a quitté le pays peu après.

La police religieuse des talibans affirme s'en tenir à des recommandations verbales adressées aux femmes sur ce qu'elles peuvent porter et elle qualifie de *"propagande"* les accusations de sévices. Mais les femmes interviewées dans le cadre de cet article soulignent que les échanges dégénèrent souvent et vont au-delà des réprimandes verbales. Selon elles, il arrive que les talibans aient recours à la violence et aux insultes contre les femmes qui ne portent pas la burqa.

Zarmina, 24 ans, témoigne qu'elle a reçu de nombreuses mises en garde des talibans, qui l'ont avertie de *"ne pas porter de vêtements courts ou de couleurs vives, sous peine d'être flagellée". "Les talibans me privent de mon droit fondamental de choisir mes vêtements, ce qui est pour moi très douloureux",* ajoute-t-elle.

Fazela, une jeune femme de 26 ans, mère d'un enfant, raconte qu'elle mangeait en public pendant le ramadan car elle avait ses règles, quand un taliban l'a invectivée : *"Tu n'es qu'une putain ! Tu n'es pas musulmane ?" "Terrifiée, je n'ai même pas pu répondre",* se souvient-elle. Elle raconte qu'elle a jeté son repas dans une poubelle avant de partir sans un mot. La loi islamique autorise pourtant les femmes à ne pas jeûner lorsqu'elles ont leurs règles.

La police religieuse traite parfois les hommes plus violemment que les femmes. Lors d'un épisode récent, une journaliste de Rukhshana Media a vu des combattants talibans passer un homme à tabac parce qu'il écoutait de la musique et qu'il avait un tatouage sur la main, dans le quartier de Kot-e-Sangi, à Kaboul.

L'Afghanistan est un pays musulman où les femmes portaient déjà le voile dans l'espace public avant que les talibans ne reviennent au pouvoir. Mais par "hidjab", ces derniers entendent "burqa", un voile couvrant le corps de la tête aux pieds, ce qui est inacceptable pour la majorité des Afghanes.—

Publié le 12 mai

* Les noms ont été changés afin de protéger l'identité des femmes qui témoignent dans cet article.

SOURCE

RUKHSHANA MEDIA
Kaboul, Afghanistan
rukhshana.com/en
Créée en 2020, cette agence de presse en ligne rend compte des problèmes qui affectent les femmes afghanes. Le nom de Rukhshana est un hommage à la jeune Afghane qui, accusée d'adultère en 2015, a été lapidée à mort. La version anglaise du site, d'abord publié en dari, a vu le jour après la prise de Kaboul par les talibans en août 2021.

Contexte

Les droits des femmes toujours plus attaqués

●●● La communauté internationale s'inquiète du sort des femmes en Afghanistan : le 12 mai, une réunion du Conseil de sécurité des Nations unies se tenait à ce sujet à New York. Le même jour, *"après une réunion en Allemagne, les ministres du G7 ont publié un communiqué et appelé l'Émirat islamique à lever les restrictions qui pèsent sur les femmes et les filles en Afghanistan",* indique le site de la chaîne afghane **Tolo News.** Les ministres du G7 appellent le gouvernement taliban à respecter les droits des femmes et à répondre aux attentes des Afghans et du monde entier en permettant aux femmes de travailler et d'être éduquées de manière équitable dans la société. Le 7 mai, les talibans ont en effet ordonné à des *"millions de femmes à travers l'Afghanistan de ne pas quitter leur maison. Si elles le font, elles doivent être entièrement voilées et ne jamais montrer leur visage en public",* dénonce le site d'information **Rukhshana.** Trois jours plus tard, quelques dizaines de femmes ont néanmoins bravé les menaces des talibans pour manifester contre ces nouvelles règles dans les rues de Kaboul, apprend-on sur le site **Gandhara.** Au mois de mars, les talibans avaient déjà fermé lycées et collèges pour filles, quelques heures à peine après leur réouverture. Un revirement qui avait plongé les jeunes filles afghanes, privées d'éducation, dans le désarroi. Les femmes ne sont pas non plus autorisées à voyager sur de longues distances ou à quitter le pays sans accompagnateur.

SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Retrouvez sur notre site la série en quatre volets **"Vivre sous les talibans".** Des articles qui font le point sur la catastrophe humanitaire, la situation des femmes afghanes, l'administration du pays et la clandestinité forcée de ceux qui ont travaillé avec les Occidentaux.

SRI LANKA

La fin du système Rajapaksa?

Les manifestations qui duraient depuis plus d'un mois ont viré à l'émeute. Alors que le président, Gotabaya Rajapaksa, s'accroche à son mandat, son frère Mahinda, le Premier ministre, a été remplacé. Retour sur vingt ans de pouvoir familial.



↙ *Dessin de* **Del Rosso,** *Italie.*

—The Wire *New Delhi*

L'année suivant le tsunami de décembre 2004, le Sri Lanka élisait un nouveau président, Mahinda Rajapaksa. Après une lutte électorale âpre, Rajapaksa battait le candidat du Parti national uni, Ranil Wickremesinghe, avec une marge étroite de 190 000 voix. Mais Rajapaksa faisait l'objet de bien des soupçons – allant du détournement de fonds destinés à la reconstruction à la manipulation de voix.

Quoi qu'il en soit, Rajapaksa était bien décidé à modeler l'avenir politique du pays – et le sien. Pendant la campagne pour la présidentielle de 2005, il avait fait part à l'auteur de ces lignes de ses multiples aspirations : il voulait mettre fin à la guerre interminable [avec les Tigres de libération de l'Eelam tamoul, LTTE], consolider l'héritage politique des Rajapaksa, et lancer la carrière de son fils Namal Rajapaksa.

On aurait pu croire que Mahinda Rajapaksa avait réussi à réaliser son rêve, jusqu'à ce que, cette année, ses propres partisans descendent dans la rue pour réclamer sa démission et la fin du règne de sa famille.

Son "*système de pouvoir familial*" était parfaitement rodé et il n'a eu de cesse de le défendre. Élu président, il avait fait venir son frère Gotabaya, ancien officier de l'armée et à l'époque citoyen américain, pour occuper le poste de vice-ministre de la Défense. Bientôt, son autre frère Basil, lui aussi citoyen américain, était nommé conseiller principal du président.

Durant le premier mandat de Mahinda, les Rajapaksa ont mis solidement la main sur les finances du pays. Ceux qui critiquaient la concentration des pouvoirs, le népotisme, les violations des droits de l'homme et la corruption à grande échelle étaient qualifiés de "*traîtres*". Leurs accusations étaient présentées comme de la propagande anti-Rajapaksa.

Loyautés féodales. Pendant longtemps, la grande majorité des électeurs n'ont malheureusement pas compris que les jeux de pouvoir de ce type constituaient un problème systémique, et que les loyautés féodales compromettent à terme l'intérêt public et national. Ainsi, les dieux ont continué à favoriser l'expansion de la famille Rajapaksa dans la vie publique.

En tant que "*président ayant gagné la guerre*" [en 2009], Mahinda Rajapaksa n'a eu aucun mal à décrocher un deuxième mandat en 2010. Il était extrêmement populaire auprès d'une grande partie de la population pour avoir vaincu militairement les LTTE, qui se battaient pour la création d'un État séparé dans le nord-est de l'île. Les Sri-Lankais étaient fatigués de la guerre et n'avaient aucune confiance dans la classe politique.

La guerre avait fait près de 60 000 morts. Et, selon les estimations de l'ONU, quelque 40 000 civils ayant tenté de fuir des zones de cessez-le-feu pendant la phase finale du conflit auraient péri sous la responsabilité de Rajapaksa. Les accusations de crimes de guerre sont restées suspendues comme une épée de Damoclès au-dessus de sa tête, mais, à la fois populaire et populiste, il les a démenties et a refusé de s'engager dans des discussions.

Au lieu de cela, il a consacré son second mandat au renforcement de la concentration des pouvoirs. Toujours plus de membres de la famille élargie se voyaient confier des postes clés au sein de diverses institutions ; au lendemain de la victoire face aux LTTE, le régime a négligé de résoudre politiquement la question nationale.

Tel un roi d'autrefois, Mahinda Rajapaksa a joui d'un pouvoir absolu et a régné avec arrogance.

L'euphorie s'est dissipée en 2015, quand Rajapaksa a subi une défaite humiliante [à l'élection présidentielle] face à Maithripala Sirisena, ancien secrétaire général du Parti de la liberté du Sri Lanka (SLFP). Mais la famille est revenue aux affaires en 2019 [à la faveur d'un imbroglio politique et constitutionnel ayant débouché sur l'élection à la présidence de Gotabaya, frère de Mahinda, celui-ci étant devenu Premier ministre].

Au fil d'une carrière politique de plus d'un demi-siècle, Mahinda Rajapaksa a défendu les droits humains, mobilisé la rue, s'est fait le champion de la Palestine et des pauvres, et a joué le rôle de sauveur des bouddhistes cinghalais [face aux Tamouls]. Tel un roi d'autrefois, il a disposé d'un pouvoir absolu, régnant avec arrogance et des nerfs d'acier. Interrogé sur ce népotisme lors d'une interview accordée à *Al-Jazeera*, Rajapaksa ne s'est pas laissé désarçonner et a déclaré : "*Les gens continuent de voter pour des membres de la famille Rajapaksa. Qu'y puis-je? Quand ils ne voudront plus les voir, ils les chasseront.*"

Depuis le 3 avril, quatre Rajapaksa ont démissionné de leurs fonctions sous la pression publique.

Et la fin est survenue, sans prévenir. La colère de la population a commencé à se focaliser sur la famille Rajapaksa tandis que le fardeau économique s'alourdissait, les autorités n'exprimant aucun remords et ne fournissant aucune explication face à l'effondrement financier. Les gens ont été poussés à bout. Sous le poids de la flambée du coût de la vie, des manifestations ont éclaté dans toute l'île, en particulier sur l'esplanade emblématique du front de mer de la capitale connue sous le nom de "Galle Face".

La contestation a enflé et, par son ampleur, a démontré que la famille Rajapaksa n'était plus aussi populaire qu'autrefois. Outre les appels à un départ collectif, les manifestants ont exigé l'ouverture d'enquêtes pour malversation, la récupération des avoirs volés et une action en justice contre les Rajapaksa. La population a accusé la famille d'être responsable de la faillite de l'île.

Tandis que les gens faisaient chaque jour la queue pour obtenir du carburant et du gaz, et que médicaments et produits alimentaires se raréfiaient, le pays s'est progressivement transformé en gigantesque terrain de manifestations. La désinvolture du gouvernement n'a fait que jeter de l'huile sur le feu. Depuis le 3 avril, quatre Rajapaksa ont démissionné de leurs fonctions, sous la pression écrasante de l'opinion publique. La famille est le dos au mur.

La situation a atteint son paroxysme le 9 mai, en raison de l'entêtement de Mahinda Rajapaksa, lui qui fut autrefois l'un des politiciens sri-lankais les plus aimés. Soudain, des hommes de main ont surgi de l'édifice du Premier ministre, dont certains armés de bâtons. Ils ont attaqué les manifestants de Galle Face, démantelé les abris improvisés, et frappé les gens. Le point de non-retour était franchi. En quelques heures, les domiciles des fidèles des Rajapaksa ont été réduits en cendres. Neuf personnes ont perdu la vie [et 200 ont été blessées] dans les violences qui ont secoué le pays. [Mahinda a fini par démissionner et a été remplacé le 12 mai par Ranil Wickremesinghe, Premier ministre pour la sixième fois.]

Revirement partisan. À mesure qu'ils gagnent en pouvoir et en influence, les dirigeants populistes sous-estiment souvent le pouvoir de l'humble électeur anonyme. Un homme autrefois vénéré par certains comme un père, respecté en tant que dirigeant victorieux, a finalement dû quitter sa résidence officielle sous l'étroite protection de son service de sécurité, fuyant les caméras et craignant pour sa vie. Ceux qui l'aimaient et le soutenaient se sont retournés contre lui. Ses propres partisans se sont mués en manifestants.

L'ascension et la chute de Mahinda Rajapaksa sont riches en leçons pour les populistes, les affamés de pouvoir et les faucons. Et encore plus pour nous autres électeurs, au sujet de nos choix. Au bout du compte, Mahinda Rajapaksa laisse derrière lui un legs qu'il n'avait pas prévu : la défaite, l'humiliation et la rancœur publique.

—Dilrukshi Handunnetti
Publié le 10 mai

SOURCE

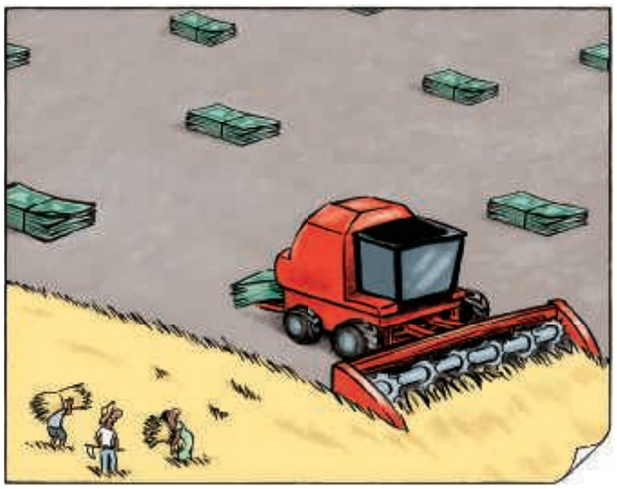
THE WIRE
New Delhi, Inde
Quotidien
thewire.in

Lancé en mai 2015 par Siddharth Varadarajan, ex-rédacteur en chef du quotidien *The Hindu*, et Sidharth Bhatia, cofondateur du quotidien *Daily News and Analysis* (à Bombay en 2005), ce site traite des grands sujets d'actualité en Inde et en Asie du Sud et fait la part belle aux reportages et aux articles longs.

afrique

Alimentation. Fonds de tension

En un an, les prix alimentaires ont flambé de 30 %. Pourtant il n'y a pas de pénurie malgré la guerre en Ukraine. Les responsables sont des spéculateurs qui jouent avec les cours des produits.



↙ *Dessin de* **Bénédicte** *paru dans* **24 Heures,** *Lausanne.*

—The Continent (*extraits*)
Johannesburg

L'Égypte importe l'essentiel du blé qu'elle consomme. En 2011, l'explosion du prix du pain a contribué au déclenchement de manifestations qui ont fini par renverser le gouvernement. En avril 2022, l'instance publique égyptienne chargée de l'approvisionnement en blé en a acheté 350 000 tonnes à 450 dollars la tonne. En février, le même produit coûtait 252 dollars.

Dans l'intervalle, la Russie a envahi l'Ukraine. Ces deux pays sont parmi les plus grands producteurs céréaliers du monde. Les sanctions et la guerre vont réduire leurs stocks, mais d'autres pays sont intervenus et cultivent davantage de céréales, on en déduit donc que d'autres facteurs font grimper le cours des céréales et d'autres produits alimentaires.

Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les prix alimentaires sont en moyenne 30 % plus élevés actuellement qu'en 2021. Ils sont à leur plus haut niveau depuis que l'organisation a commencé à tenir des statistiques, en 1990. Le Programme alimentaire mondial (PAM) s'attend à ce que son budget affecté à l'achat de nourriture augmente de 50 % cette année.

Marchés dérégulés. Ne serait-ce qu'en Afrique de l'Ouest, il faudra prévoir un budget supplémentaire de 136 millions de dollars par an. C'est la troisième crise des prix alimentaires en quinze ans. La Banque mondiale estime que chaque hausse d'un point de pourcentage dans le secteur alimentaire pousse 10 millions de personnes en plus dans l'extrême pauvreté.

Le pis, c'est que la production mondiale de nourriture a augmenté pendant la même période. Actuellement, il y a 30 % de plus de céréales dans les réserves mondiales que les quantités nécessaires pour nourrir toutes les populations. En dépit de l'instabilité politique et des dérèglements climatiques.

Le cours du blé de meunerie à Paris, plus grand marché aux grains d'Europe, est symptomatique de la conjoncture actuelle. En 2018, environ un quart des contrats alimentaires étaient spéculatifs. Ce chiffre a depuis triplé, pour atteindre trois quarts.

Ces marchés permettent aux futurs stocks d'être vendus dès aujourd'hui. Habituellement, un agriculteur estime le volume de sa récolte en fin de saison ; un négociant convient de l'acheter à un prix donné. L'agriculteur est alors rémunéré pour acheter de l'engrais et tout ce dont il a besoin pour produire cette récolte. Ensuite, il livre le blé. Cette série d'étapes présente toutefois des risques : les récoltes peuvent être mauvaises, des guerres sont susceptibles d'éclater, une récolte exceptionnelle peut entraîner un effondrement des prix.

Pour gérer ce risque, le négociant peut vendre un contrat pour le même volume de céréales sur le marché à terme. C'est à ce stade qu'intervient le spéculateur : un investisseur peut parier sur une hausse du prix d'ici à la récolte [en raison de la météo, d'une pénurie…] et acheter le contrat proposé. Si le prix augmente, l'investisseur encaissera la différence.

Une spéculation maîtrisée permet aux agriculteurs et à leurs acheteurs de limiter leurs risques et de prémunir leurs revenus des imprévus et des instabilités. Mais si la spéculation est excessive, la demande artificielle des spéculateurs peut pousser à la hausse les prix des contrats à terme, indépendamment de l'offre et de la demande réelles. Comme les prix de ces contrats servent de référence pour le cours réel du blé, les prix alimentaires en font les frais.

Depuis le début du XXIe siècle, les investisseurs institutionnels comme les fonds de pension se sont engagés sur les marchés à terme de matières premières, vus comme une protection contre l'inflation. Les prix des contrats à terme sont [donc] dictés par les arbitrages de ces organismes en matière d'investissement, qui n'ont rien à voir avec les fondamentaux du marché.

Normalement, la nourriture est achetée en supposant qu'elle peut être revendue avec une marge. Plus il y a de nourriture, moins elle coûte cher et moins il y a de bénéfices à en tirer. Par conséquent, les prix alimentaires évoluent d'une année à l'autre, car les sécheresses et les inondations alternent avec les récoltes exceptionnelles dans les différentes régions du monde. En revanche, une spéculation excessive des investisseurs, qui voient l'alimentation comme toute autre matière première, change la donne. L'offre et la demande ne sont plus les principaux arbitres des prix. Depuis une quinzaine d'années, ce phénomène a créé de fortes fluctuations alors même que les réserves mondiales sont stables.

"Prédateurs". Entre janvier et avril 2022, au moins 1,3 milliard de dollars a été versé dans deux fonds de contrats de marchandises, gérés par Teucrium et Invesco. En octobre 2021, le gestionnaire de Teucrium responsable du blé écrivait sur le site de l'entreprise : *"Si l'inflation des prix alimentaires risque d'avoir des effets négatifs sur l'économie mondiale, les investisseurs éclairés pourraient tirer partie d'une tendance à la hausse des prix."*

Auteur d'un rapport sur les prix alimentaires paru au printemps 2022, le groupe de travail d'Olivier De Schutter (rapporteur spécial de l'ONU sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme, et coprésident du Groupe international d'experts sur les systèmes alimentaires durables - Ipes-Food) a souligné que *"les prédateurs financiers qui font des paris sur l'alimentation"* et *"jouent sur les prix de la nourriture"* étaient des facteurs à l'origine de la flambée des prix.

En réponse, Teucrium s'est contenté de déclarer que *"les flux d'investissement dans les matières premières permettent, à terme, un approvisionnement (alimentaire) plus fiable et un gain de stabilité sur la durée"*. Invesco, lui, a souligné la violence des phénomènes météorologiques pour justifier les fluctuations des prix.

Le 4 mai, la sixième édition du Rapport mondial sur les crises alimentaires est parue, travail conjoint de plusieurs organisations dont le PAM. Il conclut que, en République démocratique du Congo, 21 millions de personnes sur une population de 90 millions sont classées comme étant en crise alimentaire : elles sautent des repas et utilisent toutes leurs économies pour continuer à se nourrir. Dans ce pays, 7 autres millions de personnes sont dans la catégorie dite *"urgence alimentaire"*, c'est-à-dire qu'elles risquent de mourir de faim. Le rapport estime que la hausse des prix alimentaires aggravera énormément la faim dans le monde en 2022, notamment dans le nord du Nigeria, au Burkina Faso, au Niger, au Kenya, au Soudan du Sud et en Somalie.

—Margot Gibbs, Thin Lei Win et Sipho Kings
Publié le 7 mai

Une inflation galopante

●●● Dans certains pays africains, l'inflation est à deux chiffres et les prix de produits essentiels grimpent de façon inexorable. Au Zimbabwe, *"l'inflation a fait un bond de 23,7 points de pourcentage"*, rapporte le site **African Manager** – elle a doublé en un mois. Le site d'information économique cite la Reserve Bank of Zimbabwe, selon laquelle *"la récente hausse de l'inflation mensuelle est passée de 7,7 % en mars à 15,5 % en avril"*. Le pays d'Afrique australe n'est pas le seul à connaître une inflation problématique. Madagascar s'attend à une inflation de 8 % d'ici la fin de l'année, annonce **Tribune Madagascar.** Même chiffre pour l'Afrique du Sud, selon **Afrimag,** qui indique que cette hausse s'inscrit dans un contexte marqué par l'impact mondial du conflit entre la Russie et l'Ukraine et la hausse des taux d'intérêt de la banque centrale américaine.

Dossier



ELON MUSK FAIT SA LOI

Depuis qu'il a annoncé vouloir s'offrir Twitter pour 44 milliards de dollars, le très controversé milliardaire américain n'a rien perdu de son impulsivité. Le 13 mai, il a encore joué avec les nerfs des investisseurs en annonçant la suspension du rachat. Le signe d'un retrait ou une façon de renégocier? Quoi qu'il en soit, sa volonté de faire main basse sur la conversation mondiale en imposant sa vision d'une liberté d'expression totale inquiète la presse étrangère.

Un “absolutiste de la liberté d’expression”

Le milliardaire américain veut libérer la parole sur Twitter. Mais cette modération minimale se heurte à une foule d’obstacles juridiques.

—The Observer *(extraits) Londres*

Bien qu’énoncée dans 95 pages de jargon juridique, la mise en garde de Twitter à Elon Musk était claire : n’utilisez pas votre pouvoir considérable sur notre réseau social pour vous en prendre à l’entreprise. Et le milliardaire en passe d’acquérir Twitter a bien signé, dans le cadre de cette transaction à plus de 44 milliards de dollars [plus de 42 milliards d’euros], un accord l’autorisant à s’exprimer sur l’opération à la condition expresse que *“ses tweets ne portent tort ni à l’entreprise ni à aucun de ses représentants”*.

Quelques heures plus tard, celui qui se présente comme un *“absolutiste de la liberté d’expression”* balançait sur le réseau des piques contre la direction de Twitter, dont un échange avec le podcasteur politique Saagar Enjeti qui avait qualifié Vijaya Gadde, la chef du service juridique de l’entreprise, de *“grande championne de la censure”*. Bien évidemment, selon l’un des effets les plus pervers des réseaux sociaux, pour Vijaya Gadde ce fut immédiatement l’hallali. Certains lui ont souhaité de perdre son travail, d’autres, sans crainte de l’hyperbole, ont affirmé qu’elle *“entrerait dans l’histoire en tant que personne épouvantable”*.

En annonçant la signature de l’accord pour le rachat de Twitter [à la fin avril], Musk s’était enflammé : *“La liberté d’expression est le socle d’une démocratie en bonne santé; et Twitter, l’agora numérique où sont discutés les enjeux essentiels de l’avenir de l’humanité.”* Le milliardaire a beau être coutumier des tweets polémiques, son post sur Vijaya Gadde en a inquiété plus d’un quant à sa conception de la liberté d’expression.

“Je crois qu’il a de la liberté d’expression une idée à la fois contradictoire et stupide”, lâche Jillian York, elle-même militante de la liberté de parole et autrice de *Silicon Values. The Future of Free Speech Under Surveillance Capitalism* [“Les Valeurs de la Silicon Valley. L’avenir de la liberté d’expression à l’ère du capitalisme de surveillance”, non traduit en français]. *“Faire preuve d’absolutisme en la matière sur une plateforme comme Twitter, c’est mettre sous le tapis les dégâts très réels qu’un tel réseau social, d’échelle mondiale, peut causer, par exemple s’il est mis à profit par des acteurs malveillants, comme Daech ou l’extrême droite.”*

De fait, souligne-t-elle, il faut distinguer l’idée de liberté d’expression telle qu’elle se concrétise, par exemple, au Speakers’ Corner de Londres [espace réservé dans Hyde Park où chacun peut prendre la parole] et sa déclinaison en ligne, où chacun peut *“hurler [ce qu’il veut] à des milliards de personnes”*. La militante insiste : *“Sur une plateforme comme Twitter, on peut en une seconde ravager la vie d’un individu.”*

Pour le Center for Countering Digital Hate, une association de lutte contre la haine en ligne, lever le bannissement de Trump [comme l’a annoncé Elon Musk le 10 mai, lors d’une conférence organisée par le *Financial Times*], la figure de l’extrême droite britannique Katie Hopkins ou le fondateur d’Infowars, Alex Jones, reviendrait à dire que les règles de sécurité de Twitter *“n’ont plus cours”*.

Enjeu politique. Si cette transaction inquiète tant, c’est aussi parce que cette plateforme colossale se retrouverait dans les mains d’une seule personne. Certes, la majorité de ses 217 millions d’utilisateurs quotidiens s’informent ailleurs : en Europe, ils ne sont que 9 % à utiliser Twitter comme source d’information, 12 % en Amérique du Nord, 14 % au Royaume-Uni, et 35 % en Afrique, selon le Reuters Institute for the Study of Journalism (RISJ), à l’université d’Oxford. Mais ces utilisateurs assidus – journalistes, commentateurs, célébrités, personnalités politiques – ont souvent, dans le domaine de la politique et des médias, un pouvoir digne des influenceurs.

“De ce fait, l’acquisition [de Twitter] par un magnat des affaires soulève les mêmes questions que lorsque de grands médias ou d’autres réseaux sont détenus par une personne richissime : il y a là un enjeu politique, qui dépend de la façon dont chaque pays réglemente la détention de ce genre d’entreprises”, analyse Rasmus Kleis Nielsen, le directeur du RISJ.

La vente de Twitter ne devrait pas être examinée par les autorités américaines de la concurrence, mais des personnalités politiques commencent à mettre sur la table la question de l’encadrement d’Internet, et les enjeux de liberté d’expression qui l’accompagnent. Des lois décisives sont dans les tuyaux au Royaume-Uni et dans l’Union européenne (UE), qui forcément changeront le paysage de l’*“agora”* d’Elon Musk.

À Londres, le gouvernement planche sur un texte sur la sécurité en ligne qui met les entreprises de la tech dans l’obligation → 30

← *Dessin de* **Tony Bell** *paru dans* **The Sunday Times,** *Londres.*.

SOURCE

THE OBSERVER
Londres, Royaume-Uni
Hebdomadaire
observer.co.uk

Le plus ancien des journaux du dimanche (fondé en 1791) est aussi l’un des fleurons de la “qualité britannique”. Il appartient au même groupe que *The Guardian*, mais est d’obédience libérale. Le journal est réputé pour ses enquêtes, fouillées et sérieuses. En plus de ses suppléments réguliers, *The Observer* publie deux excellentes revues sur la gastronomie et le sport (*Food Monthly* et *Sports Monthly*).

Revue de presse

Le suspense du vendredi 13

Est-ce le signe d’un retrait ou une façon d’obtenir un rabais ? En annonçant, le 13 mai au matin, la *“suspension temporaire”* de son rachat de Twitter pour 44 milliards de dollars, Elon Musk a déclenché une vague de suppositions dans les milieux financiers et la presse internationale sur le sens à donner à ce énième rebondissement. Selon les analystes financiers, *“il pourrait chercher à renégocier le prix ou même abandonner le rachat”*, résume la **BBC.**

Avec ce tweet, Elon Musk, qui dit attendre des précisions sur le nombre de faux comptes, a *“fait plonger le géant des réseaux sociaux dans un nouveau gouffre”*, relève **Bloomberg.** L’action Twitter a décroché, tandis que celle de Tesla gagnait 5 %. Une réaction logique des marchés, qui doutaient déjà de *“la capacité de Musk à mener à bien son acquisition”*, ajoute le média économique américain.

La **Frankfurter Allgemeine Zeitung** fait remarquer que *“l’existence de faux comptes ne doit pas surprendre Musk”*, lui qui *“avait déclaré que l’un de ses objectifs était de bannir de la plateforme les robots de spams”*. Cependant, reconnaît le quotidien allemand, *“on ne sait pas si Elon Musk pourrait utiliser le motif selon lequel Twitter aurait fourni des informations imprécises sur leur nombre pour se retirer de l’accord ou pour faire baisser son offre”*.

Alors, ira, ira pas ? Dans les documents financiers déposés devant les autorités boursières américaines, Twitter comme Elon Musk sont convenus d’une indemnité de 1 milliard de dollars *“au cas où l’une des deux parties annulerait l’accord”*. Une coquette somme qui, selon les experts consultés par la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, n’est pas suffisante pour empêcher Elon Musk de *“simplement changer d’avis sans se justifier”*.

Deux heures après son tweet “disruptif”, Elon Musk en a posté un autre pour dire qu’il était *“toujours engagé dans l’acquisition”*, note le **Financial Times.** Ce qui a *“aidé les actions [Twitter] à essuyer les pertes”*. Pour le quotidien de la finance, *“l’effet de sa notification sur le plan juridique n’est pas clair, pas plus que les raisons qui l’ont poussé à mettre l’accord en suspens”*. En revanche, *“le doute introduit par le tweet de Musk est le dernier exemple en date du tourbillon dans lequel se déroule la transaction”*. Pour l’instant, c’est Twitter qui perd le plus de plumes. L’action se négocie *“avec une décote de 26 % par rapport au prix de 54,20 dollars par action qu’Elon Musk a accepté de payer à la mi-avril”*. Preuve *“que les investisseurs ne croient pas qu’un accord sera conclu à ce prix, voire conclu tout court”*.

—Courrier International

© NEWS LICENSING

29 ← de protéger leurs utilisateurs contre les contenus nuisibles. Les contenus visés sont pour certains déjà interdits par Twitter et d'autres réseaux, en particulier les posts reprenant des actes considérés délictueux hors ligne, comme les incitations au terrorisme ou les contenus pédopornographiques.

Mais la législation britannique imposera aussi aux grandes plateformes telles que Twitter, Facebook et TikTok d'encadrer la publication de contenus *"licites mais préjudiciables"*, autrement dit ceux qui, sans être passibles de sanctions légales, peuvent faire des dégâts psychologiques ou physiques.

Responsabilité. Dans l'Union européenne aussi est mise en œuvre une nouvelle législation sur les services numériques (Digital Services Act, DSA), qui exige des grands réseaux sociaux qu'ils agissent plus résolument contre les contenus illicites. Ils seront ainsi contraints d'offrir à leurs utilisateurs les moyens de signaler ces contenus *"de manière simple et efficace"*, afin qu'ils soient rapidement supprimés. *"Twitter, même quand il appartiendra à M. Musk, doit modérer les contenus dans le respect de la législation européenne. S'il veut faire des affaires dans l'UE, il n'a pas le choix"*, résume l'eurodéputée danoise Christel Schaldemose, rapporteuse du texte.

Aux États-Unis, la modération des contenus est depuis des années un sujet abondamment débattu par le législateur. Si certains points de réforme ont le soutien des deux partis, la question de savoir si les plateformes doivent être tenues pour responsables des contenus publiés, et comment le faire, reste très controversée.

Aujourd'hui, le paragraphe 230 du Communications Decency Act de 1996 décharge les plateformes de toute responsabilité pour les contenus postés par des tiers. Donald Trump comme Joe Biden ont tour à tour affiché leur soutien à une réforme de ce dispositif, pour des raisons différentes, bien sûr. Les républicains invoquent, sans preuve pour l'essentiel, une censure des opinions de droite sur les réseaux sociaux, tandis que les démocrates dénoncent l'impunité avec laquelle ces réseaux véhiculent actuellement des contenus néfastes et des informations trompeuses, voire fausses.

"Quelles que soient les intentions d'Elon Musk, réformer le paragraphe 230 va en fait compliquer la tâche des réseaux qui doivent modérer les contenus nuisibles dans le respect des droits humains, et qui vont vraisemblablement supprimer quantité de contenus tout à fait licites pour s'éviter des actions en justice", relève Evan Greer, qui dirige l'association de défense des droits sur Internet Fight for the Future.

L'accord de rachat de Twitter prévoit une clause de dédit assortie d'une indemnité de 1 milliard de dollars, payable par l'une ou l'autre des parties selon les conditions dans lesquelles la transaction échouerait. Face aux obstacles redoutables qui se dressent devant une mise en œuvre de la liberté d'expression selon ses vœux, Elon Musk pourrait ne pas trouver ça si cher payé.

Dan Milmo, Johana Bhuiyan
Publié le 30 avril

À la une



BAISSE DE RÉGIME POUR LES GAFAM

L'émoticone à la une de **Newsweek** est dépité. Un œil pour Google, l'autre pour Facebook, le nez en pomme Apple et la bouche inversée d'Amazon qui tire la grimace. Le titre *Power Down* ("baisse de régime") joue sur le double sens du mot *power* en anglais (pouvoir et alimentation). Le sous-titre, en forme de trilogie, *"Nouvelles lois. Actions en chute libre. Indignation publique"*, précise le constat dressé par le magazine : les géants de la tech n'ont jamais été aussi fragilisés. Dépréciation boursière pour Facebook, désaveu du public pour leurs pratiques publicitaires, et pression législative aux États-Unis et en Europe pèsent sur leur bonne fortune.

L'homme qui décide plus vite que son ombre

Caprice de milliardaire ou impulsion visionnaire ? Comme aucun autre magnat de la tech, le patron de Tesla et de SpaceX, qui vient de s'offrir Twitter, fonce et décide seul. Portrait.

—The New York Times *(extraits)*
New York

Quand Twitter a dû négocier son rachat par Elon Musk, le mois dernier, le réseau social a dégainé un arsenal tout droit inspiré du parfait petit manuel de l'acquisition d'entreprises. C'est tout l'inverse de ce qu'a fait Elon Musk, l'homme le plus riche du monde.

Elon Musk n'avait aucune idée de la façon dont il allait financer ni gérer Twitter, selon un proche collaborateur. Pour mener à bien cette transaction à 44 milliards de dollars [41,2 milliards d'euros], il s'est tourné vers un petit cercle d'intimes, parmi lesquels le directeur de son bureau d'investissements personnel, Jared Birchall, et son avocat, Alex Spiro. Et quand Twitter a résisté à ses avances, c'est par une série de tweets, tantôt espiègles, tantôt agressifs, mais toujours impulsifs, qu'Elon Musk a mis la pression.

Les milliardaires de la tech comme Bill Gates [Microsoft], Jeff Bezos [Amazon] et Larry Page [Google] ont plutôt l'habitude de faire des plans à long terme et de s'entourer d'une armée d'avocats, de chargés de communication et de conseillers en tout genre. Elon Musk, 50 ans, ne fait rien comme eux.

Avant lui, aucun magnat des affaires n'avait agi ainsi : sur des coups de tête, par caprice, et avec la certitude d'avoir à 100 % raison – tel est le portrait qui ressort des entretiens menés avec plus de 30 employés, investisseurs et collaborateurs d'hier et d'aujourd'hui. Tous s'accordent à dire que cet homme qui a parié avec succès sur les voitures électriques, le vol spatial et l'intelligence artificielle est quelqu'un qui, bien souvent, et dans les moments critiques en particulier, improvise, déjoue les attentes des experts, et ne se fie à personne d'autre qu'à lui-même.

Pour fonctionner ainsi, Elon Musk s'est construit un réseau très fermé d'une petite dizaine de personnes qui, pour l'essentiel, approuvent ses décisions et exécutent ses ordres. Parmi eux, son frère cadet Kimbal Musk, Jared Birchall et Alex Spiro et plusieurs *chiefs of staff* [l'appellation, inspirée du chef d'état-major dans l'armée et du directeur de cabinet en politique, qui fait florès dans le milieu des start-up, désigne un bras droit]. Pour accompagner son bouillonnement d'idées, Elon Musk crée sans cesse de nouvelles entreprises, organisées pour la plupart de façon que lui reste toujours aux manettes. Et dans ce vaste empire d'entreprises très diverses, il a placé un peu partout ses lieutenants de confiance.

Une fois qu'il a identifié ce qu'il appelle lui-même la *"voie critique"* de chaque entreprise, son projet phare, il reprend la main pour s'assurer que sa vision se concrétise, en contrôlant les moindres détails, de la conception jusqu'à la mise en œuvre d'une technologie. Cet esprit brillant a donné naissance au constructeur automobile le mieux valorisé en Bourse et à une entreprise spatiale ultra-innovante, en gagnant le respect de ses ingénieurs – qui le craignent aussi.

Fort de l'appui de cette petite équipe et ne puisant que dans ses propres idées, Elon Musk parvient à décider seul et à agir à sa guise, au point qu'il est devenu une sorte de Howard Hughes [aviateur, producteur et réalisateur de cinéma, et homme d'affaires richissime, célèbre pour son excentricité] des temps modernes – et tant pis si ses méthodes fantasques font des dégâts. Le milliardaire travaille comme *"seuls les meneurs les plus solides savent le faire"*, estime Tim Draper, un investisseur en capital-risque qui a soutenu Tesla et SpaceX, les deux fleurons de Musk. *"On pense à JFK, George Washington et Ronald Reagan."*

Dans les moments critiques en particulier, il improvise, déjoue les attentes des experts, et ne se fie à personne d'autre qu'à lui-même.



↑ Elon Musk à New York, en avril 2019. *Photo Jefferson Siegel /The New York Times*

Lors d'une conférence, en 2018, Elon Musk a expliqué qu'il agissait de manière impulsive. Une leçon apprise il y a plus de vingt-cinq ans, après avoir fondé sa première start-up, Zip2. *"Je n'ai pas vraiment de business plan,* a-t-il dit. *J'en avais un à l'époque de Zip2, mais ces trucs-là sont toujours faux. Par la suite, je ne me suis plus embêté avec ça."* Cette méthode pourrait avoir des répercussions sur ce qu'il va faire de Twitter.

La société de San Francisco, dont le milliardaire devrait devenir propriétaire dans les six mois, est sens dessus dessous depuis l'annonce du rachat. *"Nous ne savons pas quelle direction prendra l'entreprise"* une fois Elon Musk aux manettes, déclarait [fin avril] le PDG de Twitter, Parag Agrawal, à ses plus de 7000 collaborateurs. Le réseau social n'a pas souhaité répondre à nos questions. Elon Musk, qui n'a pas non plus répondu à nos demandes, n'ignore rien du chaos qu'il sème. En 2018, dans des e-mails au sujet d'une poursuite en diffamation à propos d'un de ses tweets, il se qualifiait lui-même d'idiot – en des termes plus fleuris.

Né à Pretoria, en Afrique du Sud, Elon Musk s'est intéressé aux ordinateurs et à la programmation dès l'enfance. Après avoir commencé ses études au Canada, il s'installe en 1992 aux États-Unis, où il sort diplômé en économie et en physique de l'université de Pennsylvanie, avant de s'inscrire en doctorat de physique à l'université [californienne] de Stanford. Mais presque aussitôt, il quitte Stanford pour se lancer dans les affaires. Zip2, sa première start-up, créée en 1995, est un guide touristique en ligne et une entreprise familiale avec son frère Kimbal – qui sera rachetée plus de 300 millions de dollars par le fabricant informatique Compaq.

La surprise du chef. En 1999, Elon Musk participe à la fondation de X.com, une société de paiement en ligne plus connue par la suite sous le nom de PayPal. C'est à partir de là qu'il se lance dans des déclarations publiques intempestives, qui prennent ses propres employés au dépourvu. En direct à la télévision, cette année-là, il annonce que l'entreprise garantira toutes les transactions des enchères sur le site de commerce en ligne eBay. Ses ingénieurs l'apprennent en même temps que les téléspectateurs, se souvient un collaborateur de l'époque, et vont devoir mettre au point la fonctionnalité en un temps record.

En 2000, Elon Musk est débarqué de X.com par son conseil d'administration et son président, Peter Thiel, en raison de désaccords sur la stratégie de l'entreprise. La pilule est amère pour Musk, qui en tire rapidement une conclusion : à l'avenir, lui et lui seul sera décisionnaire.

Au fur et à mesure qu'il crée de nouvelles entreprises (il fonde SpaceX en 2002, investit dans Tesla en 2004), Elon Musk s'assure de pouvoir imposer sa volonté dans chacune. Dès les premières années de SpaceX, il investit plus de 100 millions de dollars de sa poche et exerce un contrôle majoritaire sur l'entreprise. Chez Tesla, il détient 16 % du capital et place au conseil d'administration plusieurs personnes acquises à sa cause, à commencer par son frère et Antonio Gracias, un ami et investisseur de longue date. *"Il n'y a pas de problème à avoir tous ses œufs dans le même panier, tant que vous seul décidez de ce qu'il arrive au panier",* lâchait-il au magazine *Inc.* en 2007.

Aujourd'hui, Elon Musk supervise – ou est associé dans – une bonne dizaine de sociétés, cotées ou non, et même des holdings comme Wyoming Steel, avec laquelle il gère son patrimoine immobilier. Sa fortune nette est → 32



← Elon Musk à Cap Canaveral, en Floride, devant la fusée Falcon Heavy de SpaceX, en 2018. *Photo Todd Anderson /The New York Times*



↙ Peter Thiel et Elon Musk en 2000, avant l'éviction de Musk de la société PayPal qu'ils ont lancée ensemble sous le nom de X.com. *Photo Paul Sakuma/Associated Press/Sipa*

31 ← évaluée à 250 milliards de dollars [237 milliards d'euros, tombée à 232 milliards de dollars au 11 mai, soit 220 milliards d'euros].

Au fil de ses créations d'entreprises, Elon Musk a glané des associés qu'il a pu placer un peu partout. Il y a eu notamment Mary Beth Brown, embauchée en 2002 comme assistante de Musk. "MB", comme on l'appelle, devient très vite une sorte de *chief of staff,* s'occupant aussi bien des demandes des médias, de certains dossiers financiers pour SpaceX et Tesla, que d'organiser la vie personnelle de son patron, raconte Ashlee Vance, auteur d'*Elon Musk. Tesla, PayPal, SpaceX : l'entrepreneur qui va changer le monde.*

"Quand Elon dit…" La même année, l'entrepreneur recrute Gwynne Shotwell, la septième employée de SpaceX. Comme présidente et directrice d'exploitation de l'entreprise spatiale, elle a été l'artisane de sa croissance et reste l'une des plus anciennes salariées de Musk. Lors d'une conférence, en 2018, Gwynne Shotwell exposait sa façon de "gérer" Elon Musk : *"Quand Elon dit quelque chose, il ne faut pas réagir au quart de tour en mode 'Mais c'est infaisable', ou 'On ne pourra jamais faire ça, je ne sais même pas comment m'y prendre'. On se tait, et on prend le temps de réfléchir. Et on finit par trouver le moyen d'y arriver."*

Peu à peu, Elon Musk a aussi commencé à considérer son portefeuille d'entreprises comme une seule et unique entité.

En 2015, avec Sam Altman, un entrepreneur de la Silicon Valley, et un groupe de chercheurs, il fonde OpenAI, un laboratoire qui planche sur le développement de l'intelligence artificielle au service de l'humanité. En l'espace de quelques mois, il enrôle plusieurs chercheurs d'OpenAI pour l'aider à mettre au point l'Autopilot, le système d'aide à la conduite de Tesla, assurent deux proches de ces travaux. Par la suite, il nommera un ingénieur d'OpenAI, Andrej Karpathy, à la direction de l'intelligence artificielle du constructeur automobile.

Sept mois après avoir lancé OpenAI, Elon Musk fonde Neuralink, qui vise à concevoir une interface cerveau-ordinateur. OpenAI et Neuralink sont installées dans le même immeuble, à San Francisco, dans le quartier de Mission District, et les deux entreprises ont même organisé un temps des déjeuners communs dans l'idée de nouer des collaborations.

En 2016, l'empire Musk est tentaculaire. Et dans les situations tendues, le management du milliardaire prend parfois une vilaine tournure.

En juin, cette année-là, Tesla fait face aux retombées d'un accident mortel : Joshua Brown était en mode Autopilot quand son véhicule s'est encastré dans un semi-remorque sur une autoroute. Paul Hemmersbaugh, directeur juridique de la National Highway Traffic Safety Administration, explique que [l'agence américaine chargée de la sécurité routière] ouvre une enquête sur l'Autopilot. Au bout du fil, Elon Musk explose, racontent quatre sources proches des faits. Hurlant dans le combiné, il menace l'agence de poursuites si elle persiste dans sa volonté d'enquêter. Le lendemain, il reviendra sur ces propos, et l'agence fédérale poursuivra ses investigations.

Les décisions impromptues d'Elon Musk ont bien souvent mis ses équipes en difficulté. En septembre 2016, il se rend au Congrès international d'astronautique à Guadalajara, au Mexique, pour y faire une annonce sur le projet de SpaceX de lancer des vols habités vers Mars. Jusqu'à ce qu'il monte sur l'estrade, certains de ses cadres, pourtant chargés d'informer la Nasa et les autres partenaires, n'ont aucune idée de ce qu'il prévoit de dire. Elon Musk s'exprime une heure durant et fait état d'un risque *"assez élevé"* que des passagers meurent lors de ce premier voyage vers Mars.

Les mains dans le cambouis. Le milliardaire vit une année 2018 chargée et fait les frais de ses méthodes de franc-tireur impulsif. Chez Tesla, le patron met la pression pour augmenter la production de la berline Model 3. Convaincu qu'on n'est jamais mieux servi que par soi-même, il renvoie le directeur de la fabrication et se lance seul dans une grande réorganisation de la chaîne de montage de l'usine Tesla de Fremont, en Californie. Il lui arrive souvent de dormir sur place, dans une salle de réunion. *"À l'époque, il m'arrivait parfois de ne pas quitter l'usine pendant trois ou quatre jours, je ne mettais même pas le nez dehors"*, racontera-t-il au *New York Times* en 2018. (Tesla annonce finalement avoir atteint ses objectifs de production.)

Après le grand chambardement autour de la Model 3, Elon Musk en a assez de voir Tesla soumise aux pressions de la Bourse. Le 2 août 2018, il rédige un mail au conseil d'administration, avec pour objet : *"Offre de sortie de cotation pour Tesla à 420 dollars"*. Le message ne dit pas grand-chose des modalités de financement d'une telle opération. Le cercle d'intimes est en extase. *"Ce serait génial que Tesla devienne privé"*, textote Kimbal, membre du conseil d'admnistration, à son frère.

> **"À l'époque, il m'arrivait parfois de ne pas quitter l'usine pendant trois ou quatre jours."**
>
> **Elon Musk,**
> À PROPOS DE SON RÔLE CHEZ TESLA EN 2018

Le 7 août, Elon Musk rend l'idée publique avec un tweet : *"J'envisage une sortie de Bourse pour Tesla à 420 dollars. Financement sécurisé." "Pas mal pour mettre le feu ! "* écrit à Musk James Murdoch, le magnat des médias, qui siège au conseil d'administration de Tesla. *"Tout est meilleur quand ça flambe"*, lui répond Elon Musk.

Mais il échouera dans ce projet. Les financements sur lesquels il misait pour la sortie de cotation ne se sont pas matérialisés. En août 2018, les actionnaires de Tesla intentent une action en justice contre lui pour fraude ; un mois plus tard, la Securities and Exchange Commission [le gendarme de la Bourse] porte plainte à son tour.

"En affaires, Elon réduit la paperasse au maximum", déclare, lors de sa déposition en 2018, Deepak Ahuja, alors directeur financier de Tesla. *"Pour lui, vraiment, un engagement verbal et une poignée de mains suffisent."* Musk trouve un accord avec la SEC cette année-là et est condamné à une amende de 20 millions de

Décryptage

LE SYNDROME DU "SAUVEUR BLANC"

Avec son désir d'acheter Twitter, Elon Musk réactualise un mythe solidement ancré dans la psyché de l'Occident, celle du *"sauveur blanc"*, affirme **Middle East Eye.** Le site panarabe s'appuie sur une déclaration du milliardaire, selon laquelle *"Twitter est la place publique numérique où sont débattues des questions vitales pour l'avenir de l'humanité"*. Une telle affirmation et la posture de héros qu'a adoptée Elon Musk traduisent *"une certaine folie messianique"*. Or, s'inquiète *Middle East Eye,* à part son sens de la mise en scène, Musk n'a jamais montré *"d'engagement en faveur de la liberté d'expression"*. Pire encore, certains défenseurs des libertés numériques craignent que son contrôle de Twitter n'ait *"un impact dévastateur"* sur les plus vulnérables en ligne, notamment en matière de droits humains.

Ce qui pose problème

LA MODÉRATION

●●● C'est l'un des principaux défis auxquels sont confrontées toutes les plateformes. Elles ont du mal à contrôler les discours de haine, le harcèlement ou la désinformation, qui entraînent des dommages dans le monde réel. À l'heure actuelle, *"personne ne semble satisfait de la manière dont Twitter décide des contenus à supprimer ou à conserver"*, note **CNET.** Et cela ne va pas s'améliorer. Interrogée par le site américain, Mariana Ruiz Firmat, qui lutte contre les discriminations raciales dans les nouvelles technologies, estime que *"la prise de contrôle de Twitter par Elon Musk se traduira par un relâchement des pratiques de modération sous couvert de 'liberté d'expression'"*. Un changement qui aurait des conséquences sur la politique et la société.

L'OPEN SOURCE

●●● Le milliardaire, qui se décrit comme *"absolutiste de la liberté d'expression"*, a annoncé qu'il donnerait libre accès aux algorithmes de Twitter. Un souci de transparence motivé avant tout par la crainte d'une censure politique. Fausse bonne idée, clament les experts. *"L'accès au code source ne nous donne aucune indication sur la manière dont l'algorithme a été conçu et entraîné*, relève la **MIT Technology Review.** *Ce ne serait donc pas nécessairement un grand progrès en matière de transparence pour Twitter. Parallèlement, cela pourrait accroître les risques pour la sécurité de la plateforme"* en permettant à des individus mal intentionnés d'identifier les failles à exploiter.

L'ANONYMAT

●●● Face aux problèmes liés aux bots et aux faux comptes sur Twitter, à cause desquels il a suspendu son offre de rachat le 13 mai, Elon Musk a proposé d'*"authentifier les vrais comptes humains"*, et précisé que la plateforme se pliera à la législation de chacun des pays où le réseau est présent. *"Autrement dit, certains États pourraient exiger un accès aux données personnelles des utilisateurs qui, dès lors, pourraient risquer des poursuites judiciaires ou des campagnes de harcèlement"*, décrypte **Rest of World,** dans un article consacré au nécessaire anonymat dans certains pays comme l'Arabie saoudite, la Birmanie ou même la Colombie, en particulier pour les communautés LGBTQI et les opposants aux régimes autoritaires en place.

dollars. Le procès intenté par les actionnaires est toujours en cours.

Au même moment, Elon Musk se retrouve poursuivi en diffamation par Vernon Unsworth. Ce spéléologue britannique dénonce le coup de pub du milliardaire qui avait conçu inutilement un mini-sous-marin pour venir au secours de jeunes garçons piégés dans une grotte en Thaïlande. Musk, piqué au vif, avait répliqué en le traitant de *"pédophile"* sur Twitter – d'où le procès en diffamation.

En toute discrétion, Jared Birchall avait alors engagé un prétendu détective privé pour dénicher des informations gênantes sur Vernon Unsworth, animé, précise le dossier judiciaire, par un *"instinct de protection"* envers son patron. Elon Musk a communiqué certains de ses renseignements à un journaliste – ceux-ci se révéleront bidon, le détective n'étant qu'un imposteur.

Twitto compulsif. Dans des échanges avec un consultant en relations publiques avant le procès, Elon Musk a reconnu que le fait de partager des infos avec un journaliste était *"l'une des choses les plus bêtes* [*qu'il ait*] *jamais faites"*. (Le journaliste en question travaille aujourd'hui pour le *New York Times*.) Dans cette affaire, Elon Musk confie sa défense à Alex Spiro, avocat du show-business et notamment de Jay-Z. L'avocat plaide la plaisanterie à propos du tweet d'Elon Musk, qui sera acquitté en décembre 2019. Depuis, les deux hommes sont restés proches.

Dans ses réussites comme dans ses échecs, Elon Musk a une seule constante : Twitter. Il publie en moyenne une dizaine de tweets par jour, sinon plus, pour ses plus de 90 millions d'abonnés, envoyant des piques à ceux qui spéculent sur l'action Tesla, partageant des mèmes ou pérorant sur la pandémie, la politique ou le dogecoin [une cryptomonnaie]. En 2020, il a supprimé le service communication de Tesla, en partie parce qu'il estimait pouvoir s'adresser simplement via le réseau social aux fans et aux clients de la marque, racontent trois anciens employés.

Accro à Twitter, Elon Musk a tout simplement décidé de s'offrir le réseau social. Pour conclure l'accord, le mois dernier, il a demandé à Jared Birchall de gérer la logistique et la communication depuis Twitter, à en croire des documents financiers. Alex Spiro, lui, est chargé de parler aux médias. Elon Musk a aussi créé pour l'occasion trois nouvelles sociétés, baptisées X Holdings I, II et III, impliquées dans la recherche de financements pour le rachat, selon les documents déposés à l'autorité des marchés.

À peine l'accord conclu avec Twitter et célébré d'un tweet assorti d'émojis cœur et fusée, Elon Musk débarquait à Boca Chica, au Texas, pour discuter avec ses ingénieurs d'un nouveau moteur pour SpaceX. [Deux jours après l'annonce, le 28 avril], il postait : *"Twitter, que la fête commence !"*

—Ryan Mac, Cade Metz, Kate Conger

Publié le 3 mai

NOTRE SÉLECTION

Pour commander, scannez le code QR

Ou sinon rendez-vous sur notre site :
https://abo.courrierinternational.com/vpc
ou par téléphone : 03 21 13 04 31
(du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures)



Comment ça va les français ?

Qu'est-ce qui nous rassemble, en tant qu'individus, société et nation? Qu'est-ce qui nous divise? La France racontée par la presse étrangère.

• Format : 230 mm x 297 mm
• 76 pages

8,50 €*

Les révolutions du genre

De #MeToo aux nouvelles masculinités, des droits des LGBTQI à leur visibilité dans la culture, les débats sur le genre et la fluidité passionnent la presse mondiale.

• Format : 230 mm x 297 mm
• 76 pages



8,50 €*



Best of 2021

De l'Afghanistan au Pacifique, la rivalité entre les États-Unis et la Chine redessine l'ordre mondial.

• Format : 230 mm x 297 mm
• 76 pages

8,50 €*

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 31 juillet 2022
** Frais de port en sus en fonction du produit.*
Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande.
Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet : https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co

trans-versales. économie

Environnement..36
Signaux 37

Reconstruire l'Ukraine, à quel prix ?

Infrastructures. De 200 à 500 milliards d'euros devraient être nécessaires pour redresser le pays. Et si l'on veut moderniser l'économie, la reconstruction devra s'accompagner de réformes.



↑ *Dessin de* **Côté** *paru dans* **Le Soleil,** *Québec.*

—The Economist *Londres*

Quand la guerre a pris fin, le pays n'était plus qu'un champ de ruines. Son infrastructure industrielle avait été écrasée par les raids aériens, ses grandes villes anéanties par les bombes, au prix de terribles pertes humaines. Les forces sous commandement russe occupaient l'Est, et des millions de gens fuyaient leur≈brutalité.

Malgré tout, l'économie de l'Allemagne de l'Ouest s'est vigoureusement redressée après 1945, phénomène que l'on ne tarderait pas à appeler le *Wirtschaftswunder* ("miracle économique").

Le parallèle avec l'Ukraine ne convient pas vraiment. L'Ukraine n'est pas à l'origine du conflit qui la dévaste aujourd'hui. Peut-être finira-t-elle par l'emporter, et même si ce n'est pas le cas, elle ne sera pas totalement détruite. Quoi qu'il en soit, la reconstruction sera une tâche monumentale. La guerre menée par Vladimir Poutine n'a pas seulement fait des milliers de morts et déplacé des millions de personnes, 7,1 millions à l'intérieur [7,7 millions selon un rapport de l'Organisation internationale pour les migrations publié le 21 avril] et 4,6 millions à l'étranger [ce chiffre dépassait 5,3 millions le 27 avril selon le HCR]. Elle a entraîné la destruction de logements, d'hôpitaux, de ponts et de ports. Et la fin des hostilités n'est pas en vue.

En croisant des données sur les dommages immobiliers, des chiffres sur le stock de capital du pays et des comparaisons historiques, les chercheurs du Center for Economic and Policy Research (CEPR), un réseau [européen] d'économistes, ont estimé entre 200 et 500 milliards d'euros le coût total de la reconstruction après la guerre. La fourchette haute représente plus de trois fois le PIB de l'Ukraine avant la guerre ; la fourchette basse équivaut à peu près à quatre fois le budget de l'aide extérieure de l'Union européenne.

Un PIB réduit de 45 %. Alors que la guerre se poursuit, les dommages vont s'accroître, et les ressources permettant d'y remédier vont s'amenuiser avec la contraction de l'économie. La consommation d'électricité, un indicateur relativement fiable de l'activité économique, a pour l'instant diminué d'un tiers par rapport à il y a un an.

L'Institut des études économiques internationales de Vienne (Wiiw) estime que les régions directement touchées par la guerre représentent 29 % de la production de l'Ukraine, et que dans ces régions l'activité économique a plus ou moins cessé. Selon une étude de la Banque centrale d'Ukraine, 30 % des entreprises du pays ont arrêté leur production et 45 % l'ont réduite. La Banque mondiale évalue que le PIB va se contracter de 45 % cette année.

Le défi est énorme. Pourtant, la façon dont se dérouleront la reconstruction et les réformes qui l'accompagneront sera tout aussi importante que l'argent dépensé. En principe, de telles sommes pourraient faire plus que simplement rétablir le statu quo en Ukraine – une bonne chose, car ce statu quo était corrompu et dysfonctionnel. Mais si l'on veut que la reconstruction transforme l'économie du pays et la rende plus ouverte et dynamique, beaucoup de choses vont devoir changer.

La façon dont se déroulera la reconstruction sera aussi importante que l'argent dépensé.

Pour l'instant, le gouvernement s'efforce de limiter tant bien que mal les dégâts. Quelque 7 milliards de dollars [6,6 milliards d'euros] de prêts et d'aide financière fournis par l'Occident ont tout juste permis de maintenir à flot les finances publiques. Dans un entretien accordé au *Financial Times* [le 11 avril], le ministre des Finances ukrainien déclare que le déficit budgétaire est de 2,7 milliards de dollars pour le seul mois de mars et devrait atteindre 5 à 7 milliards en avril et en mai.

Malgré tout, divers secteurs de l'économie bénéficient d'une aide sur mesure. Les agriculteurs ont reçu 20 milliards de hryvnias [613 millions d'euros] pour acheter des intrants et des semences pour la saison des semailles qui a commencé. Les industriels peuvent demander des subventions pour se relocaliser sur le territoire. La Russie bloquant la principale voie d'exportation de l'Ukraine par la mer Noire, le gouvernement travaille avec l'Union européenne pour faciliter les échanges par voie terrestre.

Quoi qu'il en soit, l'économie de l'après-guerre sera beaucoup plus modeste qu'avant le conflit – alors qu'elle devra surmonter de nouveaux obstacles. À commencer par la nécessité de déminer les régions affectées. Avant l'invasion du 24 février, le ministère de la Défense ukrainien estimait que le déminage au Donbass, envahi par la Russie en 2014, coûterait 650 millions d'euros.

Ce chiffre va évidemment augmenter ; mais les bénéfices du déminage seront substantiels.

Avec ses riches terres agricoles, l'Ukraine sera probablement en mesure de nourrir sa population dans le besoin. Il sera en revanche plus problématique de lui donner un toit. Un outil de suivi mis en place par l'École d'économie de Kiev établit la valeur des logements détruits à 29 milliards de dollars [27,1 milliards d'euros].

Dommages industriels. La reconstruction des infrastructures et des installations industrielles endommagées coûtera encore plus cher – tout comme la gestion des problèmes liés à la perte de production, au manque d'entretien et à l'absence d'investissement dans ce qui aura échappé à la destruction.

Selon une étude publiée par le Wiiw en 2020, dans les cinq ans qui ont suivi l'invasion du Donbass, en 2014, ce type de dépréciation d'actifs représentait 60 % des 9,5 milliards de dollars de l'ensemble des pertes liées à la destruction des infrastructures pendant la guerre. Si l'on applique un tel surcoût aux 50 milliards de dollars que représente, selon l'École d'économie de Kiev, la destruction de centrales, d'usines, de ponts et de routes, on n'est pas très loin des 119 milliards de dollars de facture totale évoqués récemment par le Premier ministre, Denys Chmyhal.

Le gouvernement a déjà mis en place un fonds de reconstruction, et les ministères réfléchissent à ce qui doit être reconstruit. L'État étant déjà lourdement endetté, et l'économie gravement endommagée, une grande partie de l'argent nécessaire ne pourra venir que de l'étranger. D'aucuns, dont le directeur de la banque centrale d'Ukraine, ont suggéré d'utiliser les actifs russes gelés. En attendant, l'argent devra de toute façon être versé par les pays occidentaux, les organisations internationales et des investisseurs privés.

L'ennui, c'est que l'économie ukrainienne a longtemps été dominée par des escrocs. L'OCDE considère que le pays a rendu son processus d'appel d'offres plus concurrentiel depuis 2014, mais la situation est encore loin d'être saine. Le FMI a régulièrement enjoint à Kiev de renforcer l'État de droit et le système de lutte contre la corruption, la dernière fois remontant à 2021. Et, cette fois, les contrats seront beaucoup plus importants. Le CEPR recommande entre autres d'avoir recours à des accords-cadres – des contrats permanents par lesquels des entreprises s'engagent à livrer un produit défini au gouvernement pour une somme fixe – pour permettre à la fois aux autorités centrales et aux municipalités de se procurer ce qu'il leur faut de façon fiable et transparente.

Les problèmes de l'économie ukrainienne sont graves et expliquent pourquoi certains s'inquiètent de savoir où ira l'argent de la reconstruction. En 2019, le PIB par habitant était inférieur à celui de n'importe lequel des 27 États de l'UE : moins de la moitié de celui de la Bulgarie, moins d'un quart de celui de la Pologne. En fait, en termes réels, il était inférieur

L'économie ukrainienne a longtemps été dominée par des escrocs.

à son niveau d'avant la chute de l'Union soviétique, preuve accablante de l'absence chronique de réformes (même si la guerre dans le Donbass, depuis 2014, y a contribué).

Nombre des 1 500 entreprises publiques opérationnelles du pays sont déficitaires ou tout juste rentables. Pour que la reconstruction soit un succès, le soutien politique en faveur de réformes difficiles sera crucial. Il sera peut-être facilité par le fait que le gouvernement semble voir dans ce processus l'occasion de moderniser l'économie et de la rendre plus compétitive, avec une énergie moins chère, plus verte, et davantage de technologies de l'information.

À en juger par les expériences du passé, le succès pourrait aussi résider dans une intégration plus forte avec l'Europe, comme cela fut le cas pour l'Allemagne il y a des décennies. On attribue aussi souvent à l'intégration la rapide croissance de la Pologne : dans les quinze ans qui ont suivi son adhésion à l'UE, en 2004, période durant laquelle elle a reçu plus de 160 milliards d'euros d'aide, son PIB par habitant a augmenté de plus de 80 %.

L'Ukraine était déjà en train de se tourner vers l'Occident. La part de ses exportations vers l'UE est passée d'environ 30 % en 2014 à 36 % en 2020, tandis que la part vers la Russie passait de 18 % à 5,5 %. Pour encourager les réformes, il faudrait les rendre obligatoires pour une intégration plus poussée dans les marchés et les chaînes d'approvisionnement d'Europe – et ce, par exemple, au moyen d'une candidature à l'entrée dans l'UE. *"La beauté d'une entrée [dans l'UE], c'est qu'elle engendrerait un consensus en Ukraine sur l'objectif ultime d'un processus de réforme douloureux, tout en orientant les réformes"*, affirme Beata Javorcik, de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (Berd).

Rien de tout cela ne sera facile. Il faut de la volonté politique pour réformer des institutions fermement enracinées. Plus la guerre dure, plus l'Ukraine subit des destructions, plus la reconstruction sera ardue. Et tout l'or du monde ne pourra jamais effacer les horreurs de la guerre. Un *Wirtschaftswunder* a beau sembler improbable, la reconstruction du pays, si elle est bien planifiée et mise en œuvre, pourrait lui assurer un avenir plus radieux.—

Publié le 16 avril

SOURCE

THE ECONOMIST

Londres, Royaume-Uni
Hebdomadaire
1 583 955 exemplaires (2020)
economist.com

Grande institution de la presse britannique, *The Economist* est la bible de tous ceux qui s'intéressent à l'actualité internationale. Ouvertement libéral, il défend le libre-échange, la mondialisation, l'immigration et le libéralisme culturel. Aucun article n'est signé : une tradition de longue date de l'hebdomadaire qui exprime l'idée que *"la personnalité et la voix collective comptent plus que l'identité individuelle des journalistes"*.

LA LETTRE TECH

Tous les quinze jours, l'actualité de la Silicon Valley vue des États-Unis

PHILIPPE COSTE, à New York

L'impôt contre les salauds et la pluie acide de Moscou

Wired nous entraîne dans une histoire aussi ignoble que fascinante : celle du démantèlement par la police américaine du plus grand réseau pédophile en ligne du monde, un site nommé Welcome to Video, espionné pendant des mois au cours d'une opération mondiale menée par les agents des impôts américains. Où l'on découvre qu'ils sont les seuls capables de remonter le cours des transactions anonymes en cryptomonnaies, utilisées sur Welcome to Video pour facturer les voyeurs et payer les pourvoyeurs d'images épouvantables. L'Internal Revenue Service (IRS) dépense des millions pour utiliser les services d'une nébuleuse de détectives privés ultraspécialisés, créateurs de programmes d'intelligence artificielle capables d'identifier les détenteurs de comptes en bitcoins. À lire l'article, l'opération n'aurait pu réussir sans un classique travail d'enquête, filatures, écoutes, collaborations entre polices. Pour gagner la confiance de ses collègues coréens, l'un des limiers du fisc américain a dû ingurgiter un petit poulpe vivant, un mets raffiné à Séoul.

Moscou a la main lourde

Le virus a pour nom "Pluie acide". Tout un programme. Une heure avant d'envahir l'Ukraine, le 24 février, la Russie a lancé une cyberattaque contre l'opérateur de satellites américain Viasat, neutralisant tout son réseau de serveurs et routeurs terrestres. Dans le même temps, explique la **MIT Technology Review,** Moscou s'en prenait aux ordinateurs du gouvernement ukrainien dans l'espoir de ralentir sa réponse à l'offensive. Une grande première en matière de coordination entre cyberguerre et champ de bataille. Bémol : les Russes auraient eu la main lourde et provoqué l'arrêt de 5 000 éoliennes en Europe.

En direct

Payton Gendron, avant d'assassiner dix personnes dans un supermarché de Buffalo, avait attaché une caméra à son casque militaire, raconte le **New York Times.** Ses images du massacre ont été diffusées en direct pendant deux minutes sur la plateforme de jeux en ligne Twitch, avant que les modérateurs ne coupent la vidéo. Malgré cette réaction rapide, ce spectacle atroce a été vu 3 millions de fois sur un autre site et le lien a été partagé sur Twitter et Facebook. Ces vidéos vont hanter le web…

Affaires de cœur

Et l'amour, dans tout ça ? *Wired* rappelle les propos de l'investisseur milliardaire Warren Buffett, pour qui *"dans la vie, la décision la plus importante est le choix de la personne que l'on épouse"*. Merci Warren, mais apparemment tout faux. Une équipe scientifique internationale a mené une gigantesque étude fondée sur l'intelligence artificielle pour déterminer le secret des unions réussies. Conclusion : aucun des critères qui suscitent l'attirance (taille, profession, argent, niveau d'éducation, valeurs politiques ou morales) n'explique la durabilité et la satisfaction des couples. Bref, aucun algorithme ne peut prévoir le bonheur. Cela fait un bien fou de le savoir.

SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Inscrivez-vous sur notre site pour recevoir chaque mardi **la Lettre tech.**

ENVIRONNEMENT

Le rhinocéros noir est de retour

Biodiversité. Cette espèce déclarée éteinte en Zambie à la fin des années 1990 a été réintroduite avec succès dans le parc national de Luangwa Nord.



↙ *Dessin d'***Alex** *paru dans* **La Liberté,** *Fribourg.*

—Reasons to Be Cheerful
(*extraits*) *New York*

Il est midi. Paimolo Bwalya s'arrête sous un arbre à papillons pour poser son lourd fusil et ses appareils de télémétrie. Depuis l'aube, lui et ses collègues parcourent le bush zambien sous une chaleur accablante, entourés de dangereux animaux, dans l'espoir d'apercevoir les rhinocéros noirs qui y vivent. C'est le quatrième jour de leur expédition, prévue pour en durer dix, dans le parc national de Luangwa Nord, où ils sont venus observer la population de rhinocéros et les protéger des braconniers. Le soleil presque au zénith et le mercure atteignant les 40 °C, ils peuvent à présent s'offrir une pause bien méritée et prendre leur déjeuner – au menu aujourd'hui, un *nsima*, un plat de maïs, accompagné de poisson séché appelé *kapenta*.

Le parc national de Luangwa Nord est l'un des derniers écosystèmes ouverts et intacts du continent africain. Ce site gigantesque s'étend sur près de 4500 km² dans le nord de la Zambie. Responsable de l'unité de surveillance des rhinocéros, Paimolo Bwalya fait partie des 440 agents et gardes forestiers qui surveillent ces discrets animaux et traquent les indices d'activités illégales : empreintes de braconniers, incendies volontaires, séchoirs à viande de brousse et possession illégale d'arme à feu.

Leurs efforts portent leurs fruits. Alors qu'en 1998 le rhinocéros noir avait été déclaré espèce éteinte dans le pays, le parc national de Luangwa Nord abrite aujourd'hui l'une des populations en plus forte croissance de tout le continent. On ne saurait exagérer la difficulté de la tâche que constitue la réintroduction d'une espèce éteinte dans une région si vaste, et encore plus quand il s'agit d'animaux de la taille de rhinocéros. En 1986, la Zambia Wildlife Authority s'est associée à la Société de zoologie de Francfort pour former un partenariat inédit en Afrique. Ce partenariat de gestion collaborative (CMP) a donné naissance au programme de conservation de Luangwa Nord (NLCP), toujours en vigueur, et est à l'origine de plusieurs initiatives clés.



Il a d'abord apporté le soutien technique et financier nécessaire pour lutter contre le braconnage à grande échelle alors que ce parc, sans revenus touristiques, disposait de moyens très limités. En déployant des unités de protection spéciales, ainsi que des gardes forestiers expérimentés, des outils de surveillance environnementale, des brigades canines et même des avions d'observation, Luangwa Nord est devenu le parc national le plus sûr de Zambie pour la faune sauvage. La courbe de population dest éléphants est repartie à la hausse. Les lions et les lycaons ont fait leur retour. Et les traces de braconnage ont peu à peu disparu.

Dès le début des années 2000, le programme avait prouvé son efficacité, et le parc était redevenu suffisamment sûr pour permettre aux gardes forestiers de relever leur plus gros défi : réintroduire des rhinocéros noirs dans le cadre d'une des plus grandes opérations de repeuplement jamais organisées. Alors responsable du NLCP, Hugo van der Westhuizen se souvient : "*En 2003, les agences de protection de l'environnement étaient réticentes à l'idée de nous envoyer des rhinocéros parce que la Zambie était considérée comme un foyer majeur de braconniers. Mais l'Afrique du Sud a fini par accepter de prendre le risque.*"

Les premiers rhinocéros sont arrivés en 2003, mais il a fallu sept années supplémentaires pour achever leur installation. Contrairement à leur réputation de créatures irascibles, les rhinocéros noirs sont des animaux très sociaux qui forment des liens étroits entre individus. L'arrivée de nouveaux venus dans des troupeaux récemment créés a perturbé ces liens et retardé les premières reproductions.

Les rhinocéros ont d'abord été installés dans de vastes étables pour qu'ils s'acclimatent à leur nouvel environnement. Ils ont ensuite été relâchés dans une zone protégée délimitée par une clôture spéciale, permettant de les maintenir à l'intérieur sans pour autant bloquer le passage de la plupart des autres animaux. Une méthode reprise depuis par d'autres parcs nationaux.

Aujourd'hui, cette population de rhinocéros affiche un des taux de croissance les plus élevés du continent. Suivant la recommandation de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) spécialisée dans le suivi du rhinocéros africain, aucun chiffre précis n'est publié par mesure de sécurité, mais la population de rhinocéros a plus que doublé et est aujourd'hui l'une des plus importantes du continent. "*Même si les braconniers sont toujours actifs en Zambie, aucun rhinocéros n'en a été victime depuis sa réintroduction, en 2003*", assure Richard Emslie, membre de l'UICN, qui ajoute : "*C'est la conjonction d'un taux de croissance solide et de l'absence de braconnage qui explique le succès de cette opération.*"

> **"Depuis la réintroduction des rhinocéros en 2003, aucun n'a été victime des braconniers."**
> **Richard Emslie,** MEMBRE DE L'UICN

La plupart des parcs nationaux zambiens fonctionnent aujourd'hui sur le modèle d'un CMP. Cette forme de partenariat équitable s'est également diffusée au Mozambique, au Malawi, au Zimbabwe, en Tanzanie, au Congo et en Éthiopie, où il a renforcé l'efficacité des mesures de protection de l'environnement, puisque la charge est désormais répartie entre les gouvernements et des organisations de protection de la nature.

C'est toutefois essentiellement grâce au soutien des communautés locales que le programme fonctionne. "*Dans les premières années, bon nombre de gens étaient sceptiques à propos de ce programme qu'ils associaient surtout à des restrictions et à des mesures de contrôle*", explique Bwalya, garde forestier depuis 2007.

Les mentalités ont évolué. "*Le retour des rhinocéros noirs a permis la création de nombreux emplois dans la région. Je suis certain qu'il n'y a pas beaucoup de gens qui pensent que leur situation serait meilleure sans le parc. La plupart comprennent aujourd'hui la valeur de ces animaux*", explique Shadrik Eliko, responsable du Conseil de gestion des ressources de Mukungule, une des quatre zones supervisées par les autorités. Le NLCP est devenu l'un des premiers pourvoyeurs d'emplois dans la région, ce qui est en soi un moyen de lutter contre le braconnage : une bonne part de ces activités illégales relevait d'un besoin, la viande de brousse venant combler un manque de revenus ou de nourriture.

Cet exemple montre la nature cyclique du travail de protection de la nature : Luangwa Nord est le seul parc national de Zambie à abriter des rhinocéros. La réussite de ce programme facilite à présent les levées de fonds auprès des investisseurs pour financer des initiatives locales et assurer la protection d'autres espèces. Pour veiller au bien-être des rhinocéros et permettre au parc de conserver son statut, Bwalya et ses collègues doivent poursuivre leur travail et régulièrement patrouiller dans le parc et ses environs.

Alors que le soleil se couche à l'horizon, les hommes s'installent pour la nuit. Une journée éreintante s'achève et une poignée d'autres se profilent. "*Ce n'est pas un travail facile,* résume Paimolo Bwalya. *Il faut prendre des risques, sans ça, c'est impossible. Mais nous sommes là pour protéger* [*la nature*]*, et nos familles le savent.*"

—Veronika Perková
Publié le 24 janvier

SOURCE

REASONS TO BE CHEERFUL
New York, États-Unis
reasonstobecheerful.world
Ce blog à caractère informatif est financé par la fondation Arbutus. Fondée en 2018 par le musicien américain David Byrne, cette organisation à but non lucratif œuvre *"à réimaginer le monde à travers des projets qui inspirent et éduquent"*, portés par un éventail d'artistes et de penseurs.

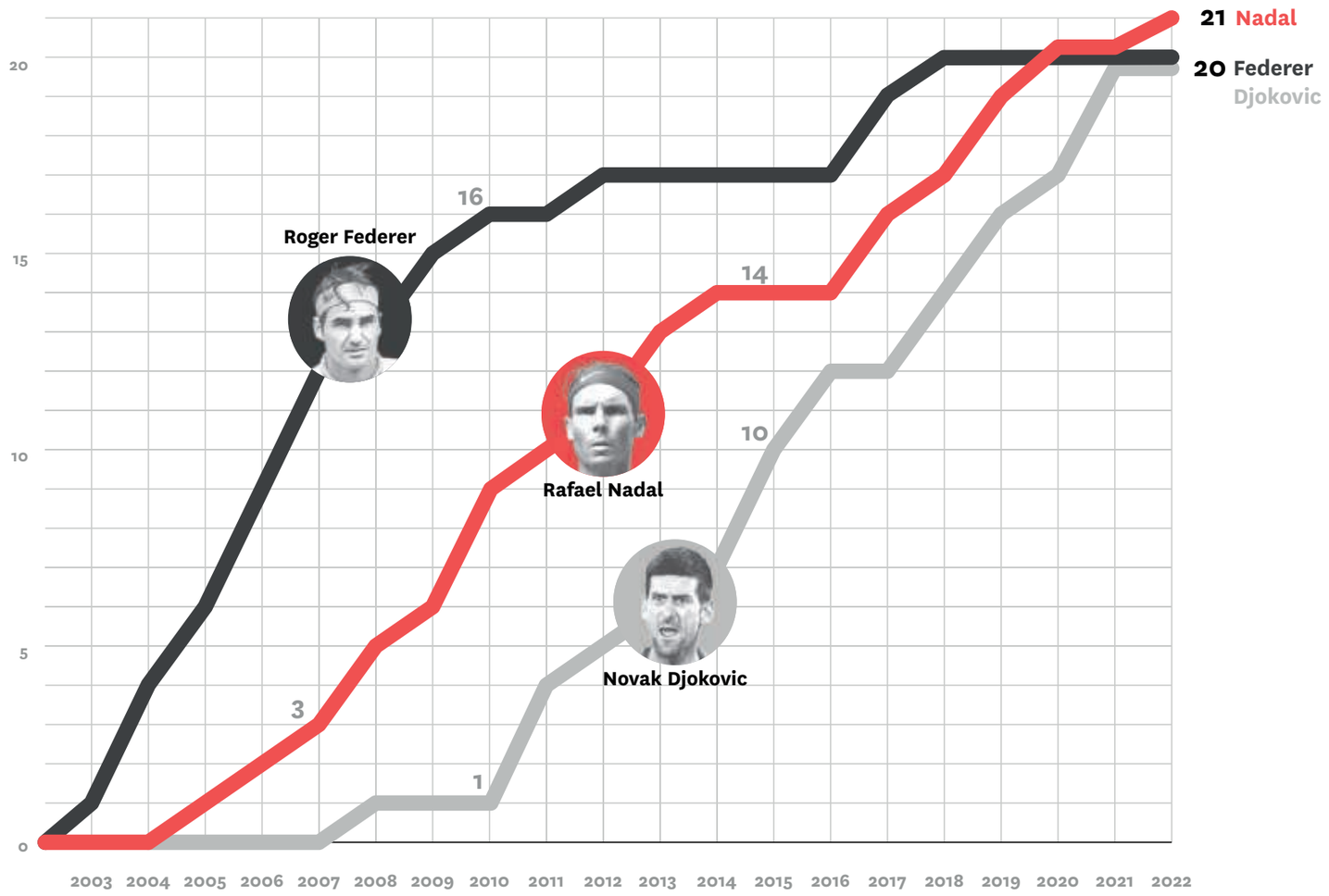
signaux

Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

Vingt ans de rivalités

Avec 21 victoires en Grand Chelem, Rafael Nadal est l'un des favoris de Roland-Garros, qui a débuté le 16 mai.

Titres en Grand Chelem



Source

EL PAÍS. Depuis quelques années, le quotidien espagnol fondé en 1976 propose à ses lecteurs des infographies pour accompagner l'actualité. Celle-ci a été publiée le 30 janvier, après que Rafael Nadal a remporté l'Open d'Australie 2022, son 21e titre en Grand Chelem. Un record qui l'a fait passer devant ses rivaux de toujours, Novak Djokovic et Roger Federer. Même si ce dernier ne participe pas à Roland-Garros, qui a débuté le 16 mai, cette infographie est plus que jamais d'actualité.



J'agis avec ENGIE Home Services

Avec l'offre Elec'Charge d'ENGIE Home Services,
faites le plein d'électricité à domicile.
C'est simple, rapide et sécurisé.

Plus d'infos

ENGIE Home Services

L'énergie est notre avenir, économisons-la!

Offre disponible pour les particuliers résidant dans une maison individuelle. Voir conditions sur mobiliteverte.engie.fr

ENGIE HOME SERVICES, SAS AU CAPITAL DE 1 121 232 €, SIÈGE SOCIAL : 1 PLACE SAMUEL DE CHAMPLAIN 92400 COURBEVOIE, RCS NANTERRE 301 340 584. © Getty Images.



Mobilité

LES NOUVEAUX ENJEUX DU TRANSPORT DURABLE

En raison de sa forte dépendance aux énergies fossiles, le secteur des transports représente la première source d'émissions de gaz à effet de serre à l'échelle nationale. En Europe et ailleurs, des solutions de transports plus durables émergent.

RÉALISÉ PAR L'AGENCE COURRIER INTERNATIONAL INDÉPENDAMMENT DE LA RÉDACTION

CONCEPTION GRAPHIQUE WWW.LILIKLIK.COM / CRÉDIT : PIXABAY

POURQUOI L'EUROPE INVESTIT-ELLE MASSIVEMENT DANS LE TRANSPORT FERROVIAIRE

Pour de nombreux voyageurs, le train est devenu l'alternative écolo aux vols court-courriers. Les investissements européens vont dans ce sens, suivant la montée des inquiétudes liées au changement climatique.

À l'heure actuelle, le nombre de trajets en train connaît une forte augmentation, principalement due à deux facteurs : les nombreux investissements dans les lignes à grande vitesse et le retour des trains de nuit en Europe. C'est dans les années 1990 que le nombre de trajets en train de nuit chute drastiquement, avec l'essor des compagnies aériennes low cost et des investissements publics dans les trains à grande vitesse. Les services de jour plus rapides des TGV remplacent alors ceux de leurs homologues de nuit, plus lents.
La pandémie a commencé à changer cette tendance avec le lancement de nouvelles liaisons de nuit. L'année dernière, la SNCF a relancé les trains de nuit entre Paris et Toulouse, entre Paris et Lourdes et entre Paris et Nice, avec des billets à partir de 19 euros. Un train vers Hendaye circulera de nuit en juillet et en août. Et un train de nuit direct entre Paris et Berlin devrait être lancé en décembre 2023. L'année dernière, les chemins de fer fédéraux suisses ont également lancé une nouvelle liaison de nuit entre Zurich et Amsterdam. Le service Nightjet de l'opérateur autrichien ÖBB a récemment commencé à proposer une liaison de nuit entre Vienne et Paris, avec des billets à partir de 30 euros. Nightjet propose également des services de nuit vers Rome, Milan, Bruxelles et Amsterdam.

Mettre fin aux vols intérieurs

Une récente enquête sur le climat a révélé que 62 % des Européens sont favorables à une interdiction des vols court-courriers. Le plus grand obstacle est de s'assurer que les options ferroviaires sont au moins aussi abordables que les vols. En France et en Autriche, les gouvernements ont interdit certains vols intérieurs au profit du train depuis la crise sanitaire.
La compagnie Air France a dû supprimer ses vols intérieurs lorsque le trajet peut s'effectuer en train en moins de deux heures et demie. C'est le cas des trajets entre Paris et Bordeaux, Paris et Lyon, ainsi que Paris et Nantes.
En Autriche, les vols entre Vienne et Salzbourg, d'une durée de cinquante minutes, sont désormais interdits.
Les voyageurs se déplacent exclusivement en train pour trois heures de trajet.



© JOSH NEZON/UNSPLASH

Top 5 des réseaux ferroviaires les plus longs d'Europe

SOURCE : STATISTA 2022

1. Allemagne
2. France
3. Pologne
4. Italie
5. Royaume-Uni



C’est l’empreinte carbone d’un vol Paris – Londres*.

En Eurostar, c’est juste 4 kg.

Ça sera toujours ça en moins sur votre conscience.

(Pour le reste, on ne peut pas vous aider)

VOYAGEZ PLUS VERT | EUROSTAR™

*Chiffres calculés lors d’une étude indépendante de Paul Watkiss Associates Ltd réalisée en 2020 sur la base de l’année 2019. La comparaison entre l’Eurostar et l’aviation est effectuée sur la base des émissions de gaz à effet de serre [CO2e] par passager, sur un même trajet aller. Le calcul s’appuie sur les émissions de CO2e de l’aviation, issues du calculateur de l’ICAO (International Civil Aviation Organization), ainsi que des émissions de CO2e d’Eurostar calculées à partir de la méthodologie du Defra pour le Royaume-Uni, et de l’IEA (International Energy Agency) pour la France, la Belgique et les Pays-Bas. Plus d’informations sur eurostar.com.



© SOLUM

EN ESPAGNE, DES DALLES SOLAIRES RECHARGENT LES PETITS VÉHICULES ÉLECTRIQUES

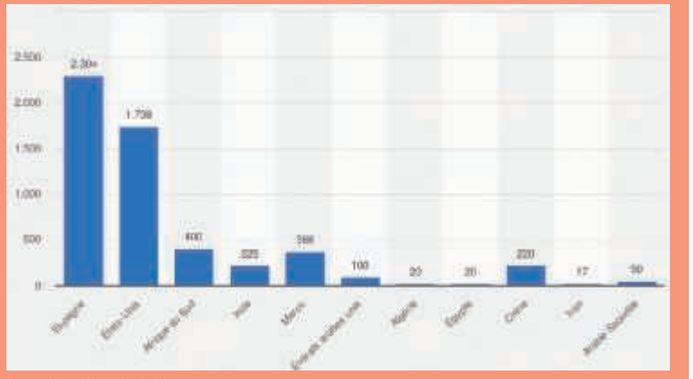
La start-up Solum a développé une dalle solaire qui peut être installée sur les trottoirs sans travaux de construction pour recharger en électricité des scooters, des trottinettes, des vélos ou des citadines.

En 2019, trois ingénieurs sévillans lancent l'entreprise Solum, dont le défi est de profiter des espaces urbains vides pour produire de l'énergie propre. Ainsi est né leur produit phare, une dalle photovoltaïque qui sert de borne de recharge pour les véhicules électriques légers. Ce plancher solaire peut être installé n'importe où, ne nécessite pas de connexion au réseau, pratiquement aucun entretien et est doté d'une résistance deux fois supérieure à celle du béton. Il mesure plus de 5 m², et est capable de recharger 8 scooters. Son prix varie entre 700 et 1 000 euros. Solum se vante d'être la seule entreprise au monde à disposer de cette technologie – qui présente de nombreux avantages pratiques – et de la produire depuis Séville, avec des fournisseurs locaux. Ces dalles solaires sont actuellement installées dans des centres commerciaux, des salles de sport, des centres d'études et des clubs de football. Le port de Valence et le stade olympique de Séville ont également posé ce plancher solaire. Après Val ence, Madrid et Séville, le prochain projet de Solum se situe à Barcelone, où 20 dalles vont être installées dans le quartier de Poblenou. Depuis 2018, l'Espagne se positionne en leader mondial en matière d'énergie solaire thermique concentrée. Elle est suivie par les États-Unis et l'Afrique du Sud.

Des trottoirs solaires à Barcelone, Bologne et Bobigny

L'an dernier, la mairie de Barcelone a recouvert 50 m² de trottoir avec des panneaux photovoltaïques. L'objectif étant de réduire les émissions de gaz à effet de serre de la ville, qui vise la neutralité carbone pour 2050. L'idée de transformer les trottoirs en panneaux solaires n'est pas nouvelle. C'est par exemple déjà le cas à Bologne, en Italie, et à Bobigny, où 56 m² de dalles photovoltaïques ont été installées. En 2014, les Pays-Bas présentaient quant à eux la toute première piste cyclable solaire au monde, SolaRoad, mesurant 70 mètres de long.

L'Espagne, le leader mondial en matière d'énergie solaire thermique concentrée



SOURCE : STATISTA 2022



NOUVELLE 308

HYBRIDE RECHARGEABLE

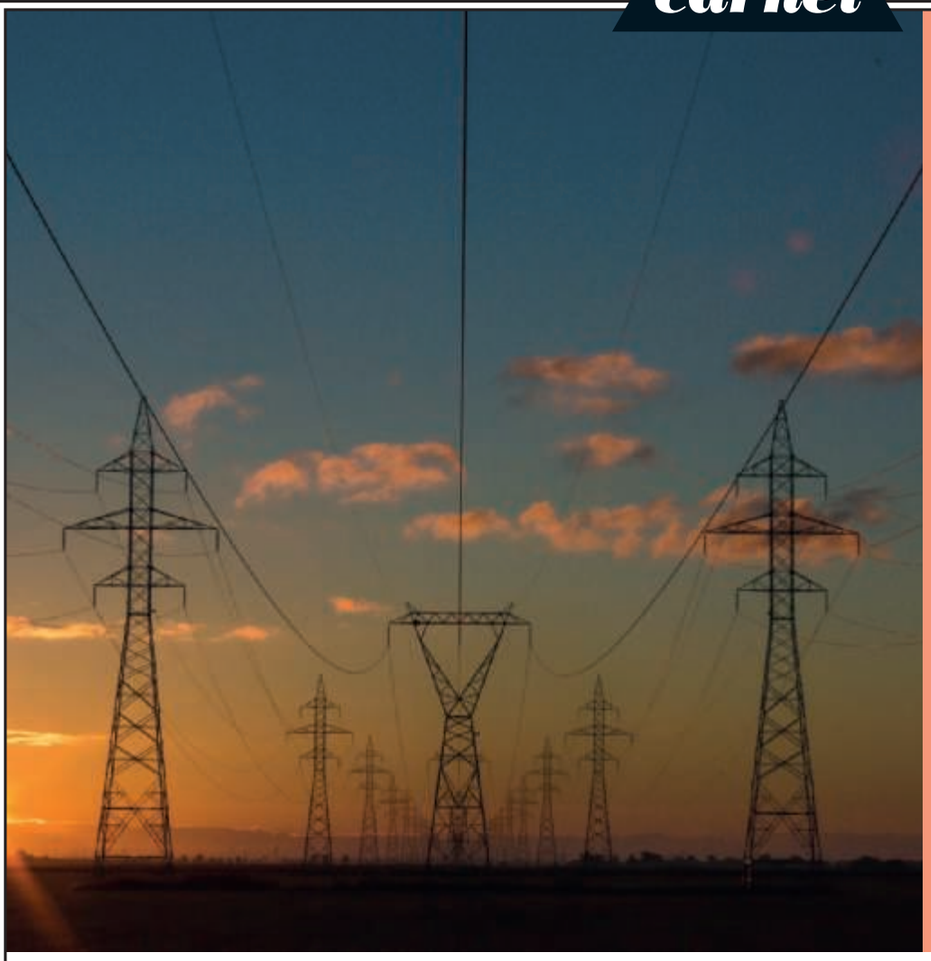
Nouveau PEUGEOT i-Cockpit® - Système d'infotainment(1) personnalisable*
Jusqu'à 60 km d'autonomie électrique**

A 24g CO_2/km
B
C
D
E
F
G

PEUGEOT RECOMMANDE TotalEnergies **Consommation mixte WLTP(2) : 1,1 à 1,2 l/100 km.**

*De série, en option ou indisponible selon les versions. **L'autonomie de la batterie peut varier en fonction des conditions réelles d'utilisation. (1) Infotainment = info-divertissement. (2) Ces valeurs peuvent varier en fonction des conditions réelles d'utilisation et de différents facteurs. Plus d'informations auprès de votre point de vente ou sur https://www.peugeot.fr/marque/politique-environnementale/wltp.html. OPEn - Automobile PEUGEOT 552 144 503 RCS Versailles.

Pensez à co-voiturer. #SeDéplacerMoinsPolluer



© MATTHEW HENRY/UNSPLASH

QUIZ
Six questions sur l'hydrogène

1. Sous quelle(s) forme(s) peut être stocké l'hydrogène ?
a) état gazeux
b) état liquide
c) état solide
d) état de vide

2. Quel pays a le plus grand nombre de stations de ravitaillement en hydrogène vert
a) Japon
b) Allemagne
c) Etats-Unis
d) Norvège

3. L'hydrogène produit à partir de combustibles fossiles comme le gaz naturel est considéré comme de l'hydrogène :
a) bleu
b) vert
c) rouge
d) gris

4. Que rejette une voiture électrique fonctionnant avec une pile à l'hydrogène ?
a) de l'hélium
b) du méthane
c) de l'eau
d) du gaz carbonique

5. Combien de temps faut-il pour recharger le réservoir d'une voiture électrique pile à hydrogène ?
a) 30 secondes
b) 5 minutes
c) 30 minutes
d) 1 heure

6. On utilise de l'hydrogène (du dihydrogène) comme carburant pour la propulsion :
a) des rovers lunaires
b) des fusées
c) des sous-marins
d) des rovers martiens

Réponses : 1.a et b / 2.a / 3.d 4.c / 5.c / 6.b

L'INDE SE POSITIONNE DANS LA COURSE À L'HYDROGÈNE VERT

L'Inde est le troisième importateur mondial de pétrole brut après la Chine et les États-Unis. Pour réduire cette dépendance énergétique, la stratégie du pays est de devenir un producteur mondial d'hydrogène vert.

L'eau et l'électricité bon marché sont les deux ressources importantes nécessaires pour devenir un acteur mondial de l'hydrogène vert. L'hydrogène est qualifié de « vert » si l'électricité utilisée pour sa production est d'origine renouvelable. L'Inde bénéficie d'un large accès à l'eau de mer avec son littoral étendu et d'un ensoleillement abondant pour la production d'énergie solaire. Avec ces deux atouts en main, le pays a pour objectif de produire cinq millions de tonnes par an d'ici à 2030 et prévoit l'allocation de terrains pour l'installation d'usines. Ces usines pilotes, qui étudient la technologie et les coûts, ne produiront pas de résultat avant au moins cinq ans, cette industrie en étant encore à ses débuts. Les experts préviennent les entreprises indiennes qui ont investi des milliards dans des projets d'hydrogène vert que la technologie est effectivement très récente et que sa viabilité commerciale n'a pas été prouvée.

L'hydrogène vert est un carburant propre qui est produit en divisant l'eau en hydrogène et en oxygène, en utilisant des énergies renouvelables telles que l'énergie solaire. Lorsqu'il est brûlé, il n'émet aucun gaz d'échappement, seulement de l'eau. Les écologistes affirment qu'il peut aider à diminuer l'empreinte carbone des industries lourdes comme le raffinage du pétrole, les engrais, l'acier et le ciment, ainsi qu'à réduire les émissions à l'échelle mondiale.

Pour devenir un producteur mondial d'hydrogène vert, l'Inde va devoir augmenter sa capacité de stockage d'énergies renouvelables, qui représentent actuellement seulement 40 % du volume total. Sans stockage à grande échelle, les énergies renouvelables ne peuvent pas devenir une alternative viable aux énergies fossiles.



Chez nous, il y a toutes les énergies pour vous faire avancer. Vraiment toutes !

Retrouvez nos stations sur l'application Services de TotalEnergies.

TotalEnergies

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

360

MAGAZINE
Serhiy Jadan, le gardien de Kharkiv • Culture .. 50
Sant'Elena, petit paradis vénitien • Voyage..... 52
La folie des reliques • Histoire..... 54

LES MOTOS-TAXIS CO



À Jakarta, les motos-taxis du géant du VTC Gojek utilisent la force du collectif et des réseaux informels d'entraide pour contourner l'algorithme tout-puissant de la plateforme. Voire obtenir gain de cause dans des négociations avec la firme ou les pouvoirs publics. *—MIT Technology Review [extraits]* Cambridge (États-Unis)

Dans le quartier de Bendungan Hilir, à deux pas des lumières du quartier des affaires du centre de Jakarta, des échoppes en bois à touche-touche sur les trottoirs proposent de la soupe de nouilles, du riz sauté et des cigarettes aux habitants. L'une d'elles, grouillant de scootéristes tout de vert vêtus, sort du lot. C'est un "camp de base" officieux, point de ralliement des coursiers Gojek – la plus grosse société de motos-taxis d'Indonésie –, et un des hauts lieux de la résistance qui s'organise contre les algorithmes de *dispatch* qui régentent leur vie.

Gojek propose en effet, outre son service de VTC, un service de motos-taxis. On peut voir un peu partout ses chauffeurs, reconnaissables à leur blouson et casque de couleur verte, prenant des passagers à califourchon sur leur siège arrière ou livrant des repas et des colis. Entre deux courses, les chauffeurs ont besoin de recharger leur téléphone, de manger et de se laver. Comme l'entreprise n'a guère de lieux à leur proposer pour cela, les coursiers ont créé leurs propres espaces, comme celui-ci, à Bendungan Hilir, ou Benhil pour les connaisseurs.

Les camps de base s'inscrivent dans une tradition qui existait avant l'arrivée en Indonésie des services de courses régis par des algorithmes. Des motocyclistes proposaient déjà leurs services de manière informelle et se réunissaient aux intersections et devant les échoppes alimentaires pour échanger des nouvelles, des commérages ou des tuyaux. Quand les applications comme Gojek ont fait leur apparition, l'habitude est restée, explique Rida Qadri, sociologue des technologies de l'information au Massachusetts Institute of Technology (MIT), qui s'intéresse aux collectifs de chauffeurs de Jakarta. Les camps de base composent un réseau qui permet aux coursiers de la ville de rester toujours en contact étroit.

C'est ce sentiment d'appartenir à une communauté qui distingue aujourd'hui les coursiers de Jakarta des autres travailleurs de plateformes du reste du monde. Si les employés du secteur se sentent partout de plus en plus pressurés et exploités par des algorithmes implacables, la plupart peinent à s'organiser et à obtenir des changements concrets dans la manière dont les plateformes gèrent leur activité. Cela tient en partie aux difficultés que la gestion algorithmique pose aux syndicalistes : elle monte les travailleurs les uns contre les autres et les éparpille sur un vaste périmètre géographique, analyse Jason Jackson, professeur d'économie politique et d'urbanisme au MIT. Par défaut, elle empêche les travailleurs de se retrouver en personne et de tisser les liens nécessaires pour se fédérer.

Mais, à Jakarta, les choses se sont passées différemment. Dans ces camps de base, les chauffeurs ne se contentent pas de se tenir informés. Ils se soutiennent mutuellement et se fédèrent pour détourner le fonctionnement de Gojek à leur profit.

→ 48

REPORTAGE

↓ *Dessin d'***Edel Rodriguez,** *MIT Technology Review.*

© 2022 Technology Review, Inc. Tribune Content Agency

SOURCE

MIT TECHNOLOGY REVIEW
Cambridge, États-Unis
Bimestriel
techreview.com
Fondée en 1899, la revue est installée sur le campus du célèbre Massachusetts Institute of Technology (MIT). Elle s'adresse à un lectorat d'ingénieurs, de scientifiques et d'hommes d'affaires intéressés par les nouvelles technologies. Le reportage que nous proposons ici est extrait d'une série explorant l'idée que l'intelligence artificielle aide à *"créer un nouvel ordre colonial"*.

NTRE-ATTAQUENT



46 ← Au fil des ans, les experts ont constaté que les plateformes reprenaient les pratiques des empires coloniaux dans l'usage des outils de gestion pour surveiller et exploiter un vaste vivier de main-d'œuvre bon marché. Mais l'organisation des coursiers de Jakarta pourrait donner naissance à une nouvelle stratégie de résistance : une manière pour les travailleurs de se fédérer, de parvenir à une forme de sécurité et de prendre soin les uns des autres.

Le Grand Jakarta, c'est plus de 30 millions de personnes. Une agglomération tentaculaire dont le boom date des années 1970 et 1980. Ses artères principales sont bordées de gratte-ciel, de centres commerciaux et d'hôtels cinq étoiles. Mais, à un pâté de maisons de là, on découvre des quartiers de cahutes au toit de tôle, les unes sur les autres, et des ruelles tortueuses impraticables pour les voitures.

Il a fallu attendre 2019 pour que Jakarta se dote d'une ligne de métro. Au quotidien, les habitants ont des trajets interminables en bus ou en voiture, coincés dans les embouteillages, ou dans des trains hors d'âge dans lesquels ils s'entassent comme des sardines. C'est cette quasi-impossibilité de se déplacer qui a donné naissance à une économie parallèle de motos-taxis, bien avant l'avènement d'applications comme Gojek. Dans ce marché non réglementé, les coursiers (des hommes, pour l'essentiel) possédant un *ojek* – une moto-taxi, en indonésien – proposaient leurs services aux carrefours de la ville. Nadiem Makarim, le fondateur de Gojek, a vu dans cette anarchie ambiante la possibilité d'un business.



En 2010, Makarim, qui a grandi dans une famille indonésienne plutôt privilégiée, avait déjà créé un centre d'appels pour mettre les clients en relation avec des motos-taxis de confiance. Pour la première fois, les *ojek* étaient organisés et répartis par une tierce partie. Un an plus tard, il étoffait son idée en rejoignant la start-up de commerce en ligne Zalora, ce qui permettait aux coursiers de cette dernière de transporter des particuliers entre deux courses.

Et puis, en août 2014, Uber a pris pied en Indonésie. Gojek lui a emboîté le pas en créant sa propre appli mobile quelques mois plus tard, centralisant sa flotte et fusionnant l'offre existante, jusque-là morcelée en quartiers, grâce à des algorithmes. La réservation d'*ojek* sur appli, à un prix convenu à l'avance, a tout de suite fait un carton.

C'était une aubaine pour les investisseurs, fait remarquer Hian Goh, associé d'Openspace Ventures, une société de Singapour qui a été l'une des premières à mettre des billes dans Gojek. Non seulement le modèle économique d'Uber était en plein boom, mais Makarim avait, aux yeux des investisseurs, le profil de l'entrepreneur idéal dans le secteur sous-développé de la tech indonésienne. Après s'être formé dans les grandes écoles de Jakarta, il avait fréquenté une université de l'Ivy League [englobant les universités les plus prestigieuses des États-Unis] et la Harvard Business School avant de décrocher un emploi chez McKinsey, le cabinet de conseil en gestion.



Tant que les investisseurs arrosaient le secteur, on ne se demandait pas vraiment si Gojek se heurterait aux mêmes revendications syndicales que commençait à voir émerger Uber. Aux États-Unis, Uber avait fait du métier de taxi – jusque-là un emploi salarié, assorti d'une couverture sociale – un travail à la tâche, régi par une plateforme. En Indonésie, à l'inverse, Gojek transformait un service de transport informel en un secteur semi-officiel organisé. Dans le contexte d'une économie indonésienne pour l'essentiel informelle, le gouvernement a vu cette évolution plutôt d'un bon œil.

Au début, les coursiers aussi. Ceux qui avaient signé dans l'intention d'exercer ce métier à temps partiel n'ont pas tardé à quitter leur emploi et à travailler pour Gojek à temps plein. Les conducteurs d'*ojek* restés fidèles aux anciennes formes d'organisation étaient sous pression, la société débauchant leurs collègues à coups de primes juteuses et de promesses d'un revenu jusqu'à trois fois supérieur à celui qu'ils touchaient jusque-là.

Mais, en contrepartie de ces avantages sonnants et trébuchants du départ, les travailleurs perdaient une bonne partie de leur marge de manœuvre. Les conducteurs d'*ojek*, qui avaient jusque-là voix au chapitre sur leur paie et leurs conditions de travail, devaient désormais se soumettre à la politique de la plateforme et à son algorithme omniscient.



← Budi Prakoso (au centre) échange avec des collègues sur le camp de base de Benhil, à Jakarta. *Photo Agoes Rudianto/MIT Technology Review*

La toute nouvelle flotte de Gojek n'a pas tardé à sentir les effets de cette réalité. À mesure que l'entreprise recrutait, l'emploi diminuait, et les prix chutaient sous l'effet d'une offre pléthorique. Sur fond de cette guerre des prix implacable qui avait éclaté avec son concurrent, le singapourien Grab, Gojek a revu les primes de ses chauffeurs à la baisse, les obligeant à faire plus d'heures pour la même paie.

"Quand j'interroge des représentants des collectifs de chauffeurs, ils me disent que leur vie chez Gojek s'apparente à une addiction", explique Suci Lestari Yuana, une doctorante de l'université d'Utrecht [aux Pays-Bas] qui étudie les tensions et les contestations engendrées par l'économie de plateformes en Indonésie. Ils voient leurs revenus fondre, mais *"n'ont pas d'autres options qui leur permettraient d'en sortir"*.

"Nos chauffeurs sont au cœur de notre métier, et leur bien-être sera toujours la première de nos priorités, assure Tanah Sullivan, responsable de la durabilité à GoTo Group, la maison mère de Gojek. *Compte tenu du fait que la majorité de nos chauffeurs travaillent à temps partiel, la souplesse offerte par Gojek leur permet d'avoir d'autres sources de revenus… Selon nos données internes, le taux de satisfaction globale de nos chauffeurs, que ce soit sur deux ou sur quatre roues, poursuit d'ailleurs sa progression."*

Vers 19 heures, Kejo, la trentaine, père de deux petites filles, fait une halte au camp de base de Benhil au guidon de son scooter Honda. Comme beaucoup de chauffeurs, il arbore le logo de son collectif, Gojek on Twit, ou GoT, un groupe informel qu'il a contribué à monter en 2017. Aujourd'hui, sa journée de travail, qui débute d'ordinaire en début d'après-midi, s'est terminée par une course d'une longueur inhabituelle. C'était fatigant, mais il est satisfait d'avoir atteint ses objectifs de la journée. Il les remplit d'ailleurs presque toujours, confie-t-il avec un large sourire en attaquant son assiette de riz sauté. Mais il reconnaît faire partie des chanceux. Son compte est considéré *gacor* – un terme qui veut dire que les commandes se succèdent naturellement pour lui, sans qu'il puisse l'expliquer.

Kejo (qui, comme beaucoup d'Indonésiens, n'a qu'un nom) a rejoint Gojek en 2015, juste au moment où l'appli explosait. Si les trois quarts des travailleurs indonésiens occupent des emplois informels, selon l'OCDE, lui n'en faisait pas partie : vendeur de voitures puis guichetier à la banque, il occupait des emplois stables, assortis d'une couverture sociale. Mais quand Uber, Grab puis Gojek ont fait leur apparition, il y avait de quoi être tenté. C'était la promesse d'une plus grande liberté qu'un travail de bureau – et, surtout, d'une meilleure paie.

De fait, il pouvait toucher entre 700 000 et 800 000 roupies indonésiennes [soit entre 42 et 48 euros] par jour jusqu'en 2016, quand Gojek versait encore des primes juteuses à ses *"chauffeurs partenaires"* les plus actifs. Ce qui garantissait des revenus nettement supérieurs au salaire minimum à Jakarta, qui plafonne à 4,6 millions de roupies [soit environ 270 euros par mois]. Désormais, il gagne au mieux 300 000 roupies [18 euros] s'il travaille de 14 heures à 19 ou 20 heures. Gojek a progressivement supprimé ses primes à mesure que son réseau de chauffeurs s'étoffait et que la concurrence s'intensifiait.

Kejo hausse les épaules. Il ne s'en fait pas, même si ça ne veut pas dire que c'est facile. Les petits aléas du métier, comme le fait de livrer un colis à la mauvaise adresse, peuvent entraîner le blocage ou la fermeture du compte du chauffeur en question si ce dernier ne prend pas de lui-même l'initiative d'expliquer ce qui s'est passé. L'algorithme pénalise également les chauffeurs inactifs, même s'ils ont attrapé le Covid-19. Ils se voient relégués au statut inférieur et donc privés d'accès à des courses plus régulières.

"Cela ne laisse absolument aucune option aux employés, sinon celle de travailler en continu", fait observer Amalinda Savirani, professeure associée à l'université Gadjah Mada [dans la région de Yogyakarta, sur la même île de Java], qui étudie les mouvements sociaux dans la population défavorisée des villes d'Indonésie. *"La technologie est devenue un instrument de cette exploitation de la main-d'œuvre."*

"Nous avons pris un certain nombre de mesures qui améliorent directement les conditions de travail et offrent des perspectives de carrière aux chauffeurs, notamment en matière d'instruction et de formation, d'assurance-maladie, d'indemnités de maladie et d'offres de bien-être, assure Tanah Sullivan. *Ce qui vient s'ajouter aux programmes de grande envergure qui ont été mis en place pour soutenir nos chauffeurs partenaires dans l'ensemble de notre écosystème pendant la pandémie."*



Kejo trouve du soutien à GoT. Le collectif s'est développé naturellement autour d'une poignée de personnes comme lui, qui ont rejoint le secteur tôt et partagent leurs expériences sur les réseaux sociaux.

La spécialité de Kejo, c'est de repérer les arnaques et de prévenir ses collègues. Certains d'entre eux, qui découvrent l'utilisation d'un smartphone, font des cibles faciles : par exemple, des individus mal intentionnés vont les appeler, se faisant passer pour des employés de Gojek, et récupérer leur identifiant et leurs informations personnelles. Il se sert de son réseau pour repérer les nouvelles arnaques, et les relaie sur son compte Twitter personnel, qui compte plus de 17 000 abonnés.

Tout chauffeur Gojek qui possède un compte sur les réseaux sociaux peut participer, explique Liam, un autre membre de la première heure de GoT. Si quelqu'un partage un tuyau ou fait part d'un soupçon, l'information se propage rapidement sur WhatsApp et Telegram ainsi que sur les réseaux sociaux.

GoT aide aussi à surmonter *"tous les petits soucis du quotidien sur la route"*, ajoute Budi Prakoso, un habitué du camp de base de Benhil. Un jour, son scooter est tombé en panne, il en a immédiatement fait part au groupe et l'un des membres qui se trouvait non loin de là est arrivé pour lui donner un coup de main.

Rida Qadri précise qu'il existe des centaines de collectifs de chauffeurs comme GoT. Les chauffeurs se retrouvent tous les jours pour échanger, que ce soient des conseils sur le meilleur itinéraire pour une livraison ou des bons plans pour arrondir ses fins de mois. Pendant la pandémie, ils se sont distribués mutuellement de la nourriture et des colis alimentaires.

Pour les femmes, minoritaires sur la plateforme, ces collectifs informels sont aussi un gage de sécurité. Rita Sari, chauffeuse VTC pour le service GoCar de Gojek, donne sa localisation à GoT dès qu'elle part faire une course dans un quartier qu'elle connaît mal, surtout la nuit. Une solidarité qui s'étend au-delà du groupe, et même à des chauffeurs des sociétés concurrentes, comme Grab.

Le soutien vient aussi de la collectivité au sens large. Si ces camps de base peuvent voir le jour, c'est aussi grâce aux relations tissées entre les chauffeurs et les habitants du quartier : des commerçants offrent un lieu, les autorités locales en approuvent l'utilisation pour des regroupements réguliers, des échoppes alimentaires et des mosquées servent d'abris de fortune pour les jeunes hommes sans famille ou sans toit qui sont venus s'installer à Jakarta en vue d'augmenter leurs revenus issus de Gojek.

Ce lacis de liens sociaux est essentiel pour permettre aux chauffeurs de s'en sortir, analyse Rida Qadri. C'est le socle sur lequel la résistance a pu se construire. Tout a commencé par des échanges d'astuces pour pirater le système afin de se faciliter un peu la tâche au quotidien. De plus en plus de chauffeurs se trouvaient confrontés aux mêmes désagréments et se sont donc mis à partager leurs astuces sur les réseaux. Avec le temps, cette pratique a évolué jusqu'à devenir ce qu'Amalinda Savirani qualifie de *"résistance quotidienne"* – des astuces qui ont aidé les chauffeurs, faute de soutien institutionnel, à reprendre progressivement la main sur leur situation, pas à pas.

Kejo fait part de sa stratégie préférée, baptisée la *"thérapie de compte"*, afin de convaincre l'algorithme de Gojek de lui confier plus de courses. Son compte lui confiait surtout des livraisons de repas, et il avait du mal à tenir le rythme à la saison des pluies. S'étant aperçu que l'appli Gojek enregistrait les préférences des chauffeurs en gardant la trace des courses qu'ils acceptaient, il s'est mis à refuser systématiquement les livraisons de repas et à accepter uniquement le transport de passagers. Au bout d'une semaine sans aucune commande, le système a fini par *"piger"*, dit-il. D'autres chauffeurs, passés maîtres dans l'art de percer les mystères de l'algorithme, proposent leurs services à ceux qui sont à la peine. Le *"thérapeute"* prendra le téléphone de son *"patient"* pendant une semaine et redressera petit à petit son compte avant de le rendre à son propriétaire.

À quoi s'ajoutent des astuces plus sophistiquées. Les plus technophiles des chauffeurs ont mis au point tout un écosystème d'applications non autorisées qui aident les chauffeurs à bidouiller leur compte, explique Rida Qadri. Certaines restent assez simples et sont uniquement conçues pour ne plus être tributaire des ingénieurs de Gojek, en agrandissant le texte de l'interface pour le rendre plus lisible ou en autorisant l'acceptation automatique des courses. Mais la plus prisée, avec plus d'un demi-million de téléchargements, permet de leurrer le GPS de son téléphone. Elle peut ainsi faire croire qu'un chauffeur travaille alors qu'il est en pause. L'avantage est d'éviter d'être sanctionné en cas de maladie ou de pouvoir accéder au statut supérieur et ainsi gagner plus.

Toutes ces applications sont regroupées sous l'appellation *tuyul*, du nom d'une créature du folklore indonésien qui vole de l'argent pour le compte de son propriétaire. Si un chauffeur est surpris à utiliser un *tuyul*, son compte est suspendu. On a vu éclater une véritable guerre des applis, raconte Alimanda Savirani, les développeurs imaginant des fonctionnalités toujours plus sophistiquées pour échapper aux systèmes de détection de Gojek, et Gojek mettant au point, de son côté, des traqueurs de plus en plus pointus pour les débusquer.

Forts de leur essor et de leur audience politique, les réseaux de chauffeurs ont également tenté de faire campagne pour des réformes plus globales. Ils se servent ainsi des réseaux sociaux pour protester contre les mises à jour indésirables sur les applications ou pour réclamer de nouvelles fonctionnalités. Gojek envoie désormais des représentants dans les camps de base pour avoir des retours sur les changements prévus par l'entreprise.

Récemment, GoT a réussi à obtenir ce que Budi Prakoso appelle une avancée majeure. Les chauffeurs sont souvent contraints de payer les frais de stationnement de leur poche. Depuis que le collectif a dénoncé cette politique, Gojek fait supporter ce coût au client devant certains centres commerciaux ou immeubles de bureaux. Il a également ajouté un programme de *reporting* interne qui permet aux chauffeurs de toucher un petit supplément s'ils envoient des mises à jour sur les centres commerciaux qui font payer le stationnement, complète Budi Prakoso. Rida Qadri poursuit : *"Grâce à cette organisation en collectifs, les chauffeurs se sentent légitimes à prendre contact avec la direction et à négocier avec elle, ce que je n'ai jamais vu chez les chauffeurs Uber ou Lyft aux États-Unis."*

La direction n'est pas la seule à les écouter, les pouvoirs publics également. Quand Jakarta se préparait à accueillir les Jeux asiatiques, en 2018, Garda, un autre collectif de motos-taxis, a menacé de se mettre en grève et de réduire ainsi l'offre de transports [pendant les Jeux]. La perspective d'une telle humiliation pour l'Indonésie sur la scène internationale a suffi à convaincre le ministère des Transports d'accepter une rencontre avec les chauffeurs. Résultat, le ministère a fini par reconnaître les motos-taxis, qui n'avaient pas de statut juridique jusque-là. De quoi ouvrir la voie à une réglementation qui devrait améliorer leurs conditions de travail, indique Suci Lestari Yuana.

[Professeure de droit à l'université de Californie], Veena Dubal explique que ces victoires sont riches d'enseignements pour tous les militants qui se battent pour le droit du travail à travers le monde : une organisation sociale forte peut être un puissant antidote à la fragmentation induite par la technologie. *"Vous n'obtenez pas les réglementations que vous voulez sans fédérer les travailleurs, et vous ne les fédérez pas sans créer chez eux un sentiment d'appartenance à une communauté"*, résume-t-elle.

Cela ne veut pas dire que la lutte est terminée. Loin de là : les motos-taxis restent très imparfaitement protégées par la loi en Indonésie, déclare Taha Syarafil, président de l'association de chauffeurs Asosiasi Driver Online. Et compter sur l'entraide et la résistance quotidienne pour améliorer les conditions de travail, sans réels droits légaux, n'aura qu'un temps.

Jour après jour, Gojek durcit ses contrôles sur les applications non autorisées et sanctionne plus lourdement les entorses au règlement. La société a également commencé à acheter l'allégeance de certains chefs de file des collectifs de chauffeurs en usant de tactiques diverses, par exemple en leur proposant un accès en avant-première à de nouvelles fonctionnalités ou des jobs d'appoint. Il n'empêche : enhardis par ces premières victoires, les chauffeurs prévoient de réclamer une évolution plus ambitieuse de la réglementation, en particulier une loi visant à faire reconnaître le travail de plateforme au sommet de l'État.

Et, quoi qu'il en soit, les collectifs continueront de jouer leur rôle de soutien face aux défis qui accompagnent ce métier – qu'il s'agisse de distribuer des colis alimentaires, d'aider à réparer un pneu crevé ou de réunir une cagnotte pour un collègue hospitalisé. *"Il y a beaucoup de solidarité,* sourit Liam. *Énormément."*

—Karen Hao, Nadine Freischlad
Publié le 21 avril



← Prise en charge d'un client près de la gare ferroviaire de Palmerah, dans la capitale indonésienne. *Photo Agoes Rudianto/MIT Technology Review*



culture.



↙ **Serhiy Jadan déclame des vers en musique, devant un public rassemblé dans un abri anti-aérien de Kharkiv, le 16 avril 2022.** *Photo Sergey Bobok/AFP*

Serhiy Jadan, le gardien de Kharkiv

Écrivain, rockeur, poète, il est une personnalité incontournable en Ukraine. Ces dernières semaines, sa priorité était de défendre Kharkiv, sa ville, dans l'est du pays. Un engagement inscrit au cœur de sa vie comme de son œuvre.

—Frankfurter Allgemeine Zeitung *Francfort*

Comme toujours, Lénine portait son manteau ouvert. Il étendait un bras, à la manière d'un chanteur d'opéra, main ouverte, pouce écarté, comme s'il voulait dire : cette place est à moi. Là, sous les yeux de granit de la grande statue de Lénine, deux policiers soutenaient un homme. Sur ses yeux et sur son visage, un voile rouge incarnat – du sang frais. C'était en mars 2014, à l'époque où les images de la place de la Liberté de Kharkiv, où Russes et pro-russes tentaient de prendre le bâtiment de l'administration locale, circulaient sur la Toile et dans la presse.

L'homme en sang, c'était Serhiy Jadan, écrivain, musicien et poète. Avec 200 autres, il protégeait l'imposant édifice, ce qui lui avait valu de recevoir des coups de pied et de poing dans la figure, avec pour bilan un nez cassé. Kharkiv est restée ukrainienne.

Un an plus tard, à l'été 2015, Serhiy Jadan et moi nous sommes retrouvés sur cette même place de la Liberté, et il m'a dit : *"J'aime mon pays."* Souriant comme un enfant à qui l'on vient d'offrir un petit chien. La place, une mer de béton, reflet de la mégalomanie soviétique, souriait elle aussi. Seul Lénine ne souriait pas. Lors des troubles de 2014, la statue avait été mise à bas.

"Les hommes de cette ville naissent défenseurs et gardiens", m'a confié Serhiy. Lui aussi ? *"Bon, moi, je ne suis pas né ici, mais à Starobilsk, dans l'Est [dans la région de Louhansk]"*, m'a-t-il expliqué en passant la main gauche sur sa coupe de cheveux undercut de rock star et en ajustant de la droite ses lunettes noires de rock star. Il n'y avait guère que sa chemise grise, bien repassée, qui ne faisait pas rock star. Serhiy avait alors 40 ans.

Ciel noir. Sept ans plus tard, Serhiy Jadan est tout de même devenu un défenseur et un gardien de sa ville [où il réside depuis plusieurs décennies]. Depuis ce jeudi noir de février, le 24, il circule tous les jours au volant de sa voiture, parfois sous les tirs, collecte des médicaments, de la nourriture, de l'eau, des vêtements, et les apporte aux gens qui n'ont plus rien. Il donne des concerts dans les stations de métro, exfiltre les gens restés dans des quartiers qui sont le théâtre de violents combats, fournit aux soldats des paires de jumelles, des gilets pare-balles, des iPhone neufs ou vieux, nourrit les chiens abandonnés et les chats de gouttière.

La guerre dont parlait Serhiy Jadan sous le cagnard de l'été 2015 était une autre guerre que celle d'aujourd'hui. Le front était alors à 200 kilomètres. Et pourtant tout proche, surtout la nuit, au Starik Hem, le bar fétiche de Serhiy. *Starik* veut dire "vieux". Quant au "Hem" en question, il était accoudé à un tonneau de bière devant la porte : un bronze grandeur nature, un brin ridicule, de Hemingway.

À l'intérieur, des poivrots qui empestaient l'alcool. Sur la table : de la bière, de la vodka, du whisky, du pain noir, du salo – du lard fumé et salé qui luisait sur les assiettes comme si on l'avait badigeonné de gloss à lèvres.

On a commencé par trinquer à la paix : bruyamment. Puis aux victimes : en silence. Parce que, quand on trinque aux victimes, on boit sans mot dire, on n'entrechoque pas les verres.

Un lundi de mars de cette année, le "Vieux Hemingway" s'est fait tuer. Par des missiles russes. Depuis, les photos du bar circulent sur la Toile : comme du linge sale déposé devant le tambour d'une machine à laver, on y voit des pierres, des lames de plancher brisées, des décombres, des tuyaux, des meubles fracassés, devant l'édifice réduit à l'état de carcasse.

Deux jours après la destruction du Starik Hem sous les bombes, Serhiy sortait avec son groupe, Sobaky, et un autre, Vertep, la chanson *Diti* ["Les Enfants"]. *"Il reste de la nuit un ciel noir / La guerre continue, les enfants poussent ! / Et tu leur donnes de l'amour, parce qu'à part toi / personne ici ne les aimera"*, y chante Serhiy.

Autrefois, il composait et chantait des chansons bien différentes. À l'époque de cet été torride, voilà sept ans, elles parlaient encore de 300 Chinois qui voulaient venir à Budapest en voiture. Le genre de titre sur lequel on saute et on danse – et rien d'autre. Un mélange de rock, de punk et de ska. Jadan i Sobaky, c'était ça. Des stars de la pop. Pendant les concerts et près du car du groupe : des cœurs qui battaient la chamade, des hurlements, des fleurs.

Même les lectures de Serhiy avaient cette ambiance de boîte de nuit. Le public, où que j'aille l'écouter – à Kiev, à Tchernovtsy, à Kharkiv –, avait généralement une petite vingtaine, était plutôt féminin et très apprêté – permanentes, khôl noir ourlant les regards, beaucoup de maquillage et pas beaucoup de tissu –, mais c'était un public lumineux, bigarré, étincelant.

La matière des livres de Serhiy est au contraire sombre, profonde, sérieuse. Il y parle d'alcooliques et de cogneurs, de leurs victimes, de fonctionnaires ripoux, de capitalistes à genoux, d'amoureux, de perdants, et des dégénérés du post-socialisme. Quand on relit ses romans aujourd'hui, on se dit que Serhiy Jadan est doué du don de clairvoyance.

Dans *La Route du Donbass* [paru en ukrainien en 2010, en français aux éditions Noir sur blanc en 2013], le héros, Guerman, de Kharkiv, doit partir à l'Est, dans sa région natale, pour reprendre la station-service de son défunt frère. Seulement voilà, Pastouchol, magnat du maïs et oligarque corrompu, la veut coûte que coûte. Guerman se battra.

Depuis Maïdan au moins [la vague de manifestations proeuropéennes de 2013-2014], le combat de Guerman rappelle celui pour l'indépendance de l'Ukraine. Par exemple dans ce dialogue entre Guerman et un prêtre : *"La meute des banquiers, les flics, les hommes d'affaires, les jeunes avocats et les politiques aux dents longues, les analystes, les propriétaires, putain, les capitalistes* [...] *ils ont une mâchoire d'acier, l'ami, ils n'hésitent pas à t'écrabouiller si c'est dans leur intérêt"*, dit-il au prêtre, avant de lui demander : *"Qu'est-ce qu'on peut faire ?" "Fais ce que tu as fait. N'ignore pas les vivants et n'oublie pas les morts"*, lui conseille l'homme d'Église.

C'est avec Marat, un mort qui n'a pas été oublié, que s'ouvre "Mésopotamie" [inédit en français], la plus grande œuvre de Serhiy Jadan sur Kharkiv. Il y parle des funérailles de ce boxeur sorti chercher des cigarettes une nuit. *"Il s'est fait descendre."* C'était à Pâques et c'est donc impossible, parce qu'*"on ne meurt pas à Pâques. Au contraire, c'est l'époque où les gens normaux reviennent d'entre les morts."*

Cauchemar enfiévré. Serhiy Jadan ne parle pas que de la vie et de la mort de son Marat, mais également de huit autres habitants de cette Mésopotamie [étymologiquement "pays entre deux fleuves"] qu'est Kharkiv. Il a écrit l'ouvrage avant la guerre du Donbass [commencée en 2014], et pourtant on pressent en le lisant qu'un conflit de grande ampleur guette le pays. Dans l'histoire où le personnage s'appelle Roméo, Juliette, elle, s'appelle Dacha : "'On tire à nouveau dans la rue, la guerre continue et personne n'a l'intention de se rendre. Tout ça continuera tant qu'on aimera', *énonça-t-elle comme un présage*. 'Il y aura assez d'amour pour tout le monde', *ajouta-t-elle*."

Hélas, Dacha a raison : il y a assez d'amour pour tous les amis, et pour tous les ennemis aussi. Dans "L'Orphelinat", un tableau plus noir, plus radical encore. C'est son premier roman de guerre, paru en Ukraine en 2017. Tout y rappelle Debaltseve, ville située entre Louhansk et Donetsk, encerclée à plusieurs reprises à l'hiver 2014-2015. Dans le roman, la ville n'a pas de nom. Serhiy Jadan n'y parle pas non plus de *"Russes"* ni de *"séparatistes"*, au lieu de quoi il dit *"eux"*, *"ils"*, *"ceux-là"*. On pense tout de suite à *Vivre avec une étoile* [paru en français aux éditions 10-18] du grand écrivain tchécoslovaque d'origine juive Jiri Weil, ce roman magistral et douloureux sur Prague, qui parle de l'occupation allemande, mais où n'apparaît pas le mot "nazi".

Le héros de "L'Orphelinat" se nomme Pacha et n'a rien d'un héros : professeur d'ukrainien, sans centre d'intérêt particulier, sans passion, sans opinion politique. Pacha se rend compte trop tard que la situation a dégénéré. Bien trop tard pour aller chercher son petit neveu de 13 ans à l'orphelinat et le ramener chez lui. Et pourtant, il se met en route.

Serhiy Jadan amène – ou plutôt malmène – son lecteur auprès du neveu de Pacha à un train d'enfer, comme un cauchemar enfiévré qui vous laisse pantelant. Depuis son tout premier roman, "Depeche Mode" [paru en 2004, inédit en français], Serhiy Jadan est connu pour cette énergie, ce rythme, cette violence.

Et aussi pour ses images frappantes : elles montrent que l'homme est aussi poète. Quel talent dans le portrait qu'il brosse des lieux ordinaires ! Dans "L'Orphelinat", on peut lire par exemple : *"Les maisons se devinent à peine dans le brouillard, comme si elles étaient en train d'apparaître sur du papier photo."* Et dans *La Route du Donbass* : *"Les maisons sont noyées dans la pénombre, comme remplies d'encre noire."*

La poésie alterne avec des échanges rugueux qui évoquent tout de suite Hemingway, dont les personnages sont tout aussi narcissiques, brutaux, affectueux et portés sur la bouteille que le sont ceux de l'Ukrainien. Mais on songe aussi à un autre grand auteur, un autre Nobel : Ivan Bounine. Car Bounine, né en 1870 à Voronej [en Russie] et mort à Paris en 1953, parvenait en peu de mots, comme Serhiy Jadan, à restituer les odeurs, le brouillard, l'atmosphère. L'un comme l'autre, Bounine comme Jadan, enchaînent d'ailleurs des scènes si dures et si tranchantes qu'elles vous laissent le souffle court et le cœur palpitant. Tous les deux posent une loupe sur un monde extérieur que le lecteur n'a jamais vu et qu'il se met tout à coup à sentir, à entendre, à respirer.

Rester en vie. Et ce que Serhiy Jadan fait ressentir, sentir et entendre au lecteur dans "L'Orphelinat" est à la fois beau et cruel. On espère aujourd'hui qu'il est bien doué du don de clairvoyance, en raison d'un joli happy end, quoique en demi-teinte. *"Chacun prévoit de rester en vie, de revenir. Tout le monde veut rentrer chez soi, tout le monde aime l'idée de rentrer"*, songe [le neveu] Sacha à la toute fin – et il a raison.

"Reste à savoir comment rester en vie", lui écris-je une nuit. Il me répond par message vocal, mais sans répondre vraiment. Il me dit : *"Avec Sobaky, on décolle demain matin tôt pour Dnipro* [*une ville du centre du pays, nœud logistique de la résistance à l'offensive russe*]." Il marque une pause, puis ajoute : *"On veut enregistrer un nouveau titre."*

Oui, peut-être est-ce là précisément la réponse à cette question de savoir comment rester en vie – la réponse de Serhiy Jadan, un auteur de référence, doublé d'un homme pragmatique qui porte secours à ses semblables.

—Anna Prizkau
Publié le 6 mai

Serhiy Jadan est connu pour cette énergie, ce rythme, cette violence. Et pour ses images frappantes.

Ses romans, sombres et profonds, vous laissent le souffle court et le cœur palpitant.

Dernière minute

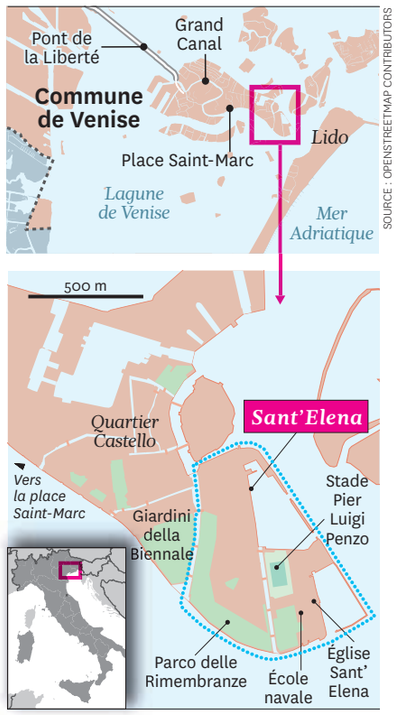
●●● À l'heure où nous bouclons ces pages, le mardi 16 mai, la contre-offensive ukrainienne gagnait du terrain autour de Kharkiv. Les troupes russes, aux portes de la deuxième ville d'Ukraine aux premiers jours de mai, venaient d'être repoussées à plusieurs dizaines de kilomètres.



voyage.



↓ La lagune et le campanile de Saint-Marc vus depuis le Parco delle Rimembranze.
Photo Jon Arnold/Alamy



Sant'Elena, petit paradis vénitien

À quelques encâblures du lieu où se tient en ce moment la Biennale d'art contemporain, cette île confetti a su rester à l'écart des flux de touristes et de l'agitation de la Sérénissime.

—The Guardian *Londres*

La prestigieuse Biennale de Venise, l'événement le plus ancien et le plus ambitieux du monde en matière d'art contemporain, [a ouvert] ses portes. Depuis le 23 avril, le vaporetto nº 1, qui remonte le Grand Canal et passe devant la place Saint-Marc, dépose quantité d'amateurs d'art à l'arrêt Giardini, dans les Giardini della Biennale, où 30 pavillons internationaux donnent à voir les dernières créations des artistes les plus en vue.

Un arrêt plus loin, juste avant que le vaporetto ne traverse la lagune pour se rendre au Lido, se trouve Sant'Elena, une toute petite île séparée par un canal du reste du quartier Castello. Ignorée de la plupart des touristes, elle constitue un havre de paix, alors que le nombre des visiteurs peut atteindre les 130 000 par jour dans le centre de la ville.

En descendant du vaporetto, le voyageur est surpris de se retrouver dans un grand espace de verdure, un poumon vert au beau milieu des "pierres de Venise", pour paraphraser le titre d'un livre de l'écrivain John Ruskin [publié initialement en 1851 et traduit en français aux éditions Hermann]. Le Parco delle Rimembranze est le plus grand espace vert de Venise, surmonté de pins majestueux. Des familles avec des enfants, des joggeurs et des gens qui promènent leur chien viennent de l'autre bout de la ville pour profiter de cet espace arboré, jouer au basket, au football, au frisbee ou au tennis, ou encore pour parcourir ses pistes cyclables. C'est plutôt inattendu à Venise.

Sant'Elena accueille aussi une prestigieuse école navale qui fait que, certains week-ends, on peut voir les élèves officiers parader dans leurs uniformes. La petite île abrite également le stade Pier Luigi Penzo, le deuxième stade le plus ancien d'Italie, et son club, le Venezia FC, qui connaît sa minute de gloire depuis son retour en série A [en 2021] en affrontant des adversaires tels que la Juventus et l'AC Milan.

Couchers de soleil. À Sant'Elena, pas de palais baroques ou d'églises Renaissance, mais l'église Sant'Elena, très bien préservée, qui remonte au XIe siècle et donne sur la lagune. La plupart des bâtiments sont constitués d'appartements datant des années 1920, construits après la Première Guerre mondiale pour loger les réfugiés et les familles des soldats venus des régions alentour de la Vénétie et du Frioul, théâtres de certaines des batailles les plus sanglantes de la Grande Guerre. On retrouve ces origines dans le nom des rues comme Calle Oslavia et Campo Monte Grappa, ainsi que dans les nombreux monuments aux morts de l'île. Certains pins portent même le nom de généraux italiens.

Ces appartements étaient tous des *case popolari*, c'est-à-dire des HLM, mais la population de Sant'Elena est en train de changer. De nombreuses familles vénitiennes quittent le centre historique pour profiter de ses espaces verts et des plages du Lido. L'auteur britannique et professeur d'université Gregory Dowling s'est installé ici il y a trente-cinq ans : *"Jamais je ne partirai,* assure-t-il. *Il y a encore une vraie vie locale, des grands espaces ouverts et les plus beaux couchers de soleil du monde."*

En semaine, l'absence de foules de touristes sur Sant'Elena est surprenante en comparaison avec le reste de la ville. À l'Osteria da Pampo, un établissement familial, la propriétaire, Martina Gianfranceschi, explique : *"Sant'Elena est devenue la planche de salut des derniers vrais Vénitiens. Il y a un boucher, un primeur et un boulanger. Tout ce qu'il faut ! Nous sommes le dernier endroit de Venise à ne pas avoir de supermarché. Tout le monde se retrouve pour un* aperitivo *au Vincent Bar, et le restaurant Vecia Gina fait d'excellentes pizzas depuis trois générations."*

Martina et sa mère, Paola, qui fait la cuisine au Pampo, viennent de Gênes. *"Nous avions envie de nous installer à Venise, mais en dehors du centre"*, précise Martina. Après les menus touristiques des abords de la place Saint-Marc, la cuisine de l'Osteria da Pampo et ses spécialités génoises comme les *seppie in zimino*, des sèches aux blettes, ou encore les classiques *spaghetti alle vongole* sont un bonheur pour les papilles.

Le dimanche après-midi, quand l'équipe du Venezia FC joue à domicile, Sant'Elena prend des airs de fête foraine où se pressent des familles vénitiennes de toutes origines sociales – des gondoliers, des souffleurs de verre, des chefs et des serveurs. Vous ne verrez nulle part ailleurs des hordes de supporteurs arriver au stade en vaporetto ou une vue aussi imprenable sur les eaux scintillantes de la lagune. L'international gallois et star montante de Chelsea Ethan Ampadu, 21 ans, prêté par son club, est sous le charme de la Sérénissime. *"Je n'arrive toujours pas à me faire à l'idée qu'il n'y a pas de voitures ici,* raconte-t-il. *Venir jouer en bateau et se retrouver dans le stade en deux minutes, j'imagine que c'est une expérience unique pour un joueur de foot."*

Le petit pont Paludo Sant'Antonio relie Sant'Elena aux Giardini della Biennale. Traversez les jardins jusqu'à la Via Garibaldi, et vous retrouverez le tumulte de Venise, à mille lieues du calme de Sant'Elena.

—John Brunton
Publié le 19 avril

Courrier international

POUR COMPRENDRE L'ACTUALITÉ DU MONDE !

COCH

Profitez de cette offre d'abonnement

13,25 € par mois

Plus de **41%*** de réduction

VOTRE ABONNEMENT COMPREND



1 an (52 numéros)



6 hors-séries à paraître



l'accès au **site Internet** et au **Réveil Courrier** sur tous vos supports numériques

* Par rapport au prix de vente au numéro.

EN CADEAU 4 numéros de *Courrier international*

Valeur **18 €**



Bon d'abonnement

à retourner à : *Courrier international* - Service Abonnements A2100 - 62066 ARRAS Cedex 9

Oui, je m'abonne à *Courrier international* + ses hors-séries

RCO22BA1646

☐ **Je règle par prélèvement mensuel 13,25 €** au lieu de ~~22,48~~ €* **+ *en cadeau*** **4 numéros** de *Courrier international*.
Les hors-séries seront expédiés au fur et à mesure de leur parution.

Je complète le mandat SEPA ci-dessous.

☐ **Je préfère régler en une fois 159 €** au lieu de ~~269,80~~ €* **+ *en cadeau*** **4 numéros** de *Courrier international*, par chèque bancaire à l'ordre de *Courrier international*

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
https://abo.courrierinternational.com/2022auto2
ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi, de 9 h à 18 h)

Pour commander, scannez le code QR

☐ Monsieur ☐ Madame

NOM..... PRÉNOM .....

ADRESSE .....

CODE POSTAL ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ VILLE.....

*Prix de vente au numéro. **Offre réservée aux particuliers, valable jusqu'au 31/07/2022 pour un premier abonnement en France métropolitaine.** Etranger nous consulter. Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet : boutique.courrierinternational.com/cgv-co
En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi "informatique et libertés" du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI – 67/69 avenue Pierre Mendès France – 75013 paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr .

Je remplis le mandat de prélèvement SEPA ci-dessous et je joins un RIB.

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez Courrier international SA à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de Courrier international SA. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Vous acceptez que le prélèvement soit effectué à l'installation de votre abonnement. Vos droits concernant le prélèvement sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de portabilité, de limitation des traitements, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI – 67/69 avenue Pierre Mendès France – 75013 paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr .

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ Ville : .....

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

⌊_⌊_⌊_⌊_ ⌊_⌊_⌊_⌊_ ⌊_⌊_⌊_⌊_ ⌊_⌊_⌊_⌊_ ⌊_⌊_⌊_⌊_ ⌊_⌊_⌊_⌊_ ⌊_⌊_⌊_⌊_
IBAN – Numéro d'identification international du compte bancaire

⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_
BIC – Code international d'identification de votre banque

RÉFÉRENCE UNIQUE DU MANDAT (RUM)

.....
Sera rempli par *Courrier international*

Paiement répétitif

Fait à : .....

Le : .....

Signature obligatoire

Organisme créancier :
Courrier international
ICS : FR11ZZZ396542
67, avenue Pierre-Mendès-France
75013 Paris

RCS Paris 344 767 861 000 71

histoire.



↙ **Une lipsanothèque du xe siècle en marbre recouvrant les reliques de Santa Maria de Lillet.** *Photo Album/Prisma/AKG*

La folie des reliques

Haut Moyen Âge — Espagne
Ces objets de vénération, de tentation et de trafic suscitent alors la convoitise. Et se multiplient mystérieusement.

—El País *Madrid*

"Quel supporteur de foot n'aimerait pas avoir chez lui le ballon qui a permis à l'Espagne de gagner la Coupe du monde [en 2010] ?" Avec cette question, Miguel C. Vivancos, prêtre et historien, entend démontrer que le désir d'adorer des objets dotés d'une signification spéciale traverse les siècles. Une dévotion qui remonte à l'Antiquité, pour conserver la mémoire *"de héros comme Énée ou Hercule, et culmine au Haut Moyen Âge avec la vénération des corps de saints morts en martyrs"*.

Les reliques peuvent être, selon la définition de Vivancos, *"le corps entier, ou une partie ou un fragment de corps d'un saint reconnu par l'Église. Mais également les objets qui ont appartenu à cette personne."* Ces parties du corps, tête, bras, doigt, ongle, dent ou cheveux *"étaient utilisées pour la consécration de l'autel lors de la construction d'un lieu de culte, et elles étaient généralement conservées dans des petites boîtes appelées lipsanothèques"*, précise-t-il.

Les premières reliques attestées sont celles de *"Polycarpe, évêque de Smyrne, qui est mort sur le bûcher vers 155"*, signale Isidro G. Bango Torviso, professeur à la retraite d'art antique et médiéval à l'université Complutense de Madrid. *"Un disciple de Polycarpe a ainsi rapporté :* 'Ses os étaient plus précieux que l'or pour nous, et nous les avons déposés dans un lieu adapté.'"

Ces lieux adaptés étaient des monastères, des églises et des sanctuaires, qui devenaient par la suite des lieux de pèlerinage, et les reliques étaient par conséquent des sources de revenus. *"Celui qui venait vénérer les reliques dans l'espoir de voir sa situation s'améliorer était prêt à ouvrir les cordons de sa bourse"*, explique Bango. Les pèlerins devaient manger, dormir et peut-être rapporter un souvenir.

En plus de leur permettre de se rapprocher de Dieu, ces restes *"possédaient un pouvoir thaumaturgique et faisaient des miracles"* ce qui, reconnaît Vivancos, donnait parfois lieu à des *"supercheries"*. À l'abbaye de Silos, dans la province de Burgos, la poussière qui s'accumulait dans le sépulcre de saint Dominique était mélangée à du vin qu'on administrait aux malades.

À tombeau ouvert. Comment obtenait-on ces reliques ? *"Il fallait faire la demande auprès des personnes chargées de leur protection en échange d'une somme d'argent. C'était généralement les envoyés des évêques qui s'en chargeaient."* Pourtant, le désir de posséder un objet aussi précieux pouvait conduire certains à violer le septième commandement.

"En Espagne, l'Église a mis en garde dès 633 contre certains clercs qui agissaient de manière inconvenante, qui volaient et coupaient en morceaux les reliques", souligne José Alberto Moráis, spécialisé en histoire de l'art à l'université de León. Un des cas les plus célèbres n'est autre que celui de l'évêque de Compostelle Diego Gelmírez, à qui l'on doit la cathédrale. Le vol a eu lieu dans une église de Braga, au Portugal, même si les chroniqueurs de l'époque ont préféré qualifier le fait de *"pieux larcin"*.

Pour lutter contre ces indélicats, qui profitaient des tombeaux ouverts pour récupérer ne serait-ce qu'un ongle, *"l'accès à ces lieux a été restreint par des grilles, et ils ont même fermé hermétiquement la confession, le lieu destiné aux sépultures des saints dans une église"*, explique Bango.

Les reliques pouvaient parfois être d'origine douteuse. *"En Espagne, il y a eu moins d'aberrations que dans d'autres pays, même si nous avons eu un peigne de Marie-Madeleine ou une jarre des noces de Cana"*, raconte Vivancos. En dehors de la péninsule Ibérique, on pouvait trouver deux prépuces de Jésus ou encore deux églises qui assuraient détenir la tête d'un seul et même saint. Il avait été décidé que l'une datait de sa jeunesse et l'autre de sa maturité. Le réformateur protestant Calvin évoque le cas d'une relique censée être le bras d'un saint, jusqu'à ce qu'on découvre bien plus tard qu'il s'agissait du membre viril d'un cerf.

Outre le rapprochement avec Dieu, les reliques avaient un pouvoir guérisseur.

Outre les parties du corps, les linges *"qui avaient été directement en contact avec un saint, comme les suaires ou les draps, ou ceux qui avaient enveloppé les os ou recouvert les sépulcres de saints"* étaient considérés comme des reliques, explique la conservatrice de musée Ana Cabrera Lafuente. Ces morceaux d'étoffe, qui nous sont parvenus sous la forme d'échantillons de toute petite taille, *"portaient souvent une étiquette en latin, pour prouver leur authenticité"*. Les linges plus grands ont en grande partie disparu, même s'il y a des exceptions, avec des chasubles et des palliums de plus de 2 mètres.

L'Espagne recelait une grande richesse de textiles, comme le lin, la laine ou la soie, et ces reliques pouvaient être brodées de fils métalliques d'or ou d'argent, souligne cette spécialiste en étoffes médiévales. *"Il y a des périodes où, selon les modes, certaines couleurs prédominent, comme le bleu, le violet ou le rouge."* De même, comme il fallait ouvrir régulièrement les tombeaux pour vérifier l'état des reliques, il était fréquent de rajouter un morceau d'étoffe. Ces couches successives ont été utiles en période de disette parce qu'il était possible de les découper et de les revendre. *"Comme les étoffes sacrées de l'église Santa Libra, à Sigüenza, vendues après la guerre civile pour reconstruire le site."*

Cet engouement pour les reliques a commencé à décroître à partir du concile de Trente (1545), la contre-réforme catholique souhaitant freiner les excès de dévotion et la corruption. De nos jours, *"des reliques sont toujours déposées dans l'autel au moment de la consécration d'une église, mais ce ne sont plus forcément des reliques de martyrs"*, commente Vivancos. Coulé le 13 avril par les Ukrainiens, le navire russe *Moskva* avait à bord un petit morceau de bois provenant de la croix du Christ. Une protection divine qui ne lui a pas évité de sombrer.

—Manuel Morales
Publié le 3 mai



FESTIVAL INTERNATIONAL DE JOURNALISME

15, 16, 17 juillet 2022

Couthures-sur-Garonne

©Priscille Didier

UN ÉVÉNEMENT PARRAINÉ PAR LE GROUPE LE MONDE

Le Monde · L'OBS · Télérama · Courrier international · la vie · HUFFPOSTI

Région Nouvelle-Aquitaine · Lot-et-Garonne Le Département Cœur du Sud-Ouest · Val de Garonne Agglomération · Marmande Terre de Garonne · Couthures-sur-Garonne · Vignobles du Sud-Ouest De l'origine à l'originalité · Nouvelle Aquitaine · Les Paysans de Rougeline · les pruneaux d'Agen

Prix Philippe Chaffanjon · Sud Ouest · 3 nouvelle aquitaine · Le Temps · El País · The Guardian · Corriere della Sera · arte · France Inter

avec : IJBA, ALCA et Far Ouest

Steven Da Costa
Médaillé d'or Tokyo 2020, karaté
Ambassadeur Visa

Partenaire mondial

Choisissez de profiter.

Organisation de dîners à votre domicile, recommandation personnalisée d'événements culturels, gestion de vos déplacements... Comme Steven Da Costa, comptez sur **votre Assistant Visa Platinum** pour prendre soin de vous.

Rendez-vous sur visa.fr/platinum



Voir conditions auprès de votre banque.

VISA

Visa Europe Limited, société de droit anglais, siège situé 1 Sheldon Square, London W2 6TT, GB, immatriculée 5139966, agissant au travers de sa succursale française, située au 83-85 avenue de la Grande Armée 75116 Paris, RCS Paris n° 509 930 699 – Saatchi & Saatchi – Crédit photo : Philippe Miran, Getty Images.